



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 21 juin 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, June 21st, 1958

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1958.

Québec, le 21 juin 1958.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

48009-25-11-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1958.

Quebec, June 21st, 1958.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

48009-25-11-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1 per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 13875-57)

Alphonse Ouellet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1958, constituant en corporation: Alphonse Ouellet, garagiste, Thérèse Renouf Ouellet, ménagère, épouse commune en biens dudit Alphonse Ouellet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Henri Dunn, comptable, tous de Gaspé, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 13875-57)

Alphonse Ouellet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May 1958, incorporating: Alphonse Ouellet, garage-keeper, Thérèse Renouf Ouellet, housewife, wife common as to property of the said Alphonse Ouellet, and duly authorized by him for the purposes therein, and Henri Dunn, accountant, all of Gaspé, for the following purposes:

Exercer le commerce d'automobiles et d'appareils électriques; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Alphonse Ouellet Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11597-58)

Alumcraft Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1958, constituant en corporation: Harvey Crestohl, d'Outremont, Lazarus L. Tinkoff, Donald William Seal, avocats, et Abraham Harold Crestohl, gérant de bureau, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'aluminium et autres métaux et de toutes marchandises, articles et effets faits dudit aluminium ou autres métaux, sous le nom de "Alumcraft Corp.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11516-58)

Alva-Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1958, constituant en corporation: David Nirenberg, dessinateur, Miriam Nirenberg, ménagère, épouse séparée de biens dudit David Nirenberg, et Sarah Putterman, ménagère, épouse séparée de biens de Sam Putterman, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements de sport pour dames et accessoires, sous le nom de "Alva-Fashions Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11389-58)

Art & Photo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1958, constituant en corporation: Paul Gagné, photographe, Alice Gagné, secrétaire, célibataire, et Louis Gagné, technicien, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes et exercer le commerce de matériel d'artistes, sous le nom

To deal in automobiles and electrical apparatus; carry on business as garage-keepers, under the name of "Alphonse Ouellet Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11597-58)

Alumcraft Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1958, incorporating: Harvey Crestohl, of Outremont, Lazarus L. Tinkoff, Donald William Seal, advocates, and Abraham Harold Crestohl, Office manager, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminium and other metals and in all goods, wares and merchandise made of said aluminium or other metals, under the name of "Alumcraft Corp.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11516-58)

Alva-Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1958, incorporating: David Nirenberg, designer, Miriam Nirenberg, housewife, wife separate as to property of the said David Nirenberg, and Sarah Putterman, housewife, wife separate as to property of Sam Putterman, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in women's sportswear and apparel, under the name of "Alva-Fashions Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11389-58)

Art & Photo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1958, incorporating: Paul Gagné, photographer, Alice Gagné, secretary, bachelor, and Louis Gagné, technician, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as photographers and to deal in artists' materials, under the name of

de "Art & Photo Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 10905-58)

Asbestos Excavations Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Conrad Tourigny, comptable agréé, Louis Langlais, avocat, Denise Demers et Marthe Rondeau, sténographes, célibataires, tous d'Asbestos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux; exploiter des carrières; exercer le commerce d'immeubles, de meubles et de quincaillerie, sous le nom de "Asbestos Excavations Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraeli, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11598-58)

Belleterre Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Gerald Ryan, avocat, de Noranda, Georgette Girard et Denise Corriveau, secrétaires, filles majeures, de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et comme entrepreneurs forestiers, sous le nom de "Belleterre Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Belleterre, district judiciaire de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 10908-58)

Bonicalzi Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1958, constituant en corporation: Gérard Bonicalzi, constructeur, Gérard Le May, imprimeur, et Gérard Charron, avocat, tous de Buckingham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Bonicalzi Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

"Art & Photo Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10905-58)

Asbestos Excavations Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May 1958, incorporating: Conrad Tourigny, chartered accountant, Louis Langlais, advocate, Denise Demers and Marthe Rondeau, stenographers, unmarried, all of Asbestos, for the following purposes:

To carry on business as general contractors; operate quarries; deal in real estate, furniture and hardware, under the name of "Asbestos Excavations Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Disraeli, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11598-58)

Belleterre Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Gerald Ryan, advocate, of Noranda, Georgette Girard, and Denise Corriveau, secretaries, of full age, of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and as forestry contractors, under the name of "Belleterre Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Belleterre, judicial district of Témiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10908-58)

Bonicalzi Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1958, incorporating: Gérard Bonicalzi, builder, Gérard Le May, printer, and Gérard Charron, advocate, all of Buckingham, for the following purposes:

To carry on as builders and general contractors in construction, under the name of "Bonicalzi Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Buckingham, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Buckingham, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11554-58)

Brosseau & Monette Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Royal Monette, constructeur, de Laprairie, Côte Brosseau, cultivateur, de Granby, Gustave Monette, fils, avocat, de Prévile, Rose-Aimée Poudrette, de Boucherville, et Isabelle Lemay, de Montréal, toutes deux sténographes, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, constructeurs, menuisiers, démolisseurs et comme excavateurs; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Brosseau & Monette Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11554-58)

Brosseau & Monette Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Royal Monette, builder, of Laprairie, Côte Brosseau, farmer, of Granby, Gustave Monette, Junior advocate, of Prévile, Rose-Aimée Poudrette, of Boucherville, and Isabelle Lemay, of Montreal, both stenographers, spinsters of full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, builders, carpenters, demolishers and excavators; deal in real estate, under the name of "Brosseau & Monette Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11247-58)

B.T.C. Importing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1958, constituant en corporation: Joffre Côté, agent, Léopold Lamoureux, dessinateur, et Jacques Lamoureux, avocat, tous de Lachine, pour les objets suivants:

Importer, exporter et exercer le commerce de produits et de marchandises faits de cuir, verre, pierres précieuses, caoutchouc, métal, métal-loyé, bois, papier, nylon et plastique, ainsi que d'articles faits totalement ou partiellement de ces substances ou autres semblables, et de leurs sous-produits, sous le nom de "B.T.C. Importing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 367, rue St-Jacques, Ville Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11247-58)

B.T.C. Importing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May 1958, incorporating: Joffre Côté, agent, Léopold Lamoureux, draughtsman, and Jacques Lamoureux, advocate, all of Lachine, for the following purposes:

To import, export and deal in products and merchandise made of leather, glass, precious stones, rubber, metal, metalloïd, wood, paper, nylon and plastic, as well as articles wholly or partly made up of said substances or similar ones, and the by-products thereof, under the name of "B.T.C. Importing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 367 St. James Street, town of St. Pierre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11042-58)

Centre d'Achat Sylva Gagnon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Sylva Gagnon, commerçant, Laurette Fillion, ménagère, épouse commune en biens dudit Sylva Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Marc Fortier, courtier, tous de Schefferville, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, exploiter, louer, vendre, hypothéquer, faire construire un ou des immeubles

(A.G. 11042-58)

Centre d'Achat Sylva Gagnon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May 1958, incorporating: Sylva Gagnon, dealer, Laurette Fillion, housewife, wife common as to property of the said Sylva Gagnon, and duly authorized by him for the purposes therein, and Marc Fortier, broker, all of Schefferville, for the following purposes:

To build, acquire, operate, rent, sell, hypothecate, cause to be erected one or more buildings

de rapport dans le but de louer des espaces pour fins tant commerciales que résidentielles, sous le nom de "Centre d'Achat Sylva Gagnon Ltée", avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Schefferville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11124-58)

C. Marsolais Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: John Henry Ernest Colby, Marc Brière, avocats, et Galen Lee Prime, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, sous le nom de "C. Marsolais Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11549-58)

Compagnie d'Utilités Publiques de l'Estereel

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1958, constituant en corporation: René Proulx, comptable agréé, de Ville Mont-Royal, Claude Marchand, avocat, et Lyse Beauregard, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'utilités publiques, sous le nom de "Compagnie d'Utilités Publiques de l'Estereel", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11555-58)

Dechaux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, de Baie d'Urfée, Jean-Paul Cardinal, avocat et Conseil en Loi de la Reine, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs, teinturiers, buandiers et réparateurs de vêtements, tissus, marchandises et fournitures de ménage, sous le nom de "Dechaux Inc.", avec un capital total

for the purpose of letting out space for commercial or residential purposes, under the name of "Centre d'Achat Sylva Gagnon Ltée", with a capital stock divided into 1,000 shares without nominal or par value and the amount of share capital with which the company shall commence its operations is \$20,000.

The head office of the company will be at Schefferville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11124-58)

C. Marsolais Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: John Henry Ernest Colby, Marc Brière, advocates, and Galen Lee Prime, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, under the name of "C. Marsolais Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11549-58)

Compagnie d'Utilités Publiques de l'Estereel

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1958, incorporating: René Proulx, chartered accountant, of the town of Mount-Royal, Claude Marchand, advocate, and Lyse Beauregard, secretary, of full age, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in public utilities, under the name of "Compagnie d'Utilités Publiques de l'Estereel", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11555-58)

Dechaux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, of Baie d'Urfée, Jean-Paul Cardinal, advocate and Queen's Counsel, and Jeannette Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners, dyers, launderers and repairers of clothing, fabrics, goods and household furnishings, under the name of "Dechaux Inc.", with a total capital

de \$100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11633-58)

Dorion Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Charles Dorion, industriel, de Ste-Foy, Yvan Morissette, exécutif, et Léonard St-Laurent, comptable, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Dorion Automobiles Inc.", avec un capital total de \$41,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$5 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11622-58)

Durable Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Sam Kashtan, manufacturier, de Montréal, Marian Gorzalka, vendeur et Maria Gorzalka, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marian Gorzalka, et dûment autorisée par ce dernier, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Durable Construction Corp." avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11568-58)

Elath Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1958, constituant en corporation: John J. Wasserman, avocat, de Westmount, Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, avocats et Dorothy Martel, sténographe, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, de développement, de portefeuille et de placements, sous le nom de

stock of \$100,000, divided into 100,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11633-58)

Dorion Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May 1958, incorporating: Charles Dorion, industrialist, of St. Foy, Yvan Morissette, executive, and Léonard St-Laurent, accountant, both of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles; to operate as garage-keepers, under the name of "Dorion Automobiles Inc.", with a total capital stock of \$41,000, divided into 200 common shares of \$5 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Sainte-Anne-de-Beaupré, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11622-58)

Durable Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Sam Kashtan, manufacturer, of Montreal, Marian Gorzalka, salesman, and Maria Gorzalka, housewife, wife separate as to property of the said Marian Gorzalka, and duly authorized by him, both of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Durable Construction Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11568-58)

Elath Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1958, incorporating: John J. Wasserman, advocate, of Westmount, Harold S. Freeman, Irving J. Halperin, advocates, and Dorothy Martel, stenographer, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, development, holding and invest-

"Elath Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11654-58)

Featherock Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, Lucille Roy et Louise Bourdon, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et généralement exercer le commerce d'agréments légers, de matières et de substances pouvant entrer dans la fabrication du béton et de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de "Featherock Inc.", avec un capital total de \$550,000, divisé en 35,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 20, rue Prince, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11156-58)

Fleurant et Frère Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Henri Fleurant, Julien Fleurant, menuisiers, et Madeleine Vaillancourt Fleurant, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri Fleurant, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Fabreville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Fleurant et Frère Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11527-58)

Flormac Development Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1958, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, William Patrick Creagh, commis en loi, de Ville Mont-Royal et Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de

ment company, under the name of "Elath Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11654-58)

Featherock Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Maurice Martel, advocate, Lucille Roy and Louise Bourdon, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in light-weight aggregates, materials and substances which could be used in the manufacturing of concrete, and building materials of every nature and kind, under the name of "Featherock Inc.", with a total capital stock of \$550,000, divided into 35,000 common shares of a par value of \$10 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 20 Prince Street, Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11156-58)

Fleurant et Frère Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Henri Fleurant, Julien Fleurant, joiners, and Madeleine Vaillancourt Fleurant, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri Fleurant, and duly authorized by him for these present purposes, all of Fabreville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general contractors in construction, under the name of "Fleurant et Frère Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11527-58)

Flormac Development Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1958, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, and Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction, improvement and development company, under

développement, sous le nom de "Flormac Development Company Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

the name of "Flormac Development Company Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 8,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11503-58)

Frego Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, de Montréal-Ouest, Lou Tannenbaum, Daniel Lazare, avocats et Margeret Wilkie, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Frego Construction Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(A.G. 11503-58)

Frego Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, of Montreal West, Lou Tannenbaum, Daniel Lazare, advocates, and Margeret Wilkie, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Frego Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 4,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11530-58)

Galerie "L'art Français" Art Gallery

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1958, constituant en corporation: Claude Guérin, avocat, de Laval-sur-le-Lac, Reginald D. Tormey, avocat, et Yvette Marcoux, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'objets d'art, sous le nom de "Galerie "L'art Français" Art Gallery", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11530-58)

Galerie "L'art Français" Art Gallery

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1958, incorporating: Claude Guérin, advocate, of Laval-sur-le-Lac, Reginald D. Tormey, advocate, and Yvette Marcoux, secretary, spinster in full use of her rights, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in object of art, under the name of "Galerie "L'art Français" Art Gallery", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11561-58)

Gay-Lee Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Issie Friend, manufacturier, Dame Judy Bass Friend, ménagère, épouse séparée des biens dudit Issie Friend et dûment autorisée par ce dernier et Eddie Seidman, électricien, tous de Montréal, pour les objets suivants:

(A.G. 11561-58)

Gay-Lee Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Issie Friend, Manufacturer, Mrs. Judy Bass Friend, housewife separate as to property of the said Issie Friend, and duly authorized by him, and Eddie Seidman, Electrician, all of Montreal, for the following purposes:

Exercer les commerces de marchands d'habits, tailleurs, drapiers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers, chapeliers, gantiers, four-teurs, marchands de vêtements, soieries, car-pettes, cotonnades, étoffes et dentelles, sous le nom de "Gay-Lee Fashions Inc.", avec un capital total de \$35,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11545-58)

Gaz Propane du Nord Ltée
Northern Propane Gas Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Paul LeBoeuf, de Québec, Maurice Hébert, de Sillery, et Gérard Lauzier, de Ste-Foy, tous comptables, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce des gaz propane et de butane, sous le nom de "Gaz Propane du Nord Ltée — Northern Propane Gas Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11577-58)

Jocardi Suits & Coats Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1958, constituant en corporation: Samuel H. Palnick, marchand, Irwin A. Frankel, avocat, tous deux de Ville Mont-Royal, Gabriel Houde, avocat et conseil en loi de la Reine et Sadie Gersovitz, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Jocardi Suits & Coats Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7255 rue Alexandra, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11511-58)

J. P. Dagenais Construction, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1958, constituant en corporation: Louis-J. Dubuc, de Montréal, Jean-Paul Dagenais et Gérard Dagenais, de St-Michel, tous constructeurs, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le

To carry on the businesses of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, glovers, furriers, wearing apparel, silks, carpets, cottons, cloth and lace merchants, under the name of "Gay-Lee Fashions Inc.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11545-58)

Gaz Propane du Nord Ltée
Northern Propane Gas Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Paul LeBoeuf, of Québec, Maurice Hébert, of Sillery, and Gérard Lauzier, of Ste-Foy, all accountants, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in propane and butane gas under the name of "Gaz Propane du Nord Ltée — Northern Propane Gas Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11577-58)

Jocardi Suits & Coats Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1958, incorporating: Samuel H. Palnick, merchant, Irwin A. Frankel, advocate, both of the town of Mount Royal, Gabriel Houde, advocate and Queen's Counsel, and Sadie Gersovitz, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "Jocardi Suits & Coats Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7255 Alexandra Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11511-58)

J. P. Dagenais Construction, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of May, 1958, incorporating: Louis-J. Dubuc, of Montreal, Jean-Paul Dagenais and Gérard Dagenais, of St. Michel, all builders, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; deal in real-estate, under the

commerce d'immeubles, sous le nom de "J. P. Dagenais Construction, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,600 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 11095-58)

**La Centrale d'Achat des Détaillants
du Jouet Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Jean Gaudreault, Suzanne Marchesseault, fille majeure, de Montréal, et Rolland Granger, de St-François-de-Sales, tous commerçants, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de jouets et de nouveautés, sous le nom de "La Centrale d'Achat des Détaillants du Jouet Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10831, boulevard Pie IX, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 11632-58)

**La Cie de Construction Safari Ltée
Safari Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Guy Guérin, Paul Mailloux et François Boisclair, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "La Cie de Construction Safari Ltée — Safari Construction Co. Ltd.", avec un capital divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale et en 490 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$5,900.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRÉNETTE.

(P.G. 10869-58)

**La Compagnie de Construction Laval
Ste-Rose Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Paul-André Boutin, agent d'assurances, André Labelle, entrepreneur-menuisier, et J.-Léo Vallée, commis, tous de Ste-Rose, pour les objets suivants:

name of "J. P. Dagenais Construction, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,600 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at Saint Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRÉNETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11095-58)

**La Centrale d'Achat des Détaillants
du Jouet Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Jean Gaudreault, Suzanne Marchesseault, spinster, of Montreal, and Rolland Granger, of St-François-de-Sales, all tradesmen, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in toys and novelties under the name of "La Centrale d'Achat des Détaillants du Jouet Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 10831, Pie IX Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRÉNETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11632-58)

**La Cie de Construction Safari Ltée
Safari Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Guy Guérin, Paul Mailloux and François Boisclair, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "La Cie de Construction Safari Ltée — Safari Construction Co. Ltd.", with a capital stock divided into 200 shares without nominal par value and 490 preferred shares of \$100 each, the amount with which the company shall commence its operations is \$5,900.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRÉNETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10869-58)

**La Compagnie de Construction Laval
Ste-Rose Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Paul-André Boutin, insurance agent, André Labelle, joiner-contractor, and J.-Léo Vallée, clerk, all of Ste-Rose, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "La Compagnie de Construction Laval Ste-Rose Ltée", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 45, rue Saint-Jacques, Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11620-58)

Lakeshore Funeral Home Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, Conseil en Loi des la Reine, Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally, tous les quatre avocats, et James Turner Lumsden, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de directeurs funéraires et embaumeurs, sous le nom de "Lakeshore Funeral Home Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 52 Lakeshore Drive, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 10478-58)

La Pépinière du Saguenay Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Léopold Tremblay, de Chicoutimi, Robert Charbonneau, de Chicoutimi-Nord, et Maurice Hamel, de Jonquière, tous agronomes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de "La Pépinière du Saguenay Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11558-58)

La Philatélie Laurentienne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Georges Bilodeau, de Montréal-Nord, Bernard Bilodeau, de Westmount, tous deux avocats, et Andrée Pontbriand, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

To carry on business as builders and general contractors in construction; to carry on a business dealing in immovables, under the name of "La Compagnie de Construction Laval Ste-Rose Ltée", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 45 Saint-James Street, Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11620-58)

Lakeshore Funeral Home Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, Queen's Counsel, Philippe Casgrain, Herbert Birkett McNally, all four advocates, and James Turner Lumsden, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors and as embalmers, under the name of "Lakeshore Funeral Home Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 52 Lakeshore Drive, Dorval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10478-58)

La Pépinière du Saguenay Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Léopold Tremblay, of Chicoutimi, Robert Charbonneau, of Chicoutimi-North, and Maurice Hamel, of Jonquière, all agronomists, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seedsmen, under the name of "La Pépinière du Saguenay Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11558-58)

La Philatélie Laurentienne Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Georges Bilodeau, of Montreal-North, Bernard Bilodeau, of Westmount, both advocates, and Andrée Pontbriand, secretary, of full age of majority making use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

Généralement exercer le commerce de timbres à l'usage des collectionneurs et philatélistes, sous le nom de "La Philatélie Laurentienne Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11438-58)

Laurent Hébert Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Laurent Hébert, entrepreneur, Maurice Hébert, menuisier, et Gaston Dumoulin, comptable, tous de Mont-Laurier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction; exploiter des carrières, sous le nom de "Laurent Hébert Incorporé", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11285-58)

Lemay & Gagné Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Georges Lemay, Marcel Gagné, entrepreneurs, de Victoriaville, et Clément Carrier, comptable, d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en construction; exercer le commerce du transport de marchandises, sous le nom de "Lemay & Gagné Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11314-58)

**Les Agences Grenache Inc.
Grenache Agencies Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1958, constituant en corporation: Roch Grenache, manufacturier, Henri-Paul Lemay, avocat, tous deux de Montréal, et Félix Grenache, industriel, de St-Damien-de-Brandon, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes et volailles, sous

To generally deal in stamps intended for collectors and philatelists, under the name of "La Philatélie Laurentienne Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11438-58)

Laurent Hébert Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Laurent Hébert, contractor, Maurice Hébert, carpenter, and Gaston Dumoulin, accountant, all of Mont-Laurier, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors; operate quarries, under the name of "Laurent Hébert Incorporé", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11285-58)

Lemay & Gagné Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Georges Lemay, Marcel Gagné, contractors, of Victoriaville, and Clément Carrier, accountant, of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving work and in construction; to carry on a transportation business dealing in merchandise, under the name of "Lemay & Gagné Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11314-58)

**Les Agences Grenache Inc.
Grenache Agencies Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1958, incorporating: Roch Grenache, manufacturer, Henri-Paul Lemay, advocate, both of Montreal, and Félix Grenache, industrialist, of St. Damien-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in food-stuffs, groceries, meats and poultry, under the

le nom de "Les Agences Grenache Inc. — Grenache Agencies Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 1,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1504, rue Davidson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11472-58)

Le Salon Matignon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1958, constituant en corporation: Samuel Leon Mendelsohn, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Leo Rosentzveig, de Montréal et Manuel Shacter, de Dorval, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Le Salon Matignon Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune et 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11610-58)

Les Immeubles Champlain Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1958, constituant en corporation: Jacques Juneau, de Ste-Foy, Wilbrod Bherer, conseil en loi de la Reine, et Georges Côté, de Québec, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles Champlain Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11525-58)

Les Pétroles de Matane Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1958, constituant en corporation: Jacques Gagné, comptable, Laurent Gagné, capitaine, et Jacqueline Gagné, secrétaire, tous de Matane, pour les objets suivants:

Faire toutes les opérations de recherches, forage, raffinage, fabrication, canalisation, achats, transport et généralement faire le commerce des huiles, graisses, pétroles, et tous leurs produits, ainsi que du gaz naturel, sous le nom de "Les Pétroles de Matane Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

name of "Les Agences Grenache Inc. — Grenaches Agencies Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1504 Davidson Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11472-58)

Le Salon Matignon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1958, incorporating: Samuel Leon Mendelsohn, Queen's Counsel, of Westmount, Leo Rosentzveig, of Montreal, and Manuel Shacter, of Dorval, all advocates, for the following purposes:

To deal in clothing, under the name of "Le Salon Matignon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$100 each and into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11610-58)

Les Immeubles Champlain Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1958, incorporating: Jacques Juneau, of Ste-Foy, Wilbrod Bherer, Queen's Counsel, and Georges Côté, of Quebec, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables, under the name of "Les Immeubles Champlain Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11525-58)

Les Pétroles de Matane Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1958, incorporating: Jacques Gagné, accountant, Laurent Gagné, captain, and Jacqueline Gagné, secretary, all of Matane, for the following purposes:

To carry on all research operations, drilling, refining, manufacturing, canalization, purchases, transportation and generally carry on a business dealing in oils, grease petrol, and in all their products as well as natural gas, under the name of "Les Pétroles de Matane Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Grande-Anse, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

Les Soeurs de Namur

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation "Les Soeurs de Namur".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Sorel.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le douze juin 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48027-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11209-58)

L'Origo Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Seymour Spector, Harold Bloomfield, avocats et Frederick Phillips, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "L'Origo Corporation", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 292 est, bld St-Joseph, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 10495-58)

**Louis & Genet Enterprises Inc.
Les Entreprises Louis & Genet Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Claude Genet, vendeur, Jeanne Schweig, gérante, fille majeure et John Michael Schlesinger, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre ou autrement faire le commerce, importer et exporter, assembler et fabriquer des ustensiles d'aluminium, fourniture de protection contre le feu, matériaux d'annonces et conseil en cette matière, coutellerie, poterie, articles de porcelaine et marchandises générales pour la maison aussi bien que pour l'usage de la table, sous le nom de "Louis & Genet Enterprises Inc. — Les Entreprises Louis & Genet Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

The head office of the company will be at Grande-Anse, Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

Les Soeurs de Namur

Notice is hereby given that under the provisions of Section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, 14 George VI, chapter 76, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued letter patent dated May thirtieth, 1958, incorporating "Les Soeurs de Namur".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the city of Sorel.

Given at the office of the Provincial Secretary on June twelfth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48027 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11209-58)

L'Origo Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Seymour Spector, Harold Bloomfield, advocates, and Frederick Phillips, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "L'Origo Corporation", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and into 2,500 preferred shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at 292 St. Joseph Blvd., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10495-58)

**Louis & Genet Enterprises Inc.
Les Entreprises Louis & Genet Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Claude Genet, salesman, Jeanne Schweig, manager, spinster of the full age of majority, and John Michael Schlesinger, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, or otherwise deal in, import and export, assemble and manufacture aluminum ware, fire protection equipment, advertising materials and counselling, cutlery, hardware, glassware, earthenware, porcelain ware, and general merchandise for the home as well as table use, under the name of "Louis & Genet Enterprises Inc. — Les Entreprises Louis & Genet Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11650-58)

Macamor Holdings Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1958, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de la ville de Côte St-Luc, Gregory Charlap et Arthur Shulman, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Macamor Holdings Limited", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11627-58)

Maisonneuve Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Robert Bertrand, marchand, d'Aresville, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs électriques et manufacturiers de fournitures électriques, accessoires et machinerie, outils et pièces, sous le nom de "Maisonneuve Electric Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 11538-58)

Patricia Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1958, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, de Westmount, Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Patricia Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11650-58)

Macamor Holdings Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1958, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, Gregory Charlap and Arthur Shulman, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Macamor Holdings Limited", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11627-58)

Maisonneuve Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Robert Bertrand, merchant, of Aresville, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of electrical contractors and manufacturers of electrical equipment, supplies, machinery, tools and parts, under the name of "Maisonneuve Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a par value of \$10 each and into 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11538-58)

Patricia Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1958, incorporating: Melvin Rothman, advocate, of Westmount, Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Patricia Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11625-58)

Paul Brunelle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Paul Brunelle, industriel, Jeanne Roux Brunelle, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Brunelle, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Laurent Trottier, avocat, tous de Victoriaville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de liqueurs douces et, sous réserve des lois de cette province, le commerce de bière, sous le nom de "Paul Brunelle Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11625-58)

Paul Brunelle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Paul Brunelle, industrialist, Jeanne Roux Brunelle, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul Brunelle, and duly authorized by him for the purposes therein, and Laurent Trottier, advocate, all of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on the business of soft drinks and, subject to the laws of this Province, that of beer, under the name of "Paul Brunelle Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11653-58)

Piette Oil Carriers Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1958, constituant en corporation: Agathe Piette, comptable, fille majeure, de Charlemagne, Gilles Piette, commerçant, et Jean-Robert Piette, avocat et conseil en loi de la Reine, tous deux de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de marchandises; faire affaires comme distributeurs de produits pétroliers et de leurs sous-produits, sous le nom de "Piette Oil Carriers Co. Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11653-58)

Piette Oil Carriers Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1958, incorporating: Agathe Piette, accountant, fille majeure, of Charlemagne, Gilles Piette, merchant, and Jean-Robert Piette, advocate and Queen's Counsel, both of Joliette, for the following purposes:

To deal in the forwarding of merchandises; carry on business as distributors of petroleum products and by-products thereof, under the name of "Piette Oil Carriers Co. Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10752-58)

Pontiac Construction Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six avril 1958, constituant en corporation: Sarah Ehrenfeld, ménagère, épouse séparée de biens de John Alper et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Ernest Swirsky, marchand et Philip Shapiro, entrepreneur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Pontiac Construction Company Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5304 avenue Park, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(A.G. 10752-58)

Pontiac Construction Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of April, 1958, incorporating: Sarah Ehrenfeld, housewife, wife separate as to property of John Alper, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Ernest Swirsky, merchant, and Philip Shapiro, contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Pontiac Construction Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5304 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11534-58)

Roxanne Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1958, constituant en corporation: Melvin Rothman, avocat, de Westmount, Neil Phillips, avocat, Yvonne Bélanger et Sylvia Vineberg, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Roxanne Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(A.G. 11534-58)

Roxanne Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May, 1958, incorporating: Melvin Rothman, advocate, of Westmount, Neil Phillips, advocate, Yvonne Bélanger and Sylvia Vineberg, secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Roxanne Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11626-58)

Sainte-Agathe Paysagistes, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Romuald Bélanger, entrepreneur paysagiste, Jeannette Chalifoux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Romuald Bélanger, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Paul Gélinas, avocat, tous de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur en terrassement, paysage, embellissement de propriété et effectuer tous travaux et objets analogues et connexes audit commerce, sous le nom de "Sainte-Agathe Paysagistes, Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11626-58)

Sainte-Agathe Paysagistes, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Romuald Bélanger, landscape contractor, Jeannette Chalifoux, housewife, wife separate as to property of the said Romuald Bélanger, and duly authorized by him for these present purposes, and Paul Gélinas, advocate all of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on a business as a contractor in earthworks, landscaping, property embellishment and to carry on all work and deal in any object similar or pertaining to such type of work, under the name of "Sainte-Agathe Paysagistes, Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11187-58)

Service Auto Rental Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Paul Langlois, d'Outremont, Léon Bissonnet, de Montréal, tous deux conseils en loi de la Reine, et Pierre de Grandpré, de St-Lambert, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de location d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Service Auto Rental Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Vincent-de-Paul, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11187-58)

Service Auto Rental Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Paul Langlois, of Outremont, Léon Bissonnet, of Montreal, both Queen's Counsel, and Pierre de Grandpré, of St. Lambert, all advocates, for the following purposes:

To deal in letting out automobiles on hire and other means of transportation, under the name of "Service Auto Rental Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Vincent-de-Paul, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11475-58)

Sherbrooke Paint & Floor Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Léonce Côté, avocat et conseil en loi de la Reine, Corinne P. Sirois, veuve, sténographe, et Russell M. Marois, agent d'immeubles, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de peintures, couvre-planchers et décorations intérieures, sous le nom de "Sherbrooke Paint & Floor Co. Ltd.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Édifice Continental, Suite 401, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11475-58)

Sherbrooke Paint & Floor Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Léonce Côté, advocate and Queen's Counsel, Corinne P. Sirois, widow, stenographer, and Russell M. Marois, real estate agent, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on the industry and deal in a business of paints, floor-coverings, interior decorations, under the name of "Sherbrooke Paint & Floor Co. Ltd.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 50 common shares of \$100 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the Continental Building, Suite 401, Sherbrooke, judicial district of St-Francois.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

48009 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11448-58)

Société Michaud & Launier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1958, constituant en corporation: Réal Michaud, agent d'immeubles, Marcial Michaud, agent, tous deux de Repentigny, et Charles Launier, agent, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, courtiers en placements et comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Société Michaud & Launier Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11448-58)

Société Michaud & Launier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1958, incorporating: Réal Michaud, real estate agent, Marcial Michaud, agent, both of Repentigny, and Charles Launier, agent, of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, investment brokers and as general contractors in construction, under the name of "Société Michaud & Launier Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

48009 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11415-58)

S.O.S. Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1958, constituant en corporation: René Lépine, électricien, Claude Picard, avocat, tous deux de Montréal, et Roger Picard, comptable, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et d'accessoires électriques, sous le nom de "S.O.S. Electric Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11415-58)

S.O.S. Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1958, incorporating: René Lépine, electrician, Claude Picard, advocate, both of Montreal, and Roger Picard, accountant, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to operate the industry and business dealing in electrical apparatus and accessories, under the name of "S.O.S. Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1958.

48009 P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11532-58)

Ste. Agathe Wholesale, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux mai 1958, constituant en corporation: Gérard Bouvrette, marchand en gros de tabac, de Saint-Antoine-des-Laurentides, Jean-Claude Ratelle, vendeur, de Saint-Jérôme, et Paul Gélinas, avocat, de Sainte-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de cigares, cigarettes, tabac, bonbons, chocolats, crème glacée, aliments, vivres et breuvages habituellement servis ou vendus dans les restaurants et dans les épiceries, sous le nom de "Ste. Agathe Wholesale, Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11532-58)

Ste. Agathe Wholesale, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of May 1958, incorporating: Gérard Bouvrette, wholesale tobacco merchant, of Saint-Antoine-des-Laurentides; Jean-Claude Ratelle, salesman, of Saint-Jérôme, and Paul Gélinas, advocate, of Sainte-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To deal in cigars, cigarettes, tobacco, candies, chocolates, ice-cream, foodstuffs, provisions and beverages usually served or sold in restaurants and grocery shops, under the name of "Ste. Agathe Wholesale, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11215-58)

Steval Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1958, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Leigh Engel, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme propriétaires de carrière et marchands de pierres, constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Steval Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beebe Plain, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(A.G. 11215-58)

Steval Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1958, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Leah Engel, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as quarry owners, stone merchants, builders and contractors, under the name of "Steval Corporation", with a total stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beebe Plain, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11282-58)

Sylsannia Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1958, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Sylsannia Realty Corp.", avec un capital total de \$3,000, divisé en 3 actions ordinaires de \$100 chacune et 27 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(A.G. 11282-58)

Sylsannia Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1958, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Sylsannia Realty Corp.", with a total capital stock of \$3,000, divided into 3 common shares of \$100 each and into 27 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13411-57)

The Heathton Cemetery Corporation

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de cimetièrre, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1958, constituant en corporation: sans capital-actions: William Horn, fermier à sa retraite, Stanley Jordan, fermier, tous deux du village de Way's Mills, et Cortis Clifford, machiniste, du village de Beebe, pour les objets suivants:

Assumer le contrôle, l'entretien et l'aménagement d'un cimetière déjà existant, situé à Heathton et présentement connu comme le cimetière Heathton, sous le nom de "The Heathton Cemetery Corporation".

Le siège social de la compagnie sera à Heathton, canton de Barnston, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce vingt mai 1958.

48009 Le Secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 13411-57)

The Heathton Cemetery Corporation

Notice is hereby given that under the provisions of the Cemetery Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: William Horn, retired farmer, Stanley Jordan, farmer, both of the village of Way's Mills, and Cortis Clifford, machinist, of the village of Beebe, for the following purposes:

To assume control, maintenance and management of an already existing cemetery situated in Heathton and presently known as the Heathton Cemetery, under the name of "The Heathton Cemetery Corporation".

The head office of the corporation will be at Heathton, township of Barnston, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of May, 1958.

48009-o JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 10899-58)

**The Montreal Bid Depository
Dépositaire des Soumissions de Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Lemieux, avocat, Mary Mathoul, secrétaire, épouse séparée de biens d'Henri Gaston Mathoul, et Lucille Roy, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer les intérêts professionnels des personnes directement ou indirectement engagés dans les entreprises de construction et, sans limiter la généralité du précédent, protéger l'intégrité des soumissions, sous le nom de "The Montreal Bid Depository — Dépositaire des Soumissions de Montréal".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à 4073 rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept mai 1958.

48009 L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

(A.G. 10899-58)

**The Montreal Bid Depository
Dépositaire des Soumissions de Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of May, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Lemieux, lawyer, Mary Mathoul, secretary, wife separate as to property of Henri Gaston Mathoul, and Lucille Roy, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop the professional interests of persons directly or indirectly involved in the construction business and, without limiting the generality of the foregoing, to protect the integrity of bids, under the name of "The Montreal Bid Depository — Dépositaire des Soumissions de Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at 4073 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of May, 1958.

48009-o P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11453-58)

Wm. Marks Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1958, constituant en corporation: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Conseil en Loi de la Reine, et Fred Kaufman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, drapiers, bonnetiers, couturiers, costumiers, chapeliers, fourreurs, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelles, sous le nom de "Wm. Marks Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 11453-58)

Wm. Marks Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1958, incorporating: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Queen's Counsels, and Fred Kaufman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, glovers, silk, cotton, cloth and lace merchants, under the name of "Wm. Marks Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Agathe, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Ste. Agathe, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 10530-58)

Atlas Refuse Collectors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1958, à la compagnie "Lakeshore Refuse Collectors Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 février 1958, changeant son nom en celui de "Atlas Refuse Collectors Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 10530-58)

Atlas Refuse Collectors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of May 1958, to the company "Lakeshore Refuse Collectors Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 24, 1958, changing its name to that of "Atlas Refuse Collectors Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10671-58)

Benco Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt mai 1958, à la compagnie "Meridian Company Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 février 1958, changeant son nom en celui de "Benco Construction Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt février 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 10671-58)

Benco Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twentieth day of May 1958, to the company "Meridian Company Ltd.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 20, 1958, changing its name to that of "Benco Construction Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10531-58)

Centre d'Achats Repentigny Inc. Repentigny Shopping Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq mai 1958, à la compagnie "Centre d'Achats Repentigny Inc. — Repentigny Shopping Center Inc.", 1° réduisant son capital de \$100,000 à \$12,100; le capital-actions annulé étant divisé en 3,790 actions ordinaires de \$10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de \$12,100 à \$300,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 3,790 actions ordinaires de \$10 chacune, 19,000 actions privilégiées classe "A" de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées classe "B" de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 10531-58)

Centre d'Achats Repentigny Inc. Repentigny Shopping Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fifth, 1958, to the company "Centre d'Achats Repentigny Inc. — Repentigny Shopping Center Inc.", 1. reducing its capital stock from \$100,000 to \$12,100; the cancelled capital stock being divided into 3,790 common shares of \$10 each and into 5,000 preferred shares of \$10 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from \$12,100 to \$300,000; the additional capital stock being divided into 3,790 common shares of \$10 each, 19,000 preferred class "A" shares of \$10 each and into 6,000 preferred class "B" shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11591-58)

Champoux Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux mai 1958, à la compagnie "Champoux & Parent Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 novembre 1938, changeant son nom en celui de "Champoux Automobiles Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le deux mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11591-58)

Champoux Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May second, 1958, to the company "Champoux & Parent Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of November 3, 1938, changing its name into that of "Champoux Automobiles Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this second day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11403-58)

Flamidor Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1958, à la compagnie "Flamidor Corporation", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11403-58)

Flamidor Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May sixth, 1958, to the company "Flamidor Corporation", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11294-58)

F. X. Gagné, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1958, à la compagnie "F. X. Gagné, Limitée", augmentant son capital de \$100,000 à \$175,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11294-58)

F. X. Gagné, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fourteenth, 1958, to the company "F. X. Gagné, Limitée", increasing its capital stock from \$100,000 to \$175,000; the additional capital stock being divided into 7,500 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10824-58)

G. Gauthier Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du huit mai 1958, à la compagnie "G. Gauthier Transport Inc.", augmentant son capital de \$25,000 à \$55,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 10824-58)

G. Gauthier Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eighth day of May 1958, to the company "G. Gauthier Transport Inc.", increasing its capital from the sum of \$25,000 to \$55,000, the additional share capital being divided into 600 preferred shares of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11293-58)

Good Luck Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1958, à la compagnie "Good Luck Realities Inc.", réduisant

(A.G. 11293-58)

Good Luck Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of May 1958, to the company "Good Luck Realities Inc.", decreasing its ca-

son capital de \$100,000 à \$20,000: le capital-actions annulé étant divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11628-58)

H. C. Farber & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six mai 1958, à la compagnie "Can-American Trading Co., Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 décembre 1952, changeant son nom en celui de "H. C. Farber & Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11531-58)

L. P. Bergeron Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du premier mai 1958, à la compagnie "L. P. Bergeron Limitée", 1°) augmentant son capital de \$70,000 à \$100,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées de \$100 chacune; 2°) modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes originaires quant aux privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11528-58)

Namur Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1958, à la compagnie "Namur Development Ltd.", modifiant et étendant les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(P.G. 11306-57)

Produits Caillette Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1958, à la compagnie "Dalpé & Frères Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 avril 1951, changeant son nom en celui de "Produits Caillette Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

pital from the sum of \$100,000 to \$20,000: the cancelled share capital being divided into 800 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11628-58)

H. C. Farber & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May sixth, 1958, to the company "Can-American Trading Co., Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of December 6, 1952, changing its name into that of "H. C. Farber & Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11531-58)

L. P. Bergeron Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May first, 1958, to the company "L. P. Bergeron Limitée", 1°) increasing its capital stock from \$70,000 to \$100,000: the additional capital stock being divided into 300 preferred shares of \$100 each; 2°) amending certain provisions of its original letters patent concerning privileges and restrictions attached to the preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11528-58)

Namur Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of May 1958, to the company "Namur Development Ltd.", modifying and extending the provisions of the company's corporate letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11306-57)

Produits Caillette Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of May 1958, to the company "Dalpé & Frères Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated April 17, 1951, changing its name to that of "Produits Caillette Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11464-58)

St. Vincent Lumber Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq mai 1958, à la compagnie "Redwood Lumber & Builders Supplies Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 2 août 1955, changeant son nom en celui de "St. Vincent Lumber Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11464-58)

St. Vincent Lumber Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fifth, 1958, to the company "Redwood Lumber & Builders Supplies Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of August 2, 1955, changing its name into that of "St. Vincent Lumber Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10320-58)

Telvent Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze mai 1958, à la compagnie "Phonsales Corporation", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 mars 1958, changeant son nom en celui de "Telvent Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 10320-58)

Telvent Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated May fourteenth, 1958, to the company "Phonsales Corporation", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of March 13, 1958, changing its name into that of "Telvent Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11655-58)

T. V. Drummond Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du douze mai 1958, à la compagnie "T. V. Télé-Communication (Drummond) Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er septembre 1955: 1° changeant son nom en celui de "T. V. Drummond Inc."; 2° étendant ses pouvoirs; 3° augmentant son capital de \$60,000 à \$150,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 8,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

(A.G. 11655-58)

T. V. Drummond Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twelfth day of May 1958, to the company "T. V. Télé-Communication (Drummond) Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 1st, 1955: 1. changing its name to that of "T. V. Drummond Inc."; 2. extending its powers; 3. increasing its capital from the sum of \$60,000 to \$150,000: the additional share capital being divided into 6,000 common shares of \$1 each and 8,400 preferred shares of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés de commerce et de bureau dans la cité d'Arvida et les villes de Jonquière, Kénogami et St-Joseph d'Alma, rendue obligatoire par le décret numéro 810 du 10 mars 1945, lui ont présenté une requête à l'effet d'amender ledit décret, dans sa teneur modifiée, de la façon suivante:

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to trade and office employees in the city of Arvida and the towns of Jonquière, Kénogami and St. Joseph d'Alma, rendered obligatory by the decree number 810 of March 10, 1945, have submitted to him a petition to amend the said decree, as amended, as follows:

Le paragraphe "f" suivant sera ajouté à l'article IV :

"f) Cependant, dans la ville de St. Joseph d'Alma, il n'y a pas de travail le samedi après-midi, sauf dans les épiceries et épiceries licenciées, du 24 juin au premier lundi de septembre."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin, 1958.

48028-o

The following paragraph "f" will be added to article IV:

"f) However, in the town of St. Joseph d'Alma, there shall be no work Saturday afternoon, with the exception of groceries and licensed groceries, from June 24 to the first Monday or September."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 21, 1958.

48028-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité arbitraire des barbiers et coiffeurs de Rouyn et Noranda, établi en exécution du décret numéro 1009 du 26 septembre 1956, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 625 du 11 juin 1958, section "A", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juin 1958 au 1er juin 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 1009 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret (comprenant les salaires, allocations et commissions).

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 1009 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 1009 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération (comprenant salaire, commissions et allocations).

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda, formed under decree, No. 1009 of September 26, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council No. 625 of June 11, 1958, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreements Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from June 1, 1958 to June 1, 1959; it is laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree No. 1009, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the bonuses and allowances paid to their employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the decree No. 1009, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen.

c) The employees governed by the decree No. 1009, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's wages.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 30 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos;

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity committee on or before the 30th of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable. The said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of the employees. The committee has the right to demand sworn reports when deemed advisable.

The assessments laid by the present by-law are payable every month by the professional employee, the artisan and the employee, without notice.

Upon refusal by a professional employer or an artisan to pay or to give the necessary information, five (5) days notice will be given to them to fulfil their obligations towards the Parity committee.

3. Rapport quancier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Barbiers et Coiffeurs de Rouyn et Noranda, pour la période comprise entre le 1er juin 1958 et le 1er juin 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BARBIERS ET COIFFEURS DE ROUYN ET NORANDA
Siège social: 46 rue Principale, Rouyn

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juin 1958 et le 1er juin 1959.

Recettes:

| | |
|---------------------------------|----------|
| Cotisations (1/2 de 1%): | |
| Employeurs professionnels | \$114.00 |
| Artisans | 152.00 |
| Salariés | 114.00 |
| Honoraires d'examens | 45.00 |
| | <hr/> |
| | \$425.00 |

Déboursés:

| | |
|---|----------|
| Salaires: | |
| Secrétaire | \$180.00 |
| Inspecteur | 120.00 |
| Frais légaux | 40.00 |
| Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes | 40.00 |
| Vérification des livres | 20.00 |
| Assurance et frais de cautionnement | 5.00 |
| Divers | 20.00 |
| | <hr/> |
| | \$425.00 |

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin 1958. 48028-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'industrie des chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 385 du 19 avril 1956, a été autorisé par règlement approuvé par

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial operations and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Barbers and Hairdressers of Rouyn and Noranda, for the period between June 1, 1958 to June 1, 1959.

PARITY COMMITTEE OF BARBERS AND HAIRDRESSERS OF ROUYN AND NORANDA
Head office: 46, Main street, Rouyn

Estimate of the receipts and expenses for the period between June 1, 1958 to June 1, 1959.

Receipts:

| | |
|------------------------------|----------|
| Assessments (1/2 of 1%): | |
| Professional employers | \$114.00 |
| Artisans | 152.00 |
| Employees | 114.00 |
| Examination fees | 45.00 |
| | <hr/> |
| | \$425.00 |

Disbursements:

| | |
|---|----------|
| Salaries: | |
| Secretary | \$180.00 |
| Inspector | 120.00 |
| Legal fees | 40.00 |
| Stationery, printing, stamps, telephone and telegrams | 40.00 |
| Auditing | 20.00 |
| Insurance and Fidelity bond | 5.00 |
| Miscellaneous | 20.00 |
| | <hr/> |
| | \$425.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, June 21, 1958. 48028-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, that the Joint Committee of the Men's, Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 385 of April, 19, 1956, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number

l'arrêté en conseil numéro 625 du 11 juin 1958, section "B", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163, et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 juin 1958 au 30 juin 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 385 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, le montant reçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de l'Industrie des Chapeaux en toile et des casquettes pour hommes, garçons et enfants dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 30 juin 1958 et le 30 juin 1959.

**LE COMITÉ CONJOINT
DE L'INDUSTRIE DES CHAPEAUX EN TOILE
ET DES CASQUETTES POUR HOMMES, GARÇONS
ET ENFANTS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC**

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1958 et le 30 juin 1959.

| | |
|-------------------------------------|------------|
| <i>Recettes:</i> | |
| Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$2,000.00 |
| Salariés..... | 2,000.00 |
| | \$4,000.00 |

625 of June 11, 1958, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from June 30, 1958 to June 30, 1959; the said levy is to be exercised as hereinbelow mentioned.

a) The professional employers within the scope of the said decree No. 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the fixed salaries and percentages paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree No. 385 and amendments, shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed salaries.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee will supply the professional employers with return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week, and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers shall have these forms completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers shall collect, at the end of each week, from the wages of their employees, the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer must be signed before being addressed to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it shall judge it necessary.

The report accompanied by the assessments must be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's Boys' and Children's Cloth Hat, Cap and Headwear Industry for the Province of Quebec for the period between June 30, 1958 to June 30, 1959.

**THE JOINT COMMITTEE
OF MEN'S, BOYS' AND CHILDRENS HAT,
CAP AND HEADWEAR INDUSTRY IN THE
PROVINCE OF QUEBEC**

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between June 30th, 1958 and June 30th, 1959.

| | |
|------------------------------|------------|
| <i>Receipts:</i> | |
| Levy ($\frac{1}{2}$ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$2,000.00 |
| Employees..... | 2,000.00 |
| | \$4,000.00 |

Débourssés:

| | |
|---|------------|
| Dépenses de bureau, frais légaux, frais de banque, frais de déplacement . . . | \$1,600.00 |
| Dépenses de l'administrateur, dépenses des inspecteurs, salaire du bureau et secrétaire-trésorier | 2,400.00 |
| | \$4,000.00 |

Disbursements:

| | |
|--|------------|
| Office expenditures, legal and traveling expenses, bank charges | \$1,600.00 |
| Administrator's retainer, inspectors' expenses, office salary, secretary-treasurer | 2,400.00 |
| | \$4,000.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
 Ministère du Travail,
 Québec, le 21 juin 1958. 48028-o

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.
 Department of Labour,
 Quebec, June 21, 1958. 48028-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'Industrie de la confection pour dames, dans la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 523 du 11 mai 1955, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 625 du 11 juin 1958, (section "D"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après:

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revises Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Ladies Cloak and Suit Industry for the Province of Quebec, established under decree number 523 of May 11, 1955 has been authorized by a by-law approval by Order in Council number 625 of June 11, 1958 (Part "D"), to levy assessments upon the professional employees and the employees-governed by the said decree, according to the method and rate hereafter mentioned:

1. Cotisation

1. Levy

La période de cotisation s'étend du 1er juillet, 1958, au 30 juin 1959, ladite cotisation s'exerce comme suit:

The period of levy shall extend from July 1st, 1958, to June 30th, 1959; and apply as hereinafter mentioned;

a) Tous les employeurs professionnels de l'industrie de la confection pour dames assujettis au décret numéro 523 at amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% des salaires, bonis et allocations payés à leurs salariés des deux sexes (à l'exception des gérants, surintendants, contremaitres et employés de bureau) assujettis audit décret.

a) All professional employers in the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to the said decree number 523 and its amendments, must pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of salaries, bonuses, and allowances paid to their employees of both sexes, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees subject to the said decree.

b) Tous les salariés des deux sexes de l'industrie de la confection pour dames, assujettis au décret numéro 523 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de leur salaire, bonis et allocations, à l'exception des gérants, surintendants, contremaitres et employés de bureau.

b) All employees of both sexes of the Ladies' Cloak and Suit Industry, subject to decree number 523 and its amendments, are obliged to contribute to the said Parity Committee, with the exception of managers, superintendants, foremen and office employees, a sum equivalent to 1/2 of 1% of their salaries, bonuses and allowances.

2. Mode de perception

2. Mode of collection

L'employeur professionnel doit faire des rapports mensuels, en duplicata, sur des formules fournies par le comité paritaire. Ces rapports doivent indiquer les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, la qualification de tel salarié, les heures régulières et supplémentaires effectuées chaque jour, la nature de tel travail ainsi que les salaires payés, avec mention du mode et de la période de paye. Ces rapports mensuels doivent être signés par l'employeur ou un agent dûment autorisé dont l'original où apparaît la liste de paye doit être adressé aux bureaux du comité paritaire au plus tard le dix (10) du mois suivant.

The professional employer must make monthly payroll reports, in duplicate, the form of which to be supplied by the Parity Committee. These reports are to indicate the surnames, christian names and residence of each employee in his employ, the competency of each employee, the regular and extra hours of daily labour, and its nature, as well as the wages paid for each labour, with mention of the method and time of payment. Said monthly payroll reports are to be signed by the employer or a duly authorized agent, the original of which, containing the payroll report, shall be sent to the offices of the Parity Committee not later than the tenth (10th) of the month following.

Les employeurs professionnels doivent percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et faire parvenir les montants ainsi perçus audit Comité paritaire en même temps que leur propre cotisation, dans les quatre (4) jours qui suivent la date à laquelle lesdits salaires hebdomadaires sont payables aux salariés.

The professional employer must collect at the end of each week from the wages of every one of his employees the sums owed to the Parity Committee and remit the amount so collected to the said Parity Committee together with his own assessment not later than four (4) days from the date when the said weekly wages were due to the employees.

3. Rapport financier

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé un état des recettes et déboursés probables du Comité paritaire pour la période commençant le 1er juillet 1958, et se terminant le 30 juin 1959.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA
CONFECTION POUR DAMES DANS LA
PROVINCE DE QUÉBEC

État des recettes et déboursés pour une année,
du 1er juillet 1958, au 30 juin 1959.

| | |
|--------------------------------|-------------|
| <i>Recette:</i> | |
| Cotisation (½ de 1%): | |
| Employeurs professionnels..... | \$31,000.00 |
| Salariés..... | 31,000.00 |
| Intérêts sur obligations..... | 700.00 |
| Procédures..... | 200.00 |
| | <hr/> |
| | \$62,900.00 |

| | |
|---|-------------|
| <i>Déboursés:</i> | |
| Salaires (bureau)..... | \$10,000.00 |
| Salaires des inspecteurs et inspectrices supplémentaires..... | 14,000.00 |
| Administration..... | 14,850.00 |
| Téléphone et télégrammes..... | 520.00 |
| Frais de déplacement..... | 3,000.00 |
| Loyer..... | 4,324.00 |
| Taxes..... | 260.00 |
| Papeterie, timbres et dépenses de bu- reau..... | 4,000.00 |
| Frais légaux..... | 4,000.00 |
| Audition..... | 750.00 |
| Électricité..... | 30.00 |
| Billet de tramways et déplacement local..... | 250.00 |
| Accessoires de bureau..... | 250.00 |
| Assurance chômage..... | 250.00 |
| Fonds de pension..... | 1,215.00 |
| Publicité et dons..... | 600.00 |
| Frais de cautionnement, Dépenses diverses, Enquêtes spéciales, Frais de banque, Jetons de présence, Dépenses des inspecteurs, etc..... | 4,000.00 |
| | <hr/> |
| | \$62,299.00 |
| Surplus prévu..... | 601.00 |
| | <hr/> |
| | \$62,900.00 |

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin 1958. 48028-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint de l'industrie des vêtements d'hommes et de garçons de la province de Québec établi en exécution du décret numéro 513, du 30 avril 1953 a été autorisé par règlement

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

An estimated statement of the receipts and expenditures of the Parity Committee for the period beginning July 1st, 1958 to June 30th, 1959, is hereto annexed.

THE JOINT COMMITTEE OF THE LADY'S CLOAK
AND SUIT INDUSTRY OF THE PROVINCE OF
QUEBEC

Estimate of receipts and expenditures for the
period comprised between July 1st, 1958 and
June 30th, 1959.

| | |
|---------------------------------|-------------|
| <i>Receipts:</i> | |
| Assessments (½ of 1%): | |
| Professional employers..... | \$31,000.00 |
| Employees..... | 31,000.00 |
| Bond Interest..... | 700.00 |
| Miscellaneous legal income..... | 200.00 |
| | <hr/> |
| | \$62,900.00 |

| | |
|---|-------------|
| <i>Expenditures:</i> | |
| Office salaries..... | \$10,000.00 |
| Inspectors' salaries and extra inspec- tion..... | 14,000.00 |
| Administration..... | 14,850.00 |
| Telephone & telegraph..... | 520.00 |
| Travelling expenses..... | 3,000.00 |
| Rent..... | 4,324.00 |
| Taxes..... | 260.00 |
| Stationery, postage and office expen- ses..... | 4,000.00 |
| Legal fees..... | 4,000.00 |
| Audit fees..... | 750.00 |
| Lights..... | 30.00 |
| Carfare & local transportation..... | 250.00 |
| Office equipment..... | 250.00 |
| Unemployment Insurance..... | 250.00 |
| Pension fund..... | 1,215.00 |
| Advertising & donations..... | 600.00 |
| Insurance Guarantee bond, Miscella- neous Expenses Special investigations Bank charges Committee meeting expenses Inspectors expenses, etc..... | 4,000.00 |
| | <hr/> |
| | \$62,299.00 |
| Estimated Surplus..... | 601.00 |
| | <hr/> |
| | \$62,900.00 |

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 21, 1958. 48028-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, formed under decree number 513 of April 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by the

approuvé par l'arrêté en conseil numéro 625 du 11 juin 1958, (section "C"), le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er juillet 1958 au 30 juin 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 513 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 513 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{4}$ de 1% de leurs salaires fixes et de leurs pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formulés de rapport indiquant les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé et adressé au Comité paritaire avec les cotisations le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie des Vêtements d'Hommes et de Garçons dans la province de Québec, pour la période comprise entre le 1er juillet 1958 et le 30 juin 1959.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DES VÊTEMENTS D'HOMMES ET DE GARÇONS DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC

Estimé des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er juillet 1958 et le 30 juin 1959.

| | |
|--|--------------------|
| Disponibilités au 1er juillet 1958... | \$ 7,751.00 |
| Obligations du Gouvernement fédéral (3%) | 32,000.00 |
| Avance re: Bons d'épargne des employés | 1,103.00 |
| | <u>\$40,854.00</u> |

Order in Council number 625 of June 11, 1958, (Part "C"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from July 1, 1958 to June 30, 1959; the levy shall apply as hereinafter mentioned:

a) The professional employers governed by the decree number 513, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of the fixed wages and commissions paid to their employees subject to the said decree.

b) The employees governed by the said decree, number 513 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{4}$ of 1% of their fixed wages and percentages.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall furnish the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall have these reports made out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of every professional employer shall be signed and sent to the Parity Committee, together with levies, on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the probable receipts and disbursements of the Joint Committee of the Men's and Boy's Clothing Industry for the Province of Quebec, for the period comprised between July 1st, 1958 and June 30, 1959, is annexed hereto.

THE JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOY'S CLOTHING INDUSTRY FOR THE PROVINCE OF QUEBEC

Estimated receipts and disbursements for the period comprised between July 1st, 1958 to 30th, 1959.

| | |
|---|--------------------|
| Estimated cash on hand as at July 1st, 1958 | \$ 7,751.00 |
| 3% bonds - Dominion of Canada .. | 32,000.00 |
| Advance-re: Employees' Savings Bonds | 1,103.00 |
| | <u>\$40,854.00</u> |

| | | | |
|--|---------------------|--|---------------------|
| <i>Recettes:</i> | | <i>Estimated receipts:</i> | |
| Cotisations (½ de 1%)—Employeurs. | \$60,000.00 | ½ of 1% Levy: | |
| —Salariés..... | 60,000.00 | Employers'..... | \$60,000.00 |
| | | Employees'..... | 60,000.00 |
| | \$120,000.00 | | \$120,000.00 |
| Dommages-intérêts liquidés | | Liquidated Damages: | |
| Employeurs..... | 25.00 | Employers'..... | 25.00 |
| Salariés..... | 25.00 | Employees'..... | 25.00 |
| Revenu des loyers..... | 1,500.00 | Rent..... | 1,500.00 |
| Intérêts: | | Interest: | |
| Compte d'épargne..... | 100.00 | Savings Account..... | 100.00 |
| Obligations du Gouvernement fédéral..... | 960.00 | Dominion of Canada Bonds..... | 960.00 |
| | \$122,610.00 | | \$122,610.00 |
| Disponibilités prévues pour déboursés | \$163,464.00 | Amount available for disbursements | \$163,464.00 |
| <i>Déboursés:</i> | | <i>Estimated disbursements:</i> | |
| Salaires: | | Salaries: | |
| Directeur-gérant..... | \$9,342.00 | Executive Director..... | \$9,342.00 |
| Secrétaire..... | 5,130.00 | Secretary..... | 5,130.00 |
| Inspecteurs..... | 31,500.00 | Inspectors..... | 31,500.00 |
| Employés de bureau..... | 34,000.00 | Office..... | 34,000.00 |
| Frais de déplacement et voitures..... | 3,000.00 | Travel & Auto expenses..... | 3,000.00 |
| Assemblées: | | Meetings: | |
| Jetons de présence (24 membres)..... | 2,500.00 | Members' fees..... | 2,500.00 |
| Frais de déplacement (24 membres)..... | 8,000.00 | Members' expenses..... | 8,000.00 |
| Entretien de l'immeuble (combustible, taxes, électricité, etc.)..... | 5,000.00 | Maintenance of Property (Fuel, taxes, lights, etc.)..... | 5,000.00 |
| Assurances..... | 600.00 | Insurance..... | 600.00 |
| Améliorations et réparations à l'immeuble..... | 1,500.00 | Improvements & repairs to property..... | 1,500.00 |
| Dépenses et frais légaux..... | 10,000.00 | Legal fees and expenses..... | 10,000.00 |
| Impressions..... | 2,500.00 | Printing..... | 2,500.00 |
| Vérification des livres..... | 1,150.00 | Audit fees..... | 1,150.00 |
| Papeterie et dépenses de bureau..... | 1,500.00 | Stationery & office expenses..... | 1,500.00 |
| Frais de poste..... | 1,000.00 | Postage..... | 1,000.00 |
| Ameublement et accessoires de bureau..... | 1,000.00 | Furniture & office equipment..... | 1,000.00 |
| Téléphone..... | 2,000.00 | Telephone..... | 2,000.00 |
| Dépenses diverses..... | 2,000.00 | Miscellaneous expenses..... | 2,000.00 |
| Assurance-chômage..... | 450.00 | Unemployment Insurance..... | 450.00 |
| Assurance-groupe des employés..... | 1,800.00 | Employees' Group Insurance..... | 1,800.00 |
| Fonds de pension des employés..... | 3,000.00 | Employees' Pension & retirement fund..... | 3,000.00 |
| Réserve pour dépenses imprévues..... | 7,500.00 | Provision for contingencies..... | 7,500.00 |
| | \$134,472.00 | | \$134,472.00 |
| Disponibilités en fonds au 30 juin 1959 | 28,992.00 | Estimated available funds - June 30th, 1959 | 28,992.00 |
| | \$163,464.00 | | \$163,464.00 |
| Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY. | | GÉRARD TREMBLAY, Deputy Minister of Labour. | |
| Ministère du Travail, Québec, le 21 juin 1958. | 48028-o | Department of Labour, Quebec, June 21, 1958. | 48028-o |

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 810 du 14 août 1957, et chargé de l'application du décret numéro 749, du 27 mai 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 625 du 11 juin 1958, section "E", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, formed under decree number 810 of August 14, 1957, and entrusted, with the enforcement of decree number 749 of May 27, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 625 of June 11, 1958, part "E", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 163, and amendments), to levy

cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret numéro 749 et amendements suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1958 au 31 janvier 1959; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 749 du 27 mai 1948 et amendements, doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers régis par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 749 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 749 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant la date pour laquelle il est exigible.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, pour l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements pour la période se terminant le 31 janvier 1959.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA
CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 31 janvier 1959.

Recettes:

Prélèvement à recevoir des employeurs professionnels, des salariés et des artisans assujettis au décret numéro

assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree number 749, and amendments, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. *Assessments*

The period of levy shall extend from May 1, 1958 to January 31, 1959, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree number 749 of May 27, 1948 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree number 749, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for journeyman, according to their trade.

c) The employees governed by the decree number 749, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. *Mode of collection*

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee together with the own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date for which it is requireable.

3. *Financial report*

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, for the administration of the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, for the period ending January 31, 1959.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING
TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending January 31, 1959.

Receipts:

Assessments of professional employers, employees and artisans governed by

749 du 27 mai 1948 et ses amendements \$1,500.00

the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments \$1,500.00

Déboursés:

Déboursés prévus pour l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements comprenant les services d'inspection, la tenue des livres et autres dépenses nécessaires \$1,500.00

Disbursements:

Probable disbursements for the administration of decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, including inspection services, bookkeeping and other necessary administration expenses \$1,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin 1958. 48028-o

Department of Labour,
Quebec, June 21, 1958. 48028-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 636 du 11 juin 1958, les nouveaux règlements révisés et refondus adoptés par le Comité paritaire de l'industrie de la construction des comtés de Roberval, Lac St-Jean, Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et ses amendements, tels que refondus par l'arrêté en conseil numéro 21-C du 9 janvier, 1958, et dont le siège social est situé à Chicoutimi ont été approuvés et que tous les arrêtés en conseil ayant approuvé ou modifié la constitution et les règlements dudit Comité paritaire, présentement en vigueur, sauf ceux se rapportant au territoire assujetti, ont été abrogés et annulés.

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 636 of June 11, 1958, the new by-laws revised by the Building Industry Parity Committee for the counties of Roberval, Lake St. John and Chicoutimi established under decree No. 1743 of July 11, 1941, as amended, which decree was revised by Order in Council No. 21-C of January 9, 1958, with head office in Chicoutimi, have been approved and that all orders in Council now in force having approved or amended the constitution and by-laws of the said Parity Committee, excepting those concerning the territory governed, have been deleted and annulled.

En vertu des nouveaux règlements révisés et refondus approuvés par ledit arrêté en conseil, le nom officiel de ce Comité paritaire est maintenant: "Le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des Régions de Chicoutimi, Lac St-Jean et Roberval".

In pursuance of the new revised by-laws approved by the said Order in Council, the official name of the Parity Committee is now: "Le Comité paritaire de l'Industrie de la Construction des Régions de Chicoutimi, Lac St. Jean et Roberval".

De plus, en vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements révisés et refondus ont été déclarées obligatoires:

Also, in pursuance of the Act, the following provisions of the said revised by-laws have been rendered obligatory:

"ARTICLE XV

"ARTICLE XV

Certificat de qualification

Certificate of competency

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), ce Comité rend le certificat de qualification obligatoire pour les salariés et les apprentis des métiers nécessitant un apprentissage, dans les municipalités suivantes: Chicoutimi, Rivière-du-Moulin, Arvida, Kénogami, Jonquières, Alma, Ile Maligne, Riverbend, Naudville, Bagotville, Port-Alfred et St-Félicien, avec un rayon de deux (2) milles de leurs limites."

Pursuant to the provisions of section 25 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Committee renders the certificate of competency obligatory for all employees and apprentices of the trades requiring an apprenticeship in the following municipalities: Chicoutimi, Rivière-du-Moulin, Arvida, Kénogami, Jonquières, Alma, Ile Maligne, Riverbend, Naudville, Bagotville, Port-Alfred and St. Félicien, with a radius of two (2) miles from their limits."

"ARTICLE XIX

"ARTICLE XIX

a) *Registre:* Ce Comité rend obligatoire pour tout employeur professionnel, un système d'enregistrement de tout travail qu'il régit ou la tenue d'un registre dans lequel sont indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la nature de tel travail et le salaire payé, avec mention du mode et de l'époque du paiement."

a) *Register:* The Committee renders obligatory for every professional employer a system of registration of all work under its jurisdiction or the keeping of register giving the names in full and address of all employees in his employ, their competency, the nature of the work and wages paid, with mention of the mode and period of payment."

"c) *Rapport mensuel:* Ce comité oblige, sur requisition écrite d'un de ses inspecteurs ou de l'assistant-secrétaire, ou en son absence du secrétaire-gérant, tout employeur professionnel à lui

"c) *Monthly report:* The Committee requires, by request in writing of one of its inspectors or of the assistant-secretary or, in the absence of the assistant-secretary, of the secretary-manager,

transmettre un rapport mensuel par écrit, donnant les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 21 juin 1958. 48028-o

every professional employer to submit to it a monthly report in writing giving the name in full and address of all employees in his employ, their qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 21, 1958. 48028-o

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No. 446,330. Dame Carol Florence Giddings, ménagère, épouse commune en biens en vertu de la Loi de la province de Québec, de James MacKay Brophy de la ville de Lachine, district de Montréal, demanderesse, vs James MacKay Brophy, vendeur, domicilié à 5670 blvd. St. Joseph, ville de Lachine, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur, le 12 mai 1958.

Montréal, 11 juin 1958.

Le Procureur de la demanderesse,
48021-o WM. M. FORD.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 446,330, Dame Carol Florence Giddings, housewife, wife common as to property according to the laws of the Province of Quebec, of James MacKay Brophy of the City of Lachine, district of Montreal, plaintiff, vs James MacKay Brophy, salesman, domiciled at 5670 St. Joseph Blvd., city of Lachine, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property was taken against the Defendant on May 12th 1958.

Montreal, June 11th, 1958.

48021-o WM. M. FORD,
Attorney for Plaintiff.

District de Bedford, Cour Supérieure, N° 8244. Fernande Bernier, demanderesse, vs Laurent Chagnon, défendeur.

District of Bedford, Superior Court, No. 8244. Fernande Bernier, plaintiff, vs Laurent Chagnon, defendant.

AVIS

NOTICE

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Sweetsburg, le 11 juin 1958.

Le Procureur de la demanderesse,
48046-o GUY GENEST.

An Action for separation as to property has been instituted in this case.

Sweetsburg, June 11, 1958.

48046 GUY GENEST,
Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 564

Number 564

Québec, le 28 mai 1958.

Quebec, May 28, 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

Present: The Lieutenant Governor in Council.

CONCERNANT la Loi des droits sur les successions.

CONCERNANT the Quebec Succession Duties Act.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre des finances:

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Finance:

QUE, dans la mise à exécution de la Loi des droits sur les successions, aucun droit ne soit exigible sur les bénéfices payables à même une caisse de retraite, un plan de pension ou d'épargne-retraite dûment reconnu, maintenu en cette province, en raison du décès d'un membre de telle caisse ou plan de pension ou retraite, lorsque ce membre n'avait pas son domicile ou sa résidence dans la province, au moment de son décès, non plus que sur le remboursement des contributions de ce membre à telle caisse ou plan de pension, avec ou sans intérêts, à ses héritiers ou représentants légaux;

THAT, in the carrying out of the Quebec Succession Duties Act, no duties shall be exigible on benefits payable out of a retirement fund, pension plan or retirement savings plan, duly recognized and maintained in this province, by reason of the death of a member of such a fund or plan, when such member did not have his domicile or residence in the province at the time of his death, nor on the re-imbusement of such member's contributions to a said fund or plan, with or without interest, to his heirs or legal representatives.

QUE le présent arrêté en conseil remplace l'arrêté numéro 1211, en date du 6 décembre 1956, lequel est abrogé par les présentes.

THAT the present Order-in-Council replace Order-in-Council number 1211 of December 6th, 1956, which is hereby repealed.

48011-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

48011-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 596

Québec, le 14 juin 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains amendements aux règlements provinciaux d'hygiène.

ATTENDU QUE le chapitre IV des règlements provinciaux d'hygiène concernant l'eau de puits, glace et aliments, et le chapitre VII concernant l'habitation en général, ont été adoptés par l'arrêté en conseil N° 479, du 12 février 1944;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier certains articles de ces chapitres.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Santé:

QUE le chapitre IV soit modifié:

a) en remplaçant l'article 1° par le suivant:
1° Est interdite pour la consommation: 1° L'eau des puits mal protégés ou des puits creusés dans les caves, à moins qu'elles soient pavées en ciment et que le puits soit parfaitement protégé. 2° L'eau des puits qui se trouvent à moins de vingt-cinq pieds d'une habitation. 3° L'eau des puits creusés à moins de cent pieds d'un cimetière, d'un abattoir, d'une fosse d'aisance, d'un puisard à eaux sales, d'une étable, d'une écurie, d'une porcherie ou d'une renardière. 4° L'eau des puits creusés en contrebas de toute habitation, cimetière, étable, porcherie, renardière, abattoir, fosse d'aisance, puisard, tas de fumiers, dépotoirs, et de tout lieu où on accumule des immondices: s'il y a possibilité de contamination. 5° L'eau des puits qui se révèlent contaminés à l'analyse bactériologique.

b) en remplaçant l'article 3 par le suivant:

3° Il est interdit, pour des fins d'alimentation humaine de mettre en vente ou de donner les boissons ou les aliments altérés ou gâtés, la chair des animaux morts de maladie ou abattus en mauvais état de santé, le lait falsifié ou provenant de vaches malades. Il est également interdit de vendre ou de mettre en vente, d'acheter ou de donner des veaux ou des porcs n'ayant pas atteint l'âge de 3 semaines ou ne présentant pas une maturité physiologique suffisante, ainsi que des agneaux n'ayant pas atteint l'âge de 4 semaines ou ne présentant pas une maturité physiologique suffisante. Il est de plus interdit de mettre en vente, d'acheter ou de donner de la viande d'animaux en gestation abattus pendant les dix jours qui précèdent la mise bas et pendant les dix jours qui la suivent.

c) en abrogeant à l'article 4 le texte explicatif en regard des maladies données aux numéros 13, 14, 15, 16.

d) en remplaçant l'article 6 par le suivant:

6° Quant un animal a été abattu par nécessité, on ne peut le vendre ou en faire usage comme aliment que dans les cas où l'abattage est devenu nécessaire à cause de blessures ou de fracture d'os et pourvu que la chair de l'animal ait une couleur et une consistance normales.

e) en classifiant comme 8, 9, 10 et 11 les articles 9, 10, 11 et 12.

f) en ajoutant l'article 12:

12° Est coupable d'infraction toute personne qui viole quelqu'une des dispositions contenues dans le présent chapitre des règlements et si cette personne est trouvée coupable, elle est passible d'une amende n'excédant pas vingt dollars et d'une amende additionnelle n'excédant pas vingt

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE CHAMBER COUNCIL

Number 596

Quebec, June 4, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to Public Health Regulations.

WHEREAS chapter IV of the Provincial Health Regulations relative to well water, ice and foods and chapter VII relative to dwellings in general, have been adopted by order in council N° 479, on February 12, 1944;

WHEREAS it is now necessary to amend certain sections of these chapters.

CONSEQUENTLY IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable the Minister of Health:

THAT chapter IV be amended:

a) by replacing section 1. by the following:
1. It is forbidden to use for human consumption: 1. Water from poorly protected wells or from wells sunk in cellars unless the latter have cement floors and unless the wells are perfectly protected. 2. Water from wells located less than twenty-five feet from a dwelling. 3. Water from any well sunk less than one hundred feet from a cemetery, an abattoir, a privy, a cesspool, a cattle-barn, a stable, a pigsty or a foxrun. 4. Water from wells sunk at a level below that of any dwelling, cemetery, stable, cattle-barn, pigsty, foxrun, abattoir, privy, cesspool, dunghill, garbage dump, and of any place where refuse is accumulated, if contamination is possible. 5. Water from wells which, after bacteriological analysis, are found to be contaminated.

b) by replacing section 3 by the following:

3. It is forbidden to offer for sale or to give away, for human consumption, spoiled or tainted food or drink, the flesh of animals which have died of sickness or have been slaughtered while in ill health, adulterated milk or milk from sick cows. It is likewise forbidden to sell or to offer for sale, to buy or to give away calves or swine which have not reached the age of three weeks or are not physiologically sufficiently mature as well as lambs which have not reached the age of four weeks or are not physiologically sufficiently mature. It is moreover forbidden to offer for sale, to buy or to give away meat from animals with young slaughtered during the ten days preceding parturition and during the ten days following it.

c) by repealing section 4 of the explanatory notes opposite the diseases mentioned under numbers 13, 14, 15, 16.

d) by replacing section 6 by the following:

6. When an animal has been slaughtered of necessity, it can be sold or used as food only in those cases where slaughtering has become necessary because of accidental wounds or fractured bones and provided the flesh of the animal be of normal color and texture.

e) by renumbering as 8, 9, 10 and 11 sections 9, 10, 11 and 12.

f) by adding section 12:

12. Is guilty of an infraction every person who infringes anyone of the provisions contained in the present Chapter of the regulations, and if such person is found guilty, he is liable to a fine not exceeding twenty dollars and to an additional fine not exceeding twenty dollars per days for

dollars par jour, pour chaque jour, en sus de deux, durant lesquels l'infraction se continue.

each day over tow during which the infraction continues.

QUE le chapitre VII soit modifié:

En remplaçant le deuxième paragraphe de l'article II, par le suivant: (Voir page 6 — Water-closet)

Les pièces contenant les water-closets dans les hôtels d'au moins vingt-cinq chambres, restaurants, bars, tavernes, grills, gares, salles publiques, magasins, usines, théâtres, édifices à bureaux, pourvu que dans ces derniers il n'y ait pas de logement, celui du concierge excepté, et maisons à appartements ou conciergeries, pourvu que ces maisons ou conciergeries aient six étages ou plus, peuvent être tolérées sans éclairage extérieur, pourvu que ces pièces soient aménagées d'un système de ventilation mécanique approuvé par le Ministre de la Santé et que les murs, jusqu'à une hauteur de cinq pieds, soient faits de matériaux imperméables.

THAT the Chapter VII be amended:

By replacing the second paragraph of section II by the following: (See page 6 — Water-closet)

Rooms containing water-closets in hotels having at least twenty-five rooms, restaurants, bars, taverns, grills, passenger-stations, public halls, stores, factories, theatres, office buildings, provided there are no living quarters in the latter, with the exception of those of the janitor, and apartment houses, provided such apartment houses be of six storeys or more, may be tolerated without outside lighting provided such rooms are equipped with a mechanical ventilation system approved by the Minister of Health and provided the walls, up to a height of five feet, be made of impervious materials.

48023-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

48023-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 588

Number 588

Québec, le 4 juin 1958.
Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Quebec, June 4, 1958.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT les règlements de la Commission d'Apprentissage des Métiers de l'Industrie de l'automobile, district de Québec.

CONCERNING the by-laws of the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades, Quebec District.

ATTENDU QUE la Commission d'Apprentissage des Métiers de l'Industrie de l'Automobile, district de Québec, demande que de nombreuses modifications soient apportées à ses règlements;

WHEREAS the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades, Quebec District, begs that many amendments be made to its by-laws;

ATTENDU QU'ALORS il est devenu nécessaire de redistribuer les dispositions de ces règlements dans le but d'en assurer une classification mieux ordonnée et plus logique;

WHEREAS it has become necessary to rearrange the provisions of its by-laws in order to clarify and facilitate their interpretation;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

QUE d'accord avec l'article 18 de la loi de l'aide à l'apprentissage (9 Geo. VI, chapitre 41), des règlements de la Commission d'Apprentissage des Métiers de l'Industrie de l'Automobile du district de Québec approuvés par l'arrêté ministériel (numéro 365) du 6 avril 1950 soient annulés et remplacés par les nouveaux règlements dont copie est annexée à la proposition susdite.

THAT, pursuant to section 18 of the Apprenticeship Assistance Act (9 Geo. VI, chapter 41), some by-laws of the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades, Quebec District, approved by Order in Council No. 365 of April 6, 1950, be annulled and replaced by new by-laws copy of which is annexed to the above mentioned recommendation.

48028-o L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif,

48028-o L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Le Rendez-Vous du Consommateur", en date du 20 mai 1958, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Rendez-Vous du Consommateur" under date May 20, 1958, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf mai 1958.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of May, 1958.

10813-o Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

48013 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 13241-57)

J. T. WILSON & Co. LIMITED

Règlement N° 4

qui change le nombre des directeurs

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "J. T. Wilson & Co. Limited" (ci-après nommée "la compagnie") ce qui suit:

1. Que le bureau de direction de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre;

2. Que les règlements de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Décrété ce 29e jour d'octobre 1957.

Vraie copie certifiée.

48012

Le Secrétaire,
HANS J. ROLOFF.

(A.G. 13241-57)

J. T. WILSON & Co. LIMITED

By-law No. 4

changing number of directors

"Be it enacted and it is enacted as by-law of "J. T. Wilson & Co. Limited" (hereinafter called "the company") as follows:

1. The number of the board of directors of the company be and is hereby increased from three to four;

2. The by-laws of the company be and they are hereby amended to accord with the foregoing."

Enacted this 29th day of October, 1957.

Certified true copy.

48012-o

HANS A. ROLOFF,
Secretary.

(P.G. 13464-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le quatorze juin 1958, approuvé les règlements généraux nos I à XIX inclusivement de "Montreal Volunteer Bureau — Service Bénévole de Montréal", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le dix-sept juin 1958.

48038-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(A.G. 13464-57)

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on June fourteenth, 1958, approved the general by-laws Nos. I to XIX inclusive of "Montreal Volunteer Bureau — Service Bénévole de Montréal", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on June seventeenth, 1958.

48038

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 11492-57)

CHARTERED INVESTMENT CORPORATION

Règlement N° 3

"Nombre — L'article 3 du règlement N° 1 est modifié en remplaçant les mot et chiffre "trois (3)" par les mot et chiffre "huit (8)" de telle sorte qu'à l'avenir le bureau de direction de la compagnie sera composé de huit (8) directeurs".

Copie certifiée du règlement N° 3 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 17ième jour de janvier 1958, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 17ième jour de janvier 1958 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Certifiée ce 11ième jour de juin 1958.

(Seal)
48038-o

Le Secrétaire,
DELPHIS ROY.

(A.G. 11492-57)

CHARTERED INVESTMENT CORPORATION

By-Law No. 3

"Number — Article 3 of by-law No. 1 is amended by replacing the word and number "three (3)" by the word and number "eight (8)" so that, in future, the Board of Directors of the company shall be composed of eight (8) Directors".

Certified copy of by-law No. 3 duly adopted at a meeting of the Directors held on the 17th day of January 1958 and approved at a special general meeting of the company held on the 17th day of January, 1958 by the shareholders holding amongst themselves 100% of the shares represented at this meeting.

Certified this 11th day of June, 1958.

(Seal)
48039

DELPHIS ROY,
Secretary.

(P.G. 10826-58)

COMITÉ GÉNÉRAL DE L'ANNÉE
SAMUEL DE CHAMPLAIN

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés par les membres le 10 avril 1958, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à douze:

"Directeurs — 3° Nombre — Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil comprenant douze directeurs."

Copie conforme.

48040-o

Le Secrétaire,
PHILIPPE FERLAND.

(A.G. 10826-58)

COMITÉ GÉNÉRAL DE L'ANNÉE
SAMUEL DE CHAMPLAIN

Excerpt of the general by-laws of the above mentioned corporation, as adopted by the members on the 10th of April, 1958, concerning the increase in the number of Directors from three to twelve:

"Directors — 3. The affairs of the company shall be administrated by a Council comprised of twelve Directors."

Trus copy.

48040

PHILIPPE FERLAND,
Secretary.

(P.G. 11521-58)

SPECIALLOID (CANADA) LIMITED

Règlement spécial "B"

étant un règlement qui diminue le nombre des directeurs de la compagnie de huit (8) à trois (3).

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement spécial "B" de "Specialloid (Canada) Limited" (ici nommée la "Compagnie"), ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, diminué de huit (8) à trois (3) de manière que le bureau de direction soit dorénavant composé de trois (3) directeurs, et que le quorum pour les assemblées des directeurs soit dorénavant de deux (2) directeurs.

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la compagnie incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Copie véritable certifiée du règlement spécial "B" de "Specialloid (Canada) Limited" dûment décrété à une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 30e jour d'avril 1958, et sanctionné et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue le 30e jour d'avril 1958, par le vote unanime de tous les actionnaires présents personnellement ou par procuration à ladite assemblée.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
48047 M. COOPER.

(A.G. 11521-58)

SPECIALLOID (CANADA) LIMITED

Special by-law "B"

being a by-law reducing the number of directors of the company from eight (8) to three (3).

Be it enacted and it is hereby enacted as special by-law "B" of "Specialloid (Canada) Limited" (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby reduced from eight (8) to three (3) so that the board of directors shall hereafter be composed of three (3) directors, and the quorum for meetings of directors shall hereafter be two (2).

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-laws.

Certified a true copy of special by-law "B" of "Specialloid (Canada) Limited" duly enacted at a meeting of the directors of the company held on the 30th day of April, 1958, and sanctioned and confirmed at a special general meeting of the shareholders of the company held on the 30th day of April 1958, by the unanimous vote of all the shareholders present in person or by proxy at such meeting.

(Seal) M. COOPER,
48047-o Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats coopératifs de Québec)

Avis est donné que, lors de l'assemblée générale de "La Caisse Populaire de St-Joseph d'Alma", tenue à Alma le 28 juin 1957, le nom de ladite société a été changé en celui de "Caisse Populaire d'Alma".

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le onze juin 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48053-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Quebec Cooperative Syndicates Act)

Notice is given that a general meeting of "La Caisse Populaire de St-Joseph d'Alma", held at Alma on June 28, 1957, the name of the said Association has been changed to that of "Caisse Populaire d'Alma".

Given at the office of the Provincial Secretary, the eleventh day of June 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48053 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a, le vingt-deux avril 1958, émis un certificat constituant en corporation la "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Notre-Dame", dont le siège social est situé en la paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Allégresses, de Trois-Rivières, dans le district judiciaire de Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48054-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on April twenty-second 1958, issued a certificate constituting into a corporation the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de Notre-Dame", whose head office is situated in the parish of Notre-Dame-des-Sept-Allégresses, of Trois-Rivières, in the judicial district of Trois-Rivières, and such pursuant to the provisions of articles 15 and following of the Act concerning the Société Saint-Jean-Baptiste of the region of Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April twenty-ninth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48054 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

Prenez avis que la compagnie "Les Pétroles D'Alma Ltée", demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur,
48022-o RAYMOND LAPOINTE, Notaire.

Charters — Surrender of

Take notice that the company "Les Pétroles D'Alma Ltée", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

RAYMOND LAPOINTE, Notary,
48022-o Attorney.

Canada, Province de Québec
District de Montréal

Prenez avis que la compagnie "Modern Thermo Crete Ltd.", demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 9 juin 1958.
Le Procureur de la Compagnie,
48024-o ANDRÉ ANTONUK.

Canada, Province de Québec

AVIS DE DEMANDE D'ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Télédistribution Inc." demandera incessamment au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Granby, ce 13ème jour de juin 1958.
Les Procureurs de "Télédistribution Inc.",
48025-o ROBERT & MARQUIS.

Canada, Province de Québec
District de Montréal

AVIS LÉGAL

ASSOCIATED AIR COACH SERVICES INC.

Avis est donné par les présentes que la compagnie "Associated Air Coach Services Inc.", corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, Québec, s'adressera au Procureur général du Québec, pour la permission d'abandonner sa charte sous la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 13ième jour de juin, 1958.
ASSOCIATED AIR COACH SERVICES INC.,
Par Secrétaire,
48026-o LEAH AARONSON.
Greenblatt & Godinsky,
1255, rue Université, Montréal, Qué.
Les Procureurs de:
ASSOCIATED AIR COACH SERVICES INC.
48026-o

BETA INVESTMENT CORP.

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, "Beta Investment Corp.", donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant-gouverneur pour lui demander d'accepter l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 17 juin 1958.
Le Secrétaire,
48045 JEAN McFARLANE.

Compagnies dissoutes

(P.G. 11520-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lazare, Sanft and Dermer Inc.",

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

Notice is hereby given that the company "Modern Thermo Crete Ltd.", will ask permission from the Attorney General to surrender its charter.

Montreal, June 9, 1958.
ANDRÉ ANTONUK,
48024-o Attorney for the Company.

Canada, Province of Quebec

NOTICE OF PETITION FOR LEAVE TO SURRENDER CHARTER

Take notice that the company "Télédistribution Inc." will ask as soon as possible the Attorney General of Province for the surrender of its charter.

Granby, this 13th day of June, 1958.
ROBERT & MARQUIS,
48025-o Attorneys for "Télédistribution Inc."

Canada, Province of Quebec
District of Montreal

LEGAL NOTICE

ASSOCIATED AIR COACH SERVICES INC.

Notice is hereby given that "Associated Air Coach Services Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, June 13th, 1958.
ASSOCIATED AIR COACH SERVICES INC.,
Per: LEAH AARONSON,
Secretary.
Greenblatt & Godinsky,
1255, University Street, Montreal, Que.
Attorneys for:
ASSOCIATED AIR COACH SERVICES INC.
48026-o

BETA INVESTMENT CORP.

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Beta Investment Corp.", hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, June 17th, 1958.
JEAN McFARLANE,
48045-o Secretary.

Companies Dissolved

(A.G. 11520-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lazare, Sanft and Dermer Inc.", incorporated by letters

constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mai 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze octobre 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009 P. FRENETTE.

(P.G. 13816-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Mont Gabriel Ski Tows Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 février 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du seize juin 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48009-o P. FRENETTE.

patent dated May 9, 1956.
Notice is also given that from and after October fifteenth, 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48009-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13816-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mont Gabriel Ski Tows Ltd.", incorporated by letters patent dated February 26, 1949.

Notice is also given that from and after June sixteenth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48009 Acting Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipale

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] O. GAGNON

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.] O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

To all to whom these letters patent shall come or whom the same may anyway concern,

SALUT.

GREETING.

LETTRES PATENTES

LETTERS PATENT

ATTENDU QUE sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Danville, dans le comté de Richmond, Nous a présenté, conformément à une résolution adoptée à sa session du 2 décembre 1957, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Danville, tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts, en date du 18 mars 1958, soit érigé en une municipalité de ville, comprenant un seul quartier, représenté par un maire et six échevins;

WHEREAS, under the authority of the Cities and Towns' Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), the Municipal Council of the Village of Danville, in the county of Richmond, has petitioned Us, in accordance with a resolution adopted at its sitting of December 2, 1957, requesting that the territory of the said municipality of the village of Danville, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated March 18, 1958, be erected into a town municipality, comprising a single ward represented by a Mayor and six aldermen;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le Lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité de village en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a village municipality into a town municipality, if there is a population of at least two thousand souls;

ATTENDU QUE la population de la municipalité du village de Danville excède deux mille âmes;

WHEREAS the population of the municipality of the village of Danville exceeds two thousand souls;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Danville.

WHEREAS it is expedient to grant said petition of the Municipal Council of the village of Danville.

A CES CAUSES, Sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 308, en date du 3

THEREFORE, Know Ye that with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 308, dated April 3,

avril 1958, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons;

QUE le territoire suivant, à savoir:

Un territoire comprenant les lots 17, 18 et 19 rang IV de l'arpentage primitif du canton de Shipton, correspondant aux lots de 1 à 332 inclusivement et leurs subdivisions présentes et futures du cadastre officiel du village de Danville, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Au nord-est, la ligne séparative des rangs III et IV du canton de Shipton traversant la rue Main et deux rues innomées et limitant au nord-est les lots suivants du cadastre officiel du village de Danville 148, 126 (droit de voie du chemin de fer Grand-Tronc), 169, 168 (droit de voie du chemin de fer Asbestos), 170, 207, 257, 256, 258, 297, 298, 316, 317, 330 et 332.

Au sud-ouest, la ligne séparative des rangs IV et V du canton de Shipton traversant la rue Main et limitant au sud-ouest les lots suivants du cadastre officiel du village de Danville, 56, 57, 58, 59, 61, 126 (droit de voie du chemin de fer Grand-Tronc), 62, 127, 134 et 135.

Au sud-est, la ligne latérale sud-est du lot primitif 17 rang IV du canton de Shipton traversant la rue Water et limitant au sud-est les lots suivants du cadastre officiel du village de Danville, 332, 3, 1, 41, 46, 53 et 56.

Au nord-ouest, la ligne latérale nord-ouest du lot primitif 19 rang IV canton de Shipton traversant la rue du Dépôt et limitant au nord-ouest les lots suivants du cadastre officiel du village de Danville, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 146, 147 et 148;

lequel territoire soit érigé en une municipalité de ville, sous le nom de ville de "Danville";

QUE le conseil municipal de cette ville soit composé d'un maire et de six échevins et qu'elle ne comprenne qu'un seul quartier;

QUE l'endroit de la première session générale ou conseil de cette municipalité soit à l'hôtel de ville de Danville.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Ministre des Affaires municipales,
47976-24-4-o PAUL DOZOIS.

1958, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, we have enacted and ordained and do hereby enact and ordain:

THAT the following territory, to wit:

An area comprising lots 17, 18 and 19, range IV of the original survey of the township of Shipton, corresponding to lots 1 to 332 inclusive and their subdivisions both present and future of the official cadastre of the Village of Danville, as well as roads, streets, lanes, railroad rights-of-way, rivers, streams or parts thereof, located within the following boundaries, to wit:

Northeasterly, the dividing line of ranges III and IV of the township of Shipton crossing Main Street and two unnamed streets, bounding to the northeast the following lots of the official cadastre of the Village of Danville 148, 126 (Grand Trunk Railway right-of-way), 169, 168 (Asbestos Railway right-of-way), 170, 207, 257, 256, 258, 297, 298, 316, 317, 330 and 332.

Southwesterly, the dividing line of ranges IV and V of the township of Shipton crossing Main Street, bounding to the southwest, the following lots of the official cadastre of the Village of Danville, 56, 57, 58, 59, 61, 126 (Grand Trunk Railway right-of-way), 62, 127, 134, and 135.

Southeasterly, the southeast lateral line of original lot 17, range IV, of the township of Shipton crossing Water Street, bounding southeasterly the following lots of the official cadastre of the Village of Danville, 332, 3, 1, 41, 46, 53 and 56.

Northwesterly, the northwest lateral line of original lot 19, range IV, township of Shipton, crossing Dépôt Street, bounding northwesterly the following lots of the official cadastre of the village of Danville, 135, 137, 138, 139, 140, 141, 146, 147 and 148;

which territory shall be erected into a Town Municipality, under the name of "Town of Danville";

THAT the Municipal Council of said Town shall be composed of a mayor and six aldermen, and one ward only;

THAT the first general meeting of the council of this municipality shall be held in the Danville City Hall.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all other whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, C.P., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of June, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-eight and the seventh of Our Reign.

By Command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above Letters Patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act (S.R.Q., 1941, chapter 233).

47976-24-4 PAUL DOZOIS,
Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture
Industrie Laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 20-56-A
(Région d'Asbestos)

Order No. 20-56-A
(Region of Asbestos)

Extrait des procès-verbaux des séances de la
Commission de l'Industrie Laitière de la
province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings
of the Dairy Industry Commission of the
Province of Quebec.

Séance du mercredi, 11 juin 1958, tenue au
bureau de la Commission de l'Industrie Laitière
à Québec, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, June 11th, 1958, held
in the office of the Dairy Industry Commission
in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président,
Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Walter D.
Lowe, Stanislas Panneton, commissaires, Al-
phonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gam-
ache, c.r., conseiller juridique.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President,
Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Walter D.
Lowe, Stanislas Panneton, Commissioners, Al-
phonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Ga-
mache, Q.C., Legal Adviser.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'ordonnance N° 20-56, publiée dans la
Gazette officielle de Québec du 27 octobre 1956,
est amendée en remplaçant l'article 2 par le
suivant:

1. Order No. 20-56 published in the *Quebec
Official Gazette* of October 27th, 1956, is amended
by replacing article 2 by the following:

2° La région d'Asbestos comprend la ville
d'Asbestos, le village de Danville et le canton
de Shipton, dans le comté de Richmond, ainsi
que la municipalité de La Rochelle, dans le
comté d'Arthabaska.

2. The region of Asbestos includes the town
of Asbestos, the village of Danville and the
township of Shipton, in the county of Rich-
mond, and also the municipality of La Rochelle,
in the county of Arthabaska.

3° La présente ordonnance entrera en vigueur
le jour de sa publication dans la *Gazette officielle
de Québec*.

3. The present Order shall come into force
on the date of its publication in the *Quebec
Official Gazette*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé
de la publication de la présente ordonnance dans
la *Gazette officielle de Québec*.

The Secretary of said Commission is charged
with the publication of the present Order in the
Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire,
STANISLAS PANNETON, commissaire,

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner,
STANISLAS PANNETON, Commissioner,

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
48055-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
48055-o

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 311-58.

No. 311-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil,
par arrêté ministériel en date du 4 juin 1958, de
changer le nom de la municipalité scolaire du
village de Boucherville, dans le comté de Cham-
bly, en celui de "La municipalité scolaire de
Boucherville, dans le comté de Chambly".

His Honour, the Lieutenant-Governor in
Council, by Order in Council dated June 4, 1958,
has been pleased to change the name of the
school municipality of the village of Boucher-
ville, in the county of Chambly, into that of
"The School municipality of Boucherville, in
the county of Chambly".

Ce changement prendra effet huit jours après
la publication de cet avis dans la *Gazette officielle
de Québec*.

This change will take effect eight days after
the publication of this notice in the *Quebec
Official Gazette*.

Québec, le 13 juin 1958.

Quebec, June 13, 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
48030-o O. J. DÉSALNIERS.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education. 48030

N° 1236-53.

No. 1236-53.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil,
par arrêté ministériel en date du 4 juin 1958, de
détacher de la municipalité scolaire de Brébeuf,
dans le comté de Terrebonne, le lot 29 du rang

His Honour, the Lieutenant-Governor in
Council, by Order in Council, dated June 4, 1958,
has been pleased to detach from the school mun-
cipality of Breboeuf in the county of Terrebonne,

VIII du canton Arundel, pour l'annexer à la municipalité scolaire d'Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil,

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 13 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48030-o O. J. DÉSALNIERS.

lot 29 of range VIII of the Arundel township, to annex it to the school municipality of Huberdeau, in the county of Argenteuil.

This change will take effect on July 1st, 1958.

Quebec, June 13, 1958.

48030 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 331-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1958, de corriger l'item 8 de l'arrêté en conseil N° 475, en date du 7 mai 1958, concernant l'annexion du territoire actuel de la municipalité scolaire de St-André-de-Sutton, dans le comté de Brôme, à la municipalité scolaire du village de Sutton, même comté, de manière à ajouter, dans le premier paragraphe, après les mots "soit annexé", les mots "pour les contribuables catholiques seulement" et en ajoutant, dans le deuxième paragraphe, après les mots "municipalité scolaire", le mot "catholique".

Ce changement prendra effet immédiatement.
Québec, le 16 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48030-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 331-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 4, 1958, has been pleased to correct item 8 of Order in Council No. 475, dated May 7, 1958, concerning the annexation of the present territory of the school municipality of St-André-de-Sutton, in the county of Brôme, to the school municipality of the village of Sutton, same county, so as to add, in the first paragraph, after the words "to be annexed", the words "for the Catholic rate-payers only" and by adding in the second paragraph, after the words "school municipality", the word "Catholic".

This change will take effect immediately.
Québec, June 16, 1958.

48030 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 233-58.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade paroisse, dans le comté de Champlain, à celui de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade village, même comté, et de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade village en celui de "La municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade, dans le comté de Champlain.

Ces changements prendront effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 13 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48030-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 233-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 4, 1958, has been pleased to annex the present school territory of Ste-Anne-de-la-Pérade parish, in the county of Champlain, to that of the school municipality of Ste-Anne-de-la-Pérade village, same county, and to change the name of the school municipality of Ste-Anne-de-la-Pérade village into that of "The School municipality of Ste-Anne-de-la-Pérade, in the county of Champlain."

These changes will take effect on July 1st, 1958.

Quebec, June 13, 1958.

48030 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 356-58.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 4 juin 1958, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Duhamel Ouest, dans le comté de Témiscamingue, à celui de la municipalité scolaire de Ville-Marie, même comté.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 13 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48030-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 356-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 4, 1958, has been pleased to annex the school municipality of Duhamel West, in the county of Témiscamingue, to that of the school municipality of Ville-Marie, same county.

This change will take effect on July 1st, 1958.
Québec, June 13, 1958.

48030 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 482-58.

Il a plu au Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 11 juin 1958, de changer le nom de la municipalité scolaire de Hartwell, dans le comté de Papineau, en celui de "La municipalité scolaire de Chénéville, dans le comté de Papineau".

Ce changement prendra effet huit jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Québec, le 18 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48030-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 482-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated June 11, 1958, has been pleased to change the name of the school municipality of Hartwell, in the county of Papineau, into that of "The School Municipality of Chénéville, in the county of Papineau".

This change will take effect on eight days after the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Québec, June 18, 1958.

48030 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1282-57.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Bonsecours, dans le comté de Shefford, les lots 952 à 958 inclusivement et le lot 1050 du cadastre officiel du canton de Stukely, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Lawrenceville, même comté.

Québec, le 16 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48032-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1282-57.

Application is made to detach from the school municipality of Bonsecours, in the county of Shefford, lots 952 to 958 inclusive and lot 1050 of the official cadaster of the township of Stukely, to annex them to the school municipality of the village of Lawrenceville, same county

Québec, June 16, 1958.

48032-25-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 222-57.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus paroisse, dans le comté de Beauce, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de Sacré-Cœur-de-Jésus village, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de Sacré-Cœur-de-Jésus paroisse, dans le canton Broughton, savoir: 14-A, 14-B, 14-C, 14-D, 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 15-E, 15-F, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-B, 17-C, 17-D, 17-E, 17-F, 17-G, 17-H, 17-I, 18-A, 18-B, 18-C, 18-D, 19-A du cadastre officiel du rang IV du canton de Broughton, comté de Beauce, et les lots 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-E, 17-F, 17-B, 17-C, 17-D, 18-A, 18-B, 18-C, 18-D, les 13 arpents nord-est des lots 19-A, 19-B du cadastre du rang V du canton de Broughton, comté de Beauce.

Québec, le 17 juin 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
48053-25-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 222-57.

Application is made to detach from the school municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus, parish, in the county of Beauce, the territory herebelow described, to annex it to the school municipality of Sacré-Cœur-de-Jésus village, in the same county.

This territory is comprised of the following lots, all inclusive in the official cadaster of the parish of Sacré-Cœur-de-Jésus, in the township of Broughton, to wit: 14-A, 14-B, 14-C, 14-D, 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 15-E, 15-F, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-B, 17-C, 17-D, 17-E, 17-F, 17-G, 17-H, 17-I, 18-A, 18-B, 18-C, 18-D, 19-A of the official cadaster of range IV of the township of Broughton, county of Beauce, and lots 15-A, 15-B, 15-C, 15-D, 16-A, 16-B, 16-C, 16-D, 17-A, 17-E, 17-F, 17-B, 17-C, 17-D, 18-A, 18-B, 18-C, 18-D, the 13 arpents northeast of lots 19-A, 19-B, of the cadaster of range V of the township of Broughton, county of Beauce.

Québec, June 17, 1958.

48053-25-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel du canton d'Orford (municipalité de cité de Sherbrooke) division d'enregistrement de Sherbrooke.

Official cadastre of twonship of Orford (Municipality of city of Sherbrooke) registration division of Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 48-45 (rue est corrigé et les lots 48-47 à 48-55 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 9 juin 1958.

Notice is hereby given that lot 48-45 has been corrected and lots 48-47 to 48-55 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code. Québec, June 9, 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48010-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister. 48010-o

Cadastre officiel canton de Ditchfield, village Agnès municipalité de la ville de Lac Mégantic division d'enregistrement de Frontenac.

Official cadastre of the township of Ditchfield, village Agnès municipality of the town of Lac Mégantic registration division of Frontenac.

Avis est par la présente donné que les lots 1-145 à 1-152 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 7 mai 1958.

Notice is hereby given that lots 1-145 to 1-152 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code. Québec, May the 7th, 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48010-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister. 48010-o

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore (municipalité de cité de Grand'Mère) division d'enregistrement de Trois-Rivières.

Official cadastre of the parish of Ste-Flore (municipality of city of Grand'Mère) registration division of Trois-Rivières.

Avis est par la présente donné que le lot 86-11-1 et partie du lot 86-11 sont annulés et que les lots

Notice is hereby given that lot 86-11-1 and part of lot 86-11 are cancelled and lots 86-242

86-242 et 86-243 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 juin 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

48010-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Romuald d'Etchemin division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que des lots 616-1 à 616-199, 617-1 à 617-26, 617-28 à 617-104, 618-1 à 618-69, 618-72, 618-73, 618-86 à 618-464 et une partie des lots 616, 617, 618, 616-B, 617-B, 618-C sont annulés et les lots 632 à 637 sont ajoutés et les lots 618-70, 618-71, 618-74 à 618-85 sont amendés en vertu de l'article 2174A du Code Civil.

Québec, le 10 avril 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

48010-o

and 86-243 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 10, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

48010-o

Official cadastre of the parish of St-Romuald d'Etchemin registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 616-1 to 616-199, 617-1 to 617-26, 617-28 to 617-104, 618-1 to 618-69, 618-72, 618-73, 618-86 to 618-464 and part of lots 616, 617, 618, 616-B, 617-B, 618-C are cancelled and lots 632 to 637 are added and lots 618-70, 618-71, 618-74 to 618-85 are amended in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 10, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

48010-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BUREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT AUX EXAMENS D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE TO THE EXAMINATIONS FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

| Nom Name | Prénom Surname | Age | Résidence Residence | Collège College |
|--------------|-------------------|-----|------------------------|--------------------|
| Gilbert..... | Luc..... | 26 | Black Lake..... | Université Laval. |

Arthabaska, ce 16 juin 1958 — Arthabaska, June 16th, 1958.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
JEAN MOISAN,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

48029-o

Ministère des Finances Assurances

Department of Finance Insurance

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Avis est donné, par les présentes, que "American Reciprocal Insurers", un échange d'assurance réciproque enregistré sous le numéro 606, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 972 qui l'autorise à compter du 1er janvier 1958 à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, fuite d'eau, grêle, intempéries, tremblement de terre; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Bris de machine; Chute d'aéronef; Défectuosité d'extincteurs automatiques; Explosion; Ouragan; Transport intérieur; Vol.

Notice is hereby given that "American Reciprocal Insurers", a reciprocal or inter-insurance exchange registered under number 606, has obtained the license and certificate of registry number 972 authorizing it, as from the 1st of January 1958, to undertake in this Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, hail, impact by vehicles, water damage, weather; Explosion; Falling aircraft; Inland transportation; Machinery; Personal property; Plate glass; Real property; Sprinkler leakage; Theft; Windstorm.

Le siège social de l'échange est situé à 2, avenue du Parc, New York, New York, Etats-Unis d'Amérique.

The head office of the exchange is situate at 2 Park Avenue, New York, New York, United States of America.

Cet échange a nommé monsieur George E. Dow, 620, rue Cathcart, Montréal, son procureur dans la province.

This exchange has appointed Mr. George E. Dow, 620 Cathcart Street, Montreal, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Affiliated Underwriters", dont le siège social était situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "Affiliated Underwriters" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "Affiliated Underwriters" sont annulés à compter du 1er janvier 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Attendu que "American Exchange Underwriters", dont le siège social était situé à New-York, New-York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New-York, New-York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "American Exchange Underwriters" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "American Exchange Underwriters" sont annulés à compter du 1er janvier 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Fireproof-Sprinklered Underwriters", dont le siège social était situé à New-York, New-York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New-York, New-York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "Fireproof-Sprinklered Underwriters" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "Fireproof-Sprinklered Underwriters" sont annulés à compter du 1er janvier 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION

Whereas "Affiliated Underwriters", whose head office was situate in New York, New York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New York, New York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1957;

Whereas "Affiliated Underwriters" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Affiliated Underwriters" are cancelled as from the 1st of January 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
REGISTRATION

Whereas "American Exchange Underwriters", whose head office was situate in New-York, New-York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New-York, New-York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1958;

Whereas "American Exchange Underwriters" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "American Exchange Underwriters" are cancelled as from the 1st of January 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
REGISTRATION

Whereas "Fireproof-Sprinklered Underwriters", whose head office was situate in New-York, New-York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New-York, New-York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1957;

Whereas "Fireproof-Sprinklered Underwriters" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Fireproof-Sprinklered Underwriters" are cancelled as from the 1st of January, 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET
D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Individual Underwriters", dont le siège social était situé à New York, New-York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New-York, New-York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "Individual Underwriters" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "Individual Underwriters" sont annulés à compter du 1er janvier 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND
REGISTRATION

Whereas "Individual Underwriters", whose head office was situate in New-York, New-York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New-York, New-York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1957;

Whereas "Individual Underwriters" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Individual Underwriters" are cancelled as from the 1st of January, 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June, 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Metropolitan Inter-Insurers", dont le siège social était situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "Metropolitan Inter-Insurers" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "Metropolitan Inter-Insurers" sont annulés à compter du 1er janvier 1958;

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,

GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION

Whereas "Metropolitan Inter-Insurers", whose head office was situate in New York, New York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New York, New York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1957;

Whereas "Metropolitan Inter-Insurers" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Metropolitan Inter-Insurers" are cancelled as from the 1st of January 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 14th of June 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,

GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "New York Reciprocal Underwriters", dont le siège social était situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "New York Reciprocal Underwriters" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "New York Reciprocal Underwriters" sont annulés à compter du 1er janvier 1958.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION

Whereas "New York Reciprocal Underwriters", whose head office is situate in New York, New York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New York, New York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1957;

Whereas "New York Reciprocal Underwriters" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "New York Reciprocal Underwriters" are cancelled as from the 1st of January 1958.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 14th of June 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS
ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que "Underwriters Exchange", dont le siège social était situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, s'est fusionné avec d'autres échanges réciproques, autorisés à faire des affaires dans la province de Québec, pour former "American Reciprocal Insurers", dont le siège social est situé à New York, New York, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de fusion intervenu entre ces échanges réciproques le 31 décembre 1957;

Attendu que "Underwriters Exchange" s'est conformé aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de "Underwriters Exchange" sont annulés à compter du 1er janvier 1958.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 14 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48031-25-2-o

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE
AND REGISTRATION

Whereas "Underwriters Exchange", whose head office was situate in New York, New York, United States of America, was merged with other reciprocal exchanges, licensed in the Province of Quebec, to form "American Reciprocal Insurers", whose head office is situate in New York, New York, United States of America, according to a merger agreement entered into by these reciprocal exchanges on the 31st of December 1957;

Whereas "Underwriters Exchange" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "Underwriters Exchange" are cancelled as from the 1st of January 1958.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 14th day of June 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48031-25-2-o

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 497, en date du quatorze mai 1958, MM. Peter M. Laing et Ruston B. Lamb, avocats, membres du Barreau de la province, et pratiquant comme tels dans la cité de Montréal, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le douze juin 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

48009-o

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by Order in Council No. 497 dated May fourteenth, 1958, Messrs. Peter M. Laing and Ruston B. Lamb, advocates, members of the Provincial Bar and practising as such in the city of Montreal, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary,
on June twelfth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

48009

Office des Marchés Agricoles
du Québec

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37, telle qu'amendée par 6-7 Elizabeth II, chapitre 26), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par 97.8% en nombre et valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint est désigné: "Le Plan conjoint des Producteurs de Tabac Jaune du Québec".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: "L'Office des Producteurs de Tabac Jaune du Québec", et il aura sa place d'affaires à Joliette, P. Q.

L'office des producteurs sera formé de neuf membres qui devront être des producteurs-propriétaires *bona fide* de tabac jaune, dont

Quebec Agricultural Marketing
Board

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chapter 37, as amended by 6-7 Elizabeth II, Chapter 26), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved by 97.8% in number and value of all the producers concerned.

The plan is designated as: "The Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the plan shall be designated as "The Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' Board", and shall have its head office at Joliette, Que.

The producers' board shall consist of nine members who must be *bona fide* tobacco farm owners and producers, one of whom shall be

l'un sera président, un vice-président, et un président, one vice-president, another treasurer, troisième trésorier.

Les membres provisoires de l'office des producteurs seront: The provisional members of the producers' board are the following:

| Nom Name | Occupation Occupation | Adresse Address |
|---|--|-------------------------------------|
| Jean-Paul Corriveau, Président — President. | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | St-Thomas (Joliette) |
| Constant De Leeman, Vice-président—Vice-president. | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | St-Paul (Joliette) |
| Marcel Bruneau, Trésorier — Treasurer. | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | R. R. 1, Joliette |
| Florent Van Sterthem..... | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | Lanoraie (Berthier) |
| Claude Champagne..... | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | Lanoraie (Berthier) |
| Maurice Lareau..... | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | Lavaltrie (Berthier) |
| J.-B. Pelletier..... | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | Ste-Mélanie (Joliette) |
| Viateur Bérard..... | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | N.-D. de Lourdes (Joliette) |
| Rémi Vanden Heed..... | Producteur de tabac — Tobacco Producer. | St-Louis de France (St-Maurice). |

Ils resteront en fonction pour au plus douze mois à partir de la sanction du plan conjoint par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, à moins d'être démis de leurs fonctions par une majorité des producteurs soumis au plan ou par l'effet de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Les membres subséquents de l'office des producteurs, désignés au préalable dans chacun des districts intéressés décrits ci-après, seront élus à la majorité des voix lors de l'assemblée annuelle qui aura lieu le plus tard le 15 mars de chaque année:

District de St-Thomas-Joliette, comprenant les paroisses de St-Thomas et de St-Jean-Baptiste, comté de Joliette — 2 directeurs.

District de Lanoraie-Berthier, comprenant les paroisses de Lanoraie et de Berthier, comté de Berthier — 2 directeurs.

District de Lavaltrie-L'Assomption, comprenant les paroisses suivantes: Lavaltrie (Berthier), St-Paul (Joliette), L'Assomption (L'Assomption), Contrecoeur (Verchères) et St-Roch (Richelieu) — 2 directeurs.

District de Lourdes-Ste-Mélanie, comprenant les paroisses de Notre-Dame de Lourdes, Ste-Mélanie, St-Félix de Valois et St-Ambroise, comté de Joliette — 2 directeurs.

District de Trois-Rivières, comprenant les comtés de St-Maurice et Champlain — 1 directeur.

Les producteurs dont la ferme est située en dehors de ces territoires appartiendront au district le plus rapproché.

Les agents de négociation et de vente seront "l'Office des Producteurs de Tabac Jaune du Québec", ou ses délégués.

Le plan conjoint dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs de tabac jaune du Québec, régira tous les producteurs *bona fide* de tabac jaune de la province de Québec vendant leur production aux acheteurs faisant affaires dans la province.

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'office des producteurs de tabac jaune du Québec

They shall hold office for not more than twelve months after the sanctioning of the present plan by the Quebec Agricultural Marketing Board unless they have been relieved of their office by a majority of the producers bound by the plan or consequent to the provisions of the Quebec Agricultural Marketing Act.

The subsequent members of the producers' board, previously designated in each of the interested districts hereafter described, shall be elected by a majority of the votes cast at the annual meeting, which shall be held each year not later than March 15th:

District of St. Thomas-Joliette, comprising the parishes of St. Thomas and St. Jean Baptiste, Joliette County — 2 Directors.

District of Lanoraie-Berthier, comprising the parishes of Lanoraie and Berthier, Berthier county — 2 Directors.

District of Lavaltrie-L'Assomption, comprising the following parishes: Lavaltrie (Berthier Co.) St. Paul (Joliette Co.), L'Assomption (L'Assomption Co.), Contrecoeur (Verchères Co.) and St. Roch (Richelieu Co.) — 2 Directors.

District of Lourdes — St. Mélanie, comprising Notre-Dame de Lourdes, St. Mélanie, St. Félix de Valois, St. Ambroise and other parishes of Joliette County that are situated to the north — 2 Directors.

District of Three Rivers, comprising the counties of St. Maurice and Champlain — 1 Director.

The producers not included in the above-mentioned districts shall belong to the district nearest to their place of production.

The negotiating and selling agent of the producers' board shall be the "Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' Board, or its delegates.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' Board, shall bind all *bona fide* flue-cured tobacco producers of the Province of Quebec, selling their production to the buyers doing business in the Province.

The obligations, powers and attributions of the Quebec Flue-Cured Tobacco Producers'

sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles détermine et, plus spécifiquement, mais non restrictivement, les suivants:

Généralement:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du tabac jaune en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

d) Négocier avec les acheteurs la mise en marché et la vente du tabac jaune produit sur les fermes des producteurs régis par le plan conjoint.

Et particulièrement:

a) Orienter la production selon les besoins du marché et les débouchés existants;

b) Émettre annuellement si jugé opportun, mais sujet à l'approbation préalable des Marchés Agricoles du Québec, une licence aux producteurs régis par le plan conjoint et obliger ces derniers à lui fournir tous les renseignements jugés utiles; refuser ou révoquer telle licence si l'Office le juge nécessaire à l'efficacité du plan;

c) Statuer sur le choix des variétés de tabac jaune, le classement et l'emballage à la ferme et sur le mode de vente: par récoltes entières ou en balles, à l'enclère ou autrement, ou par tout autre mode de vente approprié;

d) Estimer, apprécier ou mesurer la superficie en culture, de même que la qualité et la quantité du tabac jaune;

e) Autoriser un prélevé par l'acheteur à même les montants payables aux producteurs pour l'achat ou la consignation de leur produit, pour le remettre à l'office des producteurs aux fins exclusivement de défrayer les dépenses normales d'administration du plan conjoint. Ce prélevé sera de un cent (\$0.01) par livre au maximum, et dans nul cas il devra excéder les frais probables et prévisibles d'une administration efficace — y compris les dépenses utiles ou nécessaires à la préparation, la présentation, l'approbation et la mise en marche initiale du plan; dépassé ce niveau, les trop-perçus seront sujets à ristourne;

Le prélevé sera payable par tous les producteurs soumis au plan conjoint et de la manière prescrite par l'Office, sauf toute exemption ou exception consentie par l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

f) Autoriser l'agent-vendeur à gager la production livrée à ses entrepôts pour le bénéfice des producteurs;

g) Nommer un comité de bonne entente composé de trois producteurs pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office qui tentera à son tour de régler les différends;

Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

Generally:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan, of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of flue-cured tobacco with due regard to the legitimate interests of producers, buyers, processors and consumers;

d) Negotiate with the buyers the marketing and sale of flue-cured tobacco grown by the producers bound by the plan;

And particularly:

a) Orient production according to the needs of existing marketing outlets;

b) Issue annually, if deemed opportune, but with prior authorization from the Quebec Agricultural Marketing Board, licenses to the producers bound by the plan and oblige them to furnish such information deemed useful; refuse or revoke such licenses if the producers' board deem it necessary to the efficient application of the plan;

c) Determine the choice of varieties, the methods of farm grading and baling and the method of sale; by whole crops or by bales, by auction or otherwise, or by any other suitable selling method;

d) Estimate, appreciate and measure the acreage grown as well as the quantity and quality of flue-cured tobacco;

e) Authorize a levy to be deducted by the buyer from the sums payable to the producers for the sale or consignment of their product, such levy to be remitted to the producers' board in order to defray the normal administration expenditures of the joint plan. The maximum levy shall be one cent per pound and in no case shall it exceed the probable and foreseeable costs of an efficient administration, including the necessary or useful expenditures incurred in the preparation, presentation, approval and initial application of the plan; the levies remaining with the producers' board after the above-designated expenditures have been paid, shall be subject to reimbursement to the producers;

The levy shall be payable by all the producers bound by the plan in the manner prescribed by the producers' board, subject however to any exemption or exception granted by the Quebec Agricultural Marketing Board;

f) Authorize the selling agent to pledge the products delivered to warehouses, for the benefit of the producers;

g) Appoint a "Bonne Entente" committee composed of three producers to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in turn, endeavour to settle the grievances;

h) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

i) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption et l'application du plan conjoint;

j) Emettre, si jugé opportun, mais sujet à l'approbation préalable des Marchés Agricoles du Québec, une licence aux acheteurs régis par le plan conjoint, les obliger à tenir un registre de leurs transactions de même qu'à produire à l'Office tous documents ou rapports concernant lesdites transactions;

k) Exiger de tout acheteur qu'il fournisse une preuve de responsabilité financière, si l'Office des Marchés Agricoles du Québec le juge à propos;

l) Nommer, pas plus tard que le 15 avril de chaque année un comité de négociation de six membres, trois étant désignés par l'Office et trois par les acheteurs, qui statuera sur les prix minimums pour l'ensemble des récoltes de tabac jaune ou pour toute catégorie, classe ou grade de tabac jaune, ainsi que sur les termes et conditions des ententes relatives à la mise en marché de ce produit;

Ce "Comité de négociation" peut être convoqué par les représentants des producteurs ou ceux des acheteurs indifféremment, par avis écrit envoyé au moins 7 jours mais pas plus de 10 jours avant la date de la réunion et mentionnant l'heure et la place de la réunion;

m) Convenir avec les acheteurs d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre eux et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

n) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer obligatoirement sur le ou les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

o) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra juger utiles ou opportun d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis est: "L'Office des Producteurs de Tabac Jaune du Québec", qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique. Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, 17 juin 1958.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

48044-o

h) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and re-opening of negotiations;

i) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption or application of the joint plan;

j) Issue, if deemed opportune, but with prior authorization of the Quebec Agricultural Marketing Board, licenses to buyers bound by the plan, and oblige them to keep a register of their transactions with the producers bound by the plan, and file with the Board all documents and statements concerning these transactions;

k) Oblige any buyer to furnish evidence of financial responsibility if the Quebec Agricultural Marketing Board deems it opportune;

l) Appoint not later than April 15th, except for the first year, a negotiating committee of six members, three to be designated by the producers' board and three by the buyers, to adopt or settle by agreement, minimum prices for the whole of the crops of for any class, variety or grade of flue-cured tobacco, and to define terms and conditions relating to the agreements made with regard to the marketing of that product;

This negotiating committee may be convened by either the producer-members or the buyer-members, by a written notice given at least 7 days, but not more than 10 days, before the date of the meeting, stating the time and the place of the meeting;

m) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein mentioned plan;

n) Failing agreement between the parties, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be "The Quebec Agricultural Marketing Board";

o) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, June 17th, 1958.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

48044-o

Sièges sociaux

Head Offices

BELLETERRE CONSTRUCTION LTÉE

Avis est donné que la compagnie "Belletterre Construction Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 mai 1958, a établi son bureau principal à Belletterre, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme le bureau principal de la compagnie.

Donné à Rouyn, ce 27ème jour de mai, 1958.

La Secrétaire-trésorière,

FRANÇOISE ROCHON-LAROUCHE.

48014-o

BELLETERRE CONSTRUCTION LTÉE

Notice is hereby given that "Belletterre Construction Ltée", incorporated by letters patent under date of May 6th, 1958, and having its head office in the town of Belletterre, has established its principal office in the said town.

As and from the date of this notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 27th day of May 1958.

FRANÇOISE ROCHON-LAROUCHE,

Secretary-Treasurer.

48014-o

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Brosseau & Monette Construction Limitée", constituée en corporation par lettres patentes le 8 mai 1958, a établi son bureau et siège social à 451 rue Dufferin, Granby, district de Bedford, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Granby, ce 27 mai 1958.

BROSSEAU & MONETTE CONSTRUCTION LIMITÉE

Par le Président,

ROYAL MONETTE.

48015-o

Notice is hereby given that "Brosseau & Monette Construction Limitée" company incorporated by letters patent bearing date of May 8th, 1958, has established its office at 451 Dufferin St., Granby, district of Bedford, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Granby, this 27th day of May, 1958.

BROSSEAU & MONETTE CONSTRUCTION LIMITÉE

Per **ROYAL MONETTE,**

President.

48015-o

C. MARSOLAIS INC.

Avis est donné que la compagnie "C. Marsolais Inc.", constituée en corporation par lettres patentes conformes à la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du huitième jour de mai, 1958, et ayant son bureau principal dans la ville de Longueuil, a établi son bureau au numéro 88 rue Montenach.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, P.Q., ce neuvième jour de juin, 1958.

Le Président,

(Signé) **C. MARSOLAIS.**

48016-o

C. MARSOLAIS INC.

Notice is hereby given that "C. Marsolais Inc.", incorporated by letters patent pursuant to Part I of the Quebec Companies' Act, on the 8th May, 1958, and having its head office in the city of Longueuil, has established its office at 88 Montenach Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, P.Q., this 9th day of June, 1958.

(Signed) **C. MARSOLAIS,**

President.

48016-o

DORION AUTOMOBILES INC.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Dorion Automobiles Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 8ème jour de mai 1958, et ayant son bureau principal à Ste-Anne de Beauré, Qué., a établi son bureau au N° 50 Boulevard Ste-Anne, à Ste-Anne de Beauré, Qué.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Ste-Anne de Beauré, ce deuxième jour de juin 1958.

(Sceau)

Le Président,
CHARLES DORION.

48017-o

DORION AUTOMOBILES INC.

Notice is hereby given that the company "Dorion Automobiles Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act dated May 8, 1958, and having its head office at Ste-Anne de Beauré, Que., has established its office at No. 50 Ste-Anne Boulevard, at Ste-Anne de Beauré, Qué.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ste-Anne de Beauré, this second day of June, 1958.

(Seal)

CHARLES DORION,
President.

48017-o

**LAGACÉ ENTREPRISES LIMITED
LES ENTREPRISES LAGACÉ LIMITÉE**

Avis est donné que la Compagnie "Lagacé Entreprises Limited — Les Entreprises Lagacé Limitée", constituée en corporation par lettres

**LAGACÉ ENTREPRISES LIMITED
LES ENTREPRISES LAGACÉ LIMITÉE**

Notice is hereby given that "Lagacé Entreprises Limited — Les Entreprises Lagacé Limitée", company incorporated by letters patent on April

patentes en date du 17 avril 1958, et ayant son bureau principal à l'Abord-à-Plouffe, district de Montréal, a établi son bureau au N° 680 Boulevard Labelle.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à l'Abord-à-Plouffe, ce 12ième jour de juin 1958.

48018-o

Le Président,
H. G. KAVANAGH.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de: "Patricia Ltd."

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Patricia Ltd." constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 2e jour de mai 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province de Québec, a établi son bureau à 735 rue William, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 12e jour de mai 1958.

48019

Le Secrétaire,
HEDI C. FUERST.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de: "Roxanne Ltd."

AVIS DE SITUATION DE SIÈGE SOCIAL

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Roxanne Ltd." constituée en corporations de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 2e jour de mai 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite Province de Québec, a établi son bureau à 735 rue William, cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 12e jour de mai 1958.

49020

Le Secrétaire,
HEDI C. FUERST.

CANADORE MINING & DEVELOPMENT CORP.
(No Personal Liability)

Avis est donné que "Canadore Mining & Development Corp.", (libre de responsabilités personnelles), constituée en corporation par lettres patentes en date du 7e jour de mai 1957, sous l'empire de la Loi des Mines de la Province de Québec, a établi son bureau au numéro 5315 avenue Palmerston, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 10 juin 1958.

CANADORE MINING & DEVELOPMENT CORP.
(No Personal Liability)

(Sceau)
48041-o

Par le Président,
PAUL E. ST-PIERRE.

17th, 1958, and having its head office in l'Abord-à-Plouffe, district of Montreal, has established its office at 680 Labelle Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at l'Abord-à-Plouffe, this 12th day of June 1958.

48018-o

H. G. KAVANAGH,
President.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of: "Patricia Ltd."

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Patricia Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 2nd day of May, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province of Quebec, has established its office at 735 William Street, City of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this Notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 12th day of May, 1958.

48019-o

HEDI C. FUERST,
Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the Matter of: "Roxanne Ltd."

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Roxanne Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 2nd day of May, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province of Quebec, has established its office at 735 William Street, city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at the city of Montreal, this 12th day of May, 1958.

48020-o

HEDI C. FUERST,
Secretary.

CANADORE MINING & DEVELOPMENT CORP.
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Canadore Mining & Development Corp." (No Personal Liability) incorporated by letters patent dated the 7th day of May 1957, under the Quebec Mining Companies' Act, has established its office at number 5315 Palmerston Avenue, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, June 10th 1958.

CANADORE MINING & DEVELOPMENT CORP.
(No Personal Liability)

(Seal)
48041-o

Per: PAUL E. ST-PIERRE,
President.

GARE D'AUTOBUS DE SHERBROOKE LTÉE

Avis est donné que la "Cie Gare d'Autobus de Sherbrooke Ltée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 février 1958, et ayant son bureau principal à Sherbrooke, a établi son bureau au numéro 34 Galt Terrace.

Donné à Sherbrooke ce 10e jour de juin 1958.

(Sceau)
48042-o

Le Secrétaire,
YVAN LARAMÉE

GARE D'AUTOBUS DE SHERBROOKE LTÉE

Notice is given that the "Gare d'Autobus de Sherbrooke Ltée", incorporated by letters patent dated February 11, 1958, and having its head office at Sherbrooke, has established its office at No. 34 Galt Terrace.

Given at Sherbrooke, this 10th day of June, 1958.

(Seal)
48042

YVAN LARAMÉE,
Secretary.

SHERBROOKE COACH MFG. CO.

Avis est donné que la "Cie Sherbrooke Coach Mfg. Co." constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mars 1958, et ayant son bureau principal à Sherbrooke, a établi son bureau au numéro 34 Galt Terrace.

Donné à Sherbrooke ce 10e jour de juin 1958.

(Sceau)
48043-o

Le Secrétaire,
YVAN LARAMÉE.

SHERBROOKE COACH MFG. CO.

Notice is given that "Sherbrooke Coach Mfg. Co.", incorporated by letters patent dated March 31, 1958, and having its head office at Sherbrooke, has established its office at No. 34 Galt Terrace.

Given at Sherbrooke, this 10th day of June, 1958.

(Seal)
48043

YVAN LARAMÉE,
Secretary.

(P.G. 11390-56)

BROUGHTON CONSTRUCTION CO. LTD.

Règlement N° IV concernant le changement du bureau principal.

Le bureau principal de la compagnie "Broughton Construction Co. Ltd.", est transporté de Broughton Station où il était auparavant à Thetford Mines, au numéro 69 sud de la rue Notre-Dame.

Copie certifiée du règlement numéro IV, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le sept mai mil neuf cent cinquante-huit, et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le sept mai mil neuf cent cinquante-huit, par les actionnaires détenant entre eux cent pour cent (100%) des actions représentées à cette assemblée.

(Sceau)
48052-o

Le Secrétaire,
PAUL-A. CYR.

(A.G. 11390-56)

BROUGHTON CONSTRUCTION CO. LTD.

By-law No. IV concerning the change of the Head Office.

The head office of the company "Broughton Construction Co. Ltd." is transferred from Broughton Station where it was heretofore, to Thetford Mines, at number 69 Notre-Dame Street, South.

Certified copy of by-law number IV, duly adopted at a meeting of the directors held on May seventh, one thousand nine hundred and fifty-eight, and unanimously approved at a special general meeting of the company held on May seventh, one thousand nine hundred and fifty-eight, by the shareholders holding amongst themselves one hundred percent (100%) of the shares represented at this meeting.

(Seal)
48052

PAUL-A. CYR,
Secretary.

SUPER ELECTRIC SUPPLY CO. LTD.

Cette compagnie a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 13 août 1957, et a établi son siège social à 2175 ouest, rue Ste-Catherine, en les cité et district de Montréal, Québec.

Montréal, 3 mars 1958.

48056

Le Secrétaire,
WILLIAM A. LIVERMAN.

SUPER ELECTRIC SUPPLY CO. LTD.

This company was incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on August 13, 1957, and has established its head office at 2175 St. Catherine Street, West, in the city and district of Montreal, Quebec.

Montreal, March 3, 1958.

48056-o

WILLIAM A. LIVERMAN,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE STE-AGATHE-DES-MONTS

(Comté de Terrebonne)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Louis Pellerin, secrétaire-trésorier, 40 rue Principale, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF STE-AGATHE-DES-MONTS

(County of Terrebonne)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Louis Pellerin, Secretary-Treasurer, 40 Principale St., Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, July 9, 1958, for

9 juillet 1958, pour l'achat de \$220,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année.

Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 5 mai 1958 — construction d'une école élémentaire de huit classes avec logement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

| Année | Capital |
|---------------|--------------|
| 1er août 1959 | x\$38,000.00 |
| 1er août 1960 | x 40,000.00 |
| 1er août 1961 | x 42,000.00 |
| 1er août 1962 | 4,000.00 |
| 1er août 1963 | 4,000.00 |
| 1er août 1964 | 4,500.00 |
| 1er août 1965 | 4,500.00 |
| 1er août 1966 | 4,500.00 |
| 1er août 1967 | 5,000.00 |
| 1er août 1968 | 5,000.00 |
| 1er août 1969 | 5,500.00 |
| 1er août 1970 | 5,500.00 |
| 1er août 1971 | 6,000.00 |
| 1er août 1972 | 6,500.00 |
| 1er août 1973 | 6,500.00 |
| 1er août 1974 | 7,000.00 |
| 1er août 1975 | 7,500.00 |
| 1er août 1976 | 7,500.00 |
| 1er août 1977 | 8,000.00 |
| 1er août 1978 | 8,500.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$119,917.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$39,972.50 chacun, de 1959 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus loignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 9 juillet 1958, à 8 heures du soir, au bureau du secrétaire-trésorier, 40 rue

the purchase of an issue of \$220,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne, dated August 1st, 1958, and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year.

The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 12, 1958 — construction of an elementary school of eight classes with residence.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from August 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

| Year | Capital |
|------------------|--------------|
| August 1st, 1959 | x\$38,000.00 |
| August 1st, 1960 | x 40,000.00 |
| August 1st, 1961 | x 42,000.00 |
| August 1st, 1962 | 4,000.00 |
| August 1st, 1963 | 4,000.00 |
| August 1st, 1964 | 4,500.00 |
| August 1st, 1965 | 4,500.00 |
| August 1st, 1966 | 4,500.00 |
| August 1st, 1967 | 5,000.00 |
| August 1st, 1968 | 5,000.00 |
| August 1st, 1969 | 5,500.00 |
| August 1st, 1970 | 5,500.00 |
| August 1st, 1971 | 6,000.00 |
| August 1st, 1972 | 6,500.00 |
| August 1st, 1973 | 6,500.00 |
| August 1st, 1974 | 7,000.00 |
| August 1st, 1975 | 7,500.00 |
| August 1st, 1976 | 7,500.00 |
| August 1st, 1977 | 8,000.00 |
| August 1st, 1978 | 8,500.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$119,917.50 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$39,972.50 each, from 1959 to 1961 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before August 1st, 1968 inclusive; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners to be held on Wednesday, July 9, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the office of the Secretary-Treasurer, 40 Prin-

Principale, Ste-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Agathe-des-Monts, (Comté de Terrebonne), ce 17 juin 1958.

Le Secrétaire-tresorier,
LOUIS PELLERIN.

Adresse postale: 40 rue Principale, C. P. 300,
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P. Q.
Tél.: 64. 48048-0

Principale St., Ste-Agathe-des-Monts, county of Terrebonne.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Agathe-des-Monts, (County of Terrebonne), June 17, 1958.

LOUIS PELLERIN,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 40 Principal Street, P.O.B. 300,
Ste-Agathe-des-Monts, (Terrebonne), P. Q.
Tel.: 64. 48048

Province de Québec

CITÉ DE STE-FOY
(Comté de Québec)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jos. Morin, greffier, Hôtel de Ville, 200 Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 7 juillet 1958, pour l'achat de \$670,000.00 d'obligations de la cité de Ste-Foy, comté de Québec, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978, inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1959 à 1978 inclusivement, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos: V-163: \$30,500.00 — aqueduc et égouts; V-189: \$16,000.00 — chaînes de rues; V-202: \$4,200.00 — travaux d'aqueduc; V-221: \$33,300.00 — chaînes de rues; V-232: \$48,800.00 — aqueduc et égouts; V-242: \$120,000.00 — travaux d'égouts; V-243: \$24,000.00 — aqueduc et égouts; V-244: \$57,200.00 — aqueduc et égouts; V-250: \$63,000.00 — aqueduc et égouts; et V-260: \$273,000.00 — travaux de voirie, aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$670,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|---------------|-------------|
| 1er août 1959 | \$ 9,500.00 |
| 1er août 1960 | 9,500.00 |
| 1er août 1961 | 10,000.00 |
| 1er août 1962 | 10,000.00 |
| 1er août 1963 | 11,000.00 |
| 1er août 1964 | 12,500.00 |
| 1er août 1965 | 13,000.00 |
| 1er août 1966 | 14,000.00 |
| 1er août 1967 | 15,000.00 |
| 1er août 1968 | 15,500.00 |
| 1er août 1969 | 17,000.00 |
| 1er août 1970 | 17,500.00 |
| 1er août 1971 | 19,000.00 |
| 1er août 1972 | 20,000.00 |
| 1er août 1973 | 21,000.00 |
| 1er août 1974 | 22,000.00 |
| 1er août 1975 | 23,000.00 |
| 1er août 1976 | 23,500.00 |
| 1er août 1977 | 24,000.00 |
| 1er août 1978 | 363,000.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Foy.

Province of Quebec

CITY OF STE-FOY
(County of Quebec)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jos. Morin, City clerk, 200 Church Road, Ste-Foy, county of Quebec, until 8.00 o'clock p.m., Monday, July 7, 1958 for the purchase of an issue of \$670,000.00 of bonds of the city of Ste-Foy, county of Quebec, dated August 1st, 1958, and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% for the maturities from 1959 to 1968 inclusive, not less than 4½% for the maturities from 1969 to 1978 inclusive and not more than 5% for the maturities from 1959 to 1978 inclusive, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan by-laws Nos V-163: \$30,500.00 — aqueduc and sewers; V-189: \$16,000.00 — street curbs; V-202: \$4,200.00 — work on aqueduct; V-221: \$33,300.00 — street curbs; V-232: \$48,800.00 — aqueduct and sewers; V-242: \$120,000.00 — work on sewers; V-243: \$24,000.00 aqueduct and sewers; V-244: \$57,200.00 — aqueduct and sewers; V-250: \$63,000.00 — aqueduct and sewers; and V-260: \$273,000.00 — work on roads, aqueduct and sewers.

For purposes of redemption only, interest shall be calculated as from August 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — \$670,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|------------------|-------------|
| August 1st, 1959 | \$ 9,500.00 |
| August 1st, 1960 | 9,500.00 |
| August 1st, 1961 | 10,000.00 |
| August 1st, 1962 | 10,000.00 |
| August 1st, 1963 | 11,000.00 |
| August 1st, 1964 | 12,500.00 |
| August 1st, 1965 | 13,000.00 |
| August 1st, 1966 | 14,000.00 |
| August 1st, 1967 | 15,000.00 |
| August 1st, 1968 | 15,500.00 |
| August 1st, 1969 | 17,000.00 |
| August 1st, 1970 | 17,500.00 |
| August 1st, 1971 | 19,000.00 |
| August 1st, 1972 | 20,000.00 |
| August 1st, 1973 | 21,000.00 |
| August 1st, 1974 | 22,000.00 |
| August 1st, 1975 | 23,000.00 |
| August 1st, 1976 | 23,500.00 |
| August 1st, 1977 | 24,000.00 |
| August 1st, 1978 | 363,000.00 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Ste-Foy.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 7 juillet 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 200 Route de l'Église, Ste-Foy, comté de Québec.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Foy, (Comté de Québec), ce 16 juin 1958.

Le Greffier,
JOS. MORIN.

Hôtel de Ville,
200 Route de l'Église,
Ste-Foy, P.Q.
Téléphone: OLYMPIA 3-5211. 48049-0

Province de Québec

VILLE DE BOURLAMAQUE
(Comté d'Abitibi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, J.-A. Leblanc, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Bourlamaque, comté d'Abitibi, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 10 juillet 1958, pour l'achat de \$150,000.00 d'obligations de la ville de Bourlamaque, comté d'Abitibi, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le Taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 84 — divers travaux municipaux et achat d'équipement départemental.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$150,000.00 — 15 ans

| Année | Capital |
|--------------------|-------------|
| 1er juin 1959..... | \$ 5,000.00 |
| 1er juin 1960..... | 5,000.00 |
| 1er juin 1961..... | 5,000.00 |
| 1er juin 1962..... | 5,000.00 |
| 1er juin 1963..... | 5,000.00 |
| 1er juin 1964..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1965..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1966..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1967..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1968..... | 10,000.00 |
| 1er juin 1969..... | 15,000.00 |
| 1er juin 1970..... | 15,000.00 |
| 1er juin 1971..... | 15,000.00 |
| 1er juin 1972..... | 15,000.00 |
| 1er juin 1973..... | 15,000.00 |

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before August 1st, 1968 inclusive; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, July 7, 1958 at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 200 Church Road, Ste-Foy, county of Quebec.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Foy, (County of Quebec), June 16, 1958.

JOS. MORIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
200, Church Road,
Ste-Foy, P.Q.
Telephone: OLYMPIA 3-5211. 40849

Province of Quebec

TOWN OF BOURLAMAQUE
(County of Abitibi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-A. Leblanc, Secretary-Treasurer, Town Hall, Bourlamaque, county of Abitibi, until 8.00 o'clock p.m., Thursday, July 10, 1958 for the purchase of an issue of \$150,000.00 of bonds of the town of Bourlamaque, county of Abitibi, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 84 — various municipal works and departmental equipment.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from August 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$150,000.00 — 15 years

| Year | Capital |
|---------------------|-------------|
| June 1st, 1959..... | \$ 5,000.00 |
| June 1st, 1960..... | 5,000.00 |
| June 1st, 1961..... | 5,000.00 |
| June 1st, 1962..... | 5,000.00 |
| June 1st, 1963..... | 5,000.00 |
| June 1st, 1964..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1965..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1966..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1967..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1968..... | 10,000.00 |
| June 1st, 1969..... | 15,000.00 |
| June 1st, 1970..... | 15,000.00 |
| June 1st, 1971..... | 15,000.00 |
| June 1st, 1972..... | 15,000.00 |
| June 1st, 1973..... | 15,000.00 |

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 10 juillet 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Bourlamaque, comté d'Abitibi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bourlamaque, (Comté d'Abitibi), ce 17 juin 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. LEBLANC.

Adresse postale: C.P. 520,
Hôtel de Ville, Bourlamaque,
(Comté d'Abitibi), P.Q.
Téléphone: 4-2323.

48050-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH-DE-COLERAINE (Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jos. Proulx, secrétaire-trésorier, St-Joseph-de-Coleraine, comté de Mégantic, jusqu'à 1.00 heure de l'après-midi, dimanche, le 6 juillet 1958, pour l'achat de \$235,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Joseph-de-Coleraine, comté de Mégantic, datées du 1er août 1958 et remboursables par séries du 1er août 1959 au 1er août 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 12 mai 1958 — construction de l'école Ste-Bernadette avec résidence.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$235,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|--------------------|--------------|
| 1er août 1959..... | x\$22,500.00 |
| 1er août 1960..... | x 23,500.00 |
| 1er août 1961..... | x 25,000.00 |
| 1er août 1962..... | x 26,000.00 |
| 1er août 1963..... | x 27,500.00 |
| 1er août 1964..... | 5,000.00 |
| 1er août 1965..... | 5,500.00 |

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Bourlamaque, county of Abitibi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before June 1st, 1966 inclusive; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, July 10, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Bourlamaque, county of Abitibi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bourlamaque, (County of Abitibi), June 17, 1958.

J.-A. LEBLANC,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 520,
Town Hall, Bourlamaque,
(County of Abitibi), P.Q.
Telephone: 4-2323.

48050

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH-DE-COLERAINE (County of Mégantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Jos. Proulx, Secretary-Treasurer, St-Joseph de Coleraine, county of Mégantic, until 1.00 o'clock p.m. Sunday, July 6, 1958, for the purchase of an issue of \$235,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Joseph-de-Coleraine, county of Mégantic, dated August 1st, 1958 and redeemable serially from August 1st, 1959 to August 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 12, 1958 — construction of the Ste-Bernadette School, with residence.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from August 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$235,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|-----------------------|--------------|
| August 1st, 1959..... | x\$22,500.00 |
| August 1st, 1960..... | x 23,500.00 |
| August 1st, 1961..... | x 25,000.00 |
| August 1st, 1962..... | x 26,000.00 |
| August 1st, 1963..... | x 27,500.00 |
| August 1st, 1964..... | 5,000.00 |
| August 1st, 1965..... | 5,500.00 |

| | | | |
|--------------------|-----------|-----------------------|-----------|
| 1er août 1966..... | 5,500.00 | August 1st, 1966..... | 5,500.00 |
| 1er août 1967..... | 6,000.00 | August 1st, 1967..... | 6,000.00 |
| 1er août 1968..... | 6,500.00 | August 1st, 1968..... | 6,500.00 |
| 1er août 1969..... | 6,500.00 | August 1st, 1969..... | 6,500.00 |
| 1er août 1970..... | 7,000.00 | August 1st, 1970..... | 7,000.00 |
| 1er août 1971..... | 7,000.00 | August 1st, 1971..... | 7,000.00 |
| 1er août 1972..... | 7,500.00 | August 1st, 1972..... | 7,500.00 |
| 1er août 1973..... | 8,000.00 | August 1st, 1973..... | 8,000.00 |
| 1er août 1974..... | 8,500.00 | August 1st, 1974..... | 8,500.00 |
| 1er août 1975..... | 9,000.00 | August 1st, 1975..... | 9,000.00 |
| 1er août 1976..... | 9,000.00 | August 1st, 1976..... | 9,000.00 |
| 1er août 1977..... | 9,500.00 | August 1st, 1977..... | 9,500.00 |
| 1er août 1978..... | 10,000.00 | August 1st, 1978..... | 10,000.00 |

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$118,500.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements de \$23,700.00 chacun, de 1959 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Coleraine, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche, le 6 juillet 1958, à 1.00 heure de l'après-midi, in la salle du collège, Coleraine, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-de-Coleraine, (Comté de Mégantic), ce 17 juin 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
JOS. PROULX.

St-Joseph-de-Coleraine,
(Mégantic), P. Q.
Tél.: 2601 sonnez 3.

48051-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE PAPINEAUVILLE
(Comté de Papineau)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endorsed "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ulric Villeneuve, secrétaire-trésorier, Papineauville, comté de Papineau, jusqu'à 11 h. 30 du matin, dimanche, le 6 juillet 1958, pour l'achat de \$96,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Papineauville, comté de Papineau, datées du 1er juillet 1958 et remboursables par séries du 1er juillet 1959 au 1er juillet 1978 inclusivement, avec intérêt à un

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$118,500.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$23,700.00 each, from 1959 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest of any, by certified cheque payable at par at Coleraine, county of Megantic.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before August 1st, 1968 inclusive; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Commissioners to be held on Sunday, July 6th, 1958, at 1.00 o'clock p.m., at the College Hall, Coleraine, county of Megantic.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph-de-Coleraine, (County of Megantic), June 17, 1958.

JOSEPH PROULX,
Secretary-Treasurer.

St-Joseph-de-Coleraine,
(Megantic), P. Q.
Tel.: 2601 ring 3.

48051

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF PAPINEAUVILLE
(County of Papineau)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ulric Villeneuve, Secretary-Treasurer, Papineauville, county of Papineau, until 11.30 o'clock a.m., Sunday, July 6, 1958, for the purchase of an issue of \$96,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Papineauville, county of Papineau, dated July 1st, 1958, and redeemable serially from July 1st, 1959 to July 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than

taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 2 mai 1958, telle que modifiée — construction d'une école de huit classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$96,000.00 — 20 ans

| Année | Capital |
|-----------------------|--------------|
| 1er juillet 1959..... | x\$39,000.00 |
| 1er juillet 1960..... | 2,000.00 |
| 1er juillet 1961..... | 2,000.00 |
| 1er juillet 1962..... | 2,000.00 |
| 1er juillet 1963..... | 2,000.00 |
| 1er juillet 1964..... | 2,500.00 |
| 1er juillet 1965..... | 2,500.00 |
| 1er juillet 1966..... | 2,500.00 |
| 1er juillet 1967..... | 2,500.00 |
| 1er juillet 1968..... | 2,500.00 |
| 1er juillet 1969..... | 3,000.00 |
| 1er juillet 1970..... | 3,000.00 |
| 1er juillet 1971..... | 3,000.00 |
| 1er juillet 1972..... | 3,500.00 |
| 1er juillet 1973..... | 3,500.00 |
| 1er juillet 1974..... | 3,500.00 |
| 1er juillet 1975..... | 4,000.00 |
| 1er juillet 1976..... | 4,000.00 |
| 1er juillet 1977..... | 4,500.00 |
| 1er juillet 1978..... | 4,500.00 |

4% nor more than 5% per annum, payables annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 2, 1958, as amended — construction of a school of eight classrooms.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from August 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$96,000.00 — 20 years

| Year | Capital |
|---------------------|--------------|
| July 1st, 1959..... | x\$39,000.00 |
| July 1st, 1960..... | 2,000.00 |
| July 1st, 1961..... | 2,000.00 |
| July 1st, 1962..... | 2,000.00 |
| July 1st, 1963..... | 2,000.00 |
| July 1st, 1964..... | 2,500.00 |
| July 1st, 1965..... | 2,500.00 |
| July 1st, 1966..... | 2,500.00 |
| July 1st, 1967..... | 2,500.00 |
| July 1st, 1968..... | 2,500.00 |
| July 1st, 1969..... | 3,000.00 |
| July 1st, 1970..... | 3,000.00 |
| July 1st, 1971..... | 3,000.00 |
| July 1st, 1972..... | 3,500.00 |
| July 1st, 1973..... | 3,500.00 |
| July 1st, 1974..... | 3,500.00 |
| July 1st, 1975..... | 4,000.00 |
| July 1st, 1976..... | 4,000.00 |
| July 1st, 1977..... | 4,500.00 |
| July 1st, 1978..... | 4,500.00 |

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi au montant de \$39,156.95, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1959, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Papineauville, comté de Papineau.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt dans les provinces de Québec et d'Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue dimanche matin, le 6 juillet 1958, à 11 heures 30, au bureau du secrétaire-trésorier, Papineauville, comté de Papineau.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Papineauville, (Comté de Papineau), ce 18 juin 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
ULRIC VILLENEUVE.

Adresse postale: Papineauville, C. P. 63.

(Papineau), P. Q.

Tél.: 24.

48057-0

The letter "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$39,156.95 granted by the Provincial Secretary and payable in 1959, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Papineauville, county of Papineau.

Capital and interest are payable at all the branches of the bank mentioned in the loan procedures in the provinces of Quebec and Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before July 1st, 1968 inclusive; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Sunday morning, July 6, 1958, at 11.30 o'clock, at the office of the Secretary-Treasurer, Papineauville, county of Papineau.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Papineauville (County of Papineau), June 18, 1958.

ULRIC VILLENEUVE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: Papineauville, P. O. B. 63,

(Papineau), P. Q.

Tel.: 24.

48057

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi
 Cour Supérieure, { SEIBERLING RUBBER
 N° 10,948. { CO. OF CANADA LTD.,
 corporation commercia-
 le ayant une place d'affaires à Toronto, province
 d'Ontario, saisissant vs DONAT LAVALLÉE,
 garagiste à Malartic, district d'Abitibi, et faisant
 affaires sous la raison sociale de "Lavallée Auto-
 mobile Enrg.", saisi.

Province of Quebec — District of Abitibi
 Superior Court, { SEIBERLING RUBBER
 No. 10,948. { CO. OF CANADA LTD.,
 commercial corporation hav-
 ing a place of business at Toronto, Province of
 Ontario, Seizing Creditor, vs DONAT LAVAL-
 LÉE, garage-keeper at Malartic, district of
 Abitibi, and carrying on business under the style
 and name of "Lavallée Automobile Enrg.",
 Seized.

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant la
 partie sud du lot numéro 257 du bloc 34 du Ca-
 dastre officiel pour la ville de Val d'Or, canton
 Bourlamaque;

L'immeuble connu et désigné comme étant la
 partie sud du lot 258 du bloc 34 du Cadastre offi-
 ciel pour la ville de Val d'Or, canton Bourlama-
 que;

L'immeuble connu et désigné comme étant la
 partie nord du lot 257 du bloc 34 du cadastre
 officiel pour la ville de Val d'Or, canton Bourla-
 maque;

Le tout avec bâtisses dessus construites, cir-
 constances et dépendances;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
 de St-Sauveur de Val d'Or, le DEUXIÈME
 jour de JUILLET 1958 à DEUX heures de
 l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,
 Bureau du Shérif, J. A. GAUTHIER.
 Amos, 26 mai 1958. 47859-22-2-0

NOTICE OF SALE

The immoveable known and designated as
 being the south part of lot 257 of block 34 of the
 official cadastre for the town of Val d'Or, Bourla-
 maque township;

The immoveable known and designated as
 being the south part of lot 258 of block 34 of the
 official cadaster for the town of Val d'Or, Bourla-
 maque township;

The immoveable known and designated as
 being the north part of lot 257 of block 34 of the
 official cadaster for the town of Val d'Or, Bourla-
 maque township;

The whole with buildings thereon erected, cir-
 cumstances and dependencies;

To be sold at the parochial church door of
 St-Sauveur de Val d'Or, on the SECOND day
 of JULY 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,
 Sheriff's Office, Sheriff of Abitibi.
 Amos, May 26, 1958. 47859-22-2-0

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure, { DYNÔ FLAME (QUE-
 Montréal, { BEC) INC., demande-
 N° 442800. { resse; vs RENÉ FUCHS, de
 Châteauguay, district de
 Beauharnois, ALEXANDER KOPEL et EL-
 FRIEDE LAUFER, des cité et district de Mont-
 réal, exerçant autrefois un commerce ensemble à
 Ville Lasalle, district de Montréal sous les nom
 et raison sociale de C.F.L. GENERAL CON-
 TRACTORS REG'D, défendeurs.

A savoir: 1° Un emplacement connu et désigné
 comme étant une partie du lot originaire numéro
 cent quarante et un aux plan et livre de renvoi
 officiels de la paroisse de St-Joachim de Château-
 guay, les contours duquel sont désignés par une
 ligne parallèle imaginaire située à trente-trois
 pieds de la ligne séparative entre la partie du
 lot originaire N° 141 appartenant à South Shore
 Gardens Ltée et une partie du lot originaire N°
 141 appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou repré-
 sentants, à un point marqué "A" situé à une dis-
 tance de cent vingt-sept pieds et trois dixièmes
 à l'ouest du lot de subdivision numéro un dudit
 lot originaire numéro cent quarante et un
 (141-1), mesurant la longueur de ladite ligne ima-
 ginaire, c'est-à-dire mesurée vers le sud sur une
 distance de soixante-quinze pieds jusqu'à un
 point marqué "B", de là, de ce point marqué "B"
 à angles droits elle va en ligne droite sur une

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court, { DYNÔ FLAME (QUE-
 Montreal, { BEC) INC. plaintiff; vs
 No. 442800. { RENÉ FUCHS, of Château-
 guay, district of Beauharnois;
 ALEXANDER KOPEL and ELFRIEDE LAU-
 FER, of the city and district of Montreal, for-
 merly carrying on business together in ville
 Lasalle, district of Montreal, under the firm
 name and style of C.F.L. GENERAL CON-
 TRACTORS REG'D, defendants.

To wit: 1. An emplacement known and desig-
 nated as being part of original lot number one hun-
 dred and forty-one, on the official plan and book
 of reference, of the parish of St. Joachim de Châ-
 teauguay of which the contours are designated
 by an imaginary parallel line, situated thirty-
 three feet from the line of division between the
 part of the original lot No. 141, belonging to
 South Shore Gardens Ltée., and part of the origi-
 nal lot No. 141, belonging to Jean-Louis Lefebvre,
 or representatives, at a point marked "A", situat-
 ed at a distance of one hundred and twenty-
 seven feet, and three-tenths of a foot to the
 west of the subdivision lot number one of the
 said original lot number one hundred and forty-
 one (141-1), measuring the length of the said
 imaginary, that is measuring towards the south
 of a distance of seventy-five feet up to a point
 marked "B", thence from this point marked "B"

distance de cent quarante-quatre pieds et deux pouces jusqu'à un point marqué "C", et de ce point "C" à angles droits elle va en ligne droite vers le nord jusqu'à un point marqué "D", elle va vers l'ouest suivant ladite limite sud du chemin projeté jusqu'à un point marqué "A" en premier lieu, ledit point marqué "A" est situé à trente-cinq pieds au sud de la ligne séparative du lot originaire N° 141 appartenant à South Shore Gardens Ltée et entre la partie dudit lot originaire N° 141 appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou ses représentants. Avec la bâtisse dessus érigée.

2° Un emplacement connu et désigné comme une partie du lot originaire numéro cent quarante et un, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, les limites duquel sont désignées par une ligne allant, d'un point marqué "A", située à l'intersection sud-est de la route provinciale N° 4 et une rue projetée située entre lesdites parties du lot originaire N° 141 appartenant à South Shore Gardens Ltée et à Jean-Louis Lefebvre ou représentants, de là elle va vers le sud parallèle à ladite route provinciale N° 4 sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds jusqu'à un point marqué "B"; de ce point "B" elle va vers l'est en ligne droite parallèle à ladite ligne séparative entre la propriété appartenant à South Shore Gardens Ltée et celle appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou représentants sur une distance de quatre-vingt-sept pieds et six pouces, jusqu'à un point marqué "C"; ce de point "C", elle tourne à angles droits et va directement vers le nord sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds jusqu'à un point marqué "D" situé sur le côté sud de ladite rue projetée de ce point "D", elle va à angles droits vers l'ouest et parcourt directement la longueur de ladite rue projetée jusqu'au point marqué "A" en premier lieu. Avec la bâtisse dessus érigée.

3° Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent quarante-et un, aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, les limites duquel sont désignées par les lignes suivantes partant d'un point marqué "A", situées à la longueur de ladite rue projetée et à un point soixante-six pieds de la ligne séparative entre la propriété appartenant à South Shore Gardens Ltée et celle appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou représentants, elle va directement et perpendiculairement jusqu'à ladite rue projetée sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds jusqu'à un point marqué "B", de ce point "B" elle va à angles droits directement vers l'est sur une distance de cinquante et un pieds et deux pouces jusqu'à un point marqué "C", elle va à angles droits directement vers le nord jusqu'à un point marqué "D" situé sur le côté sud de ladite rue projetée et du point "D" elle va vers l'ouest et parcourt la longueur de ladite rue projetée jusqu'au point marqué "A" en premier lieu, le point "A" est situé à une distance de cent vingt et un pieds et huit dixièmes de ladite route provinciale N° 4.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St. Joachim de Châteauguay, district de Beauharnois, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ERNEST POIRIER.
Salaberry de Valleyfield, le 16ième de juin,
1958. 48033-25-2
[Première insertion le 21 juin 1958]

at right angles it runs in a direct line for a distance of one hundred and forty-four feet and two inches to a point marked "C"; and from this point "C" at right angles it runs in a direct line to the north up to a point marked "D", it runs to the west following the said south limit of the projected road up to a point originally marked "A", the said point marked "A", is situated at thirty-five feet to the south of the line of division on the original lot No. 141, belonging to South Shore Gardens Ltée., and between the part of the said original lot No. 141, belonging to Jean-Louis Lefebvre or his representatives. With the building thereon erected.

2. An emplacement known and designated as being part of the original lot number one hundred and forty-one, on the official plan and book of reference of the parish of St-Joachim de Châteauguay, of which the limits are designated by a line proceeding from a point marked "A", situated at the south-east intersection of Provincial Route No. 4, and a projected street, situated between the said parts of the original lot No. 141, belonging to South Shore Gardens Ltée., and Jean-Louis Lefebvre or representatives, from there it runs towards the south parallel to the said Provincial Route No. 4, for a distance of eighty-four feet, to a point marked "B"; from this point "B" it runs to the east in a direct line parallel to the said line of division between the property belonging to South Shore Gardens Ltée., and the property belonging to Jean-Louis Lefebvre, or representatives, for a distance of eighty-seven feet and six inches, up to a point marked "C"; from this point "C", it turns at right angles and runs directly towards the north, for a distance of eighty-four feet to a point marked "D", situated on the south side of the said projected street; from this point "D", it runs at right angles to the west, and runs directly for the length of the said projected street up to the point of origin marked "A". With the building thereon erected.

3. An emplacement known and designated as being part of original lot number one hundred and forty-one, on the official plan and book of reference of the parish of St-Joachim de Châteauguay, of which the limits are designated by the following lines beginning from a point marked "A", situated at the length of the said projected street and at a point, sixty-six feet from the line of division, between the property belonging to South Shore Gardens Ltée., and the property belonging to Jean-Louis Lefebvre or his representatives, it runs directly and perpendicularly to the said projected street for a distance of eighty-four feet up to a point marked "B", from this point "B", it runs at right angles directly to the east for a distance of fifty-one feet and two inches up to a point marked "C", at right angles it runs directly to the north, just to a point marked "D", situated on the south side of the said projected street, and from the point "D", it runs to the west, and run the length of the said projected street to the point of origin marked "A", the point "A", is situated at a distance of one hundred and twenty-one feet and eight-tenths of a foot from said Provincial Route No. 4.

To be sold at the parochial church door of St. Joachim de Châteauguay, district of Beauharnois, on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, June 16,
1958. 48033-25-2-0
[First insertion: June 21, 1958]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, Gaspé, N° 5444. { **GASPÉ AUTOMOBILE GINC.**, Gaspé, comté de Gaspé, demandeur; contre **JEAN-BAPTISTE DES-**

CHÈNES, de St-Joachim de Tourelle, comté de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:
Un immeuble situé sur une partie du lot 8, rang un, canton Tourelle, d'une grandeur d'environ ¼ acre, borné au nord par le Chemin Royal, à l'est par la propriété de Sieur Jos.-D. Levesque et Omer St-Laurent Moïse et à l'ouest par Omer St-Laurent Moïse.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Joachim de Tourelle, **MERCREDI**, le **DEUXIÈME** jour de **JUILLET** 1958, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Percé, P. Q., 26 mai, 1958. Le Shérif, J. F. MEAGHER. 47894-22-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, Gaspé, No. 5444. { **GASPÉ AUTOMOBILE GINC.**, of Gaspé, county of Gaspé, plaintiff; against **JEAN-BAPTISTE DES-**

CHÈNES, of St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé, defendant.

The property for sale is the following:
An immoveable situated on a part of lot 8, range one, Tourelle township, in size, a proximately ¼ of an acre, bounded on the north by the Royal Road, on the east, by the property of Mr. Jos.-D. Levesque and Omer St-Laurent Moïse and on the west, by Omer St-Laurent Moïse.

To be sold at the door of the church of St-Joachim de Tourelle, **WEDNESDAY**, the **SECOND** day of **JULY**, 1958, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Percé, P. Q., May 26, 1958. J. F. MEAGHER, Sheriff. 47894-22-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, N° 22468. { **LA VILLE DE BERTHIERVILLE**, corps

doué de la personnalité, civile et politique, et ayant sa principale place d'affaires à Berthierville, district de Joliette, demanderesse vs **ROSARIO SAUVAGEAU**, de Berthierville, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
"Lot: 346, borné au nord par la limite de la ville de Berthierville; au sud-ouest, par le lot N° 345; au sud-est, par la rue Lévis; au nord-est, par le lot N° 347, mesurant 45 pieds de front de profondeur, contenant 9695 pieds en superficie, avec bâtisses sur icelui érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de Berthierville, le **MERCREDI**, **VINGT-TROISIÈME** jour du mois de **JUILLET** 1958, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Joliette, ce 18 juin 1958. Le Shérif de Joliette, ROLAND PERRAULT. 48059-25-2-o

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Magistrate's Court, No. 22468. { **THE TOWN OF BERTHIERVILLE**, body

corporate and politic and having its head office at Berthierville, district of Joliette, plaintiff; vs **ROSARIO SAUVAGEAU**, of Berthierville, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:
"Lot: 346, bounded on the north by the limits of the town of Berthierville; on the southwest, by lot No. 345; on the southeast, by Levis Street; on the northeast, by lot No. 347, measuring 45 feet in front in depth, containing 9695 feet in area, with builings thereon erected."

To be sold at the church door of the town of Berthierville, on **WEDNESDAY** the **TWENTY-THIRD** day of **JULY**, 1958, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Joliette, June 18, 1958. ROLAND PERRAULT, Sheriff of Joliette. 48059-25-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7613. { **M. RAYNALD CARON**,

garagiste, Notre-Dame du Rosaire, comté de Montmagny, demandeur, vs **M. RÉAL DENAULT**, Ste-Apolline, comté de Montmagny, défendeur.

"Une maison située sur le lot connu sous le numéro 33 du rang 1 du canton Talon, terrain appartenant à Albert Guillemette de Ste-Apolline".

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Apolline, comté de Montmagny, **JEUDI**, le **VINGT-QUATRIÈME** jour de **JUILLET** 1958, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Montmagny, le 17 juin 1958. Le Shérif, CHS. OMER BERNIER. 48060-25-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 7613. { **MR. RAYNALD CARON**,

garage-keeper, Notre-Dame du Rosaire, county of Montmagny, plaintiff; vs **MR. RÉAL DENAULT**, Ste-Apolline, county of Montmagny, defendant.

A house situated on the lot known under number 33 of range 1 of the township of Talon, lot of land belonging to Albert Guillemette of Ste-Apolline".

To be sold at the church door of Ste-Apolline, county of Montmagny, **THURSDAY**, the **TWENTY-FOURTH** day of **JULY**, 1958, at **THREE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Montmagny, June 17, 1958. CHS. OMER BERNIER, Sheriff. 48060-25-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **A** **R** **C** **I** **D** **A** **S** **L** **O** **R** **T** **I** **E** **E** **T**
 N° 399565. { **A** **L**, demandeurs, vs
P **H** **I** **L** **I** **P** **P** **E** **P** **O** **I** **R** **I** **E** **R** **E** **T**
A **L**, défendeur.

Comme appartenant auxdits défendeurs:

Une terre située partie dans la paroisse Ste-Justine de Newton, et partie dans la paroisse Ste-Marthe, dans le comté de Vaudreuil et composé:

1° Du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Justine de Newton, sous le numéro deux cent soixante et un (261), de la contenance de soixante-trois arpents et trente centièmes (63.30) en superficie, le tout plus au moins et ayant front sur le chemin public.

2° Et un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (P. 155) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Justine de Newton, de figure irrégulière, borné au nord-est par la ligne de division entre les paroisses de Ste-Justine de Newton et de Ste-Marthe, au nord-ouest par une montée; au sud-est par le lot cent cinquante-six (156) et au sud-ouest par un cours d'eau verbalisé.

3° Un autre terrain connu et désigné comme étant les lots un et deux (1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Marthe, lesdits lots ayant front aussi sur le chemin public.

Le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Justine de Newton, comté de Vaudreuil, le VINGT-SIX JUILLET 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif.

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
 Montréal, 13 juin 1958, 48034-25-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **A** **R** **C** **I** **D** **A** **S** **L** **O** **R** **T** **I** **E** **E** **T**
 No. 399565. { **A** **L**, plaintiffs, vs
P **H** **I** **L** **I** **P** **P** **E** **P** **O** **I** **R** **I** **E** **R** **E** **T**
A **L**, defendants.

As belonging to the said defendants:

A farm situated partly in the parish of Ste-Justine of Newton, and partly in the parish of Ste-Marthe in the county of Vaudreuil and composed:

1. Of lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Justine of Newton under number two hundred and sixty-one (261) containing sixty-three arpents and thirty-one/hundredths of an arpent (63.30) in area, the whole more or less and having frontage on the public highway.

2. And a lot of land known and designated as forming part of lot number one hundred and fifty-five (P. 155) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Justine of Newton, of irregular figure, bounded on the northeast by the dividing line between the parishes of Ste-Justine of Newton and of Ste-Marthe, on the northwest by a slope and on the southeast by lot one hundred and fifty-six (156) and on the southwest by a stream duly mentioned in the minutes.

3. Another lot of land known and designated as being lots one and two (1 and 2) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Marthe, the said lots having frontage also on the public highway.

The whole forming but one and only concern.

To be sold "in block", at the parochial church door of the parish of Ste-Justine of Newton, county of Vaudreuil, on JULY TWENTY-SIXTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Montreal, June 13, 1958. 48034-25-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **B** **E** **R** **T** **H** **E** **H** **U** **O** **T**,
 N° 440623. { **B** **E** **R** **T** **H** **E** **H** **U** **O** **T**,
 demanderesse; vs **G** **E** **R** **A** **R** **D** **M** **E** **N** **A** **R** **D**, défendeur.

Un emplacement formé des parties de lots ci-après décrites:

1° Un emplacement situé au village du canton de Chambly, du côté sud de la rue Bourgogne et faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix (N° 90) au plan et livre de renvoi officiels du canton de Chambly et borné comme suit:

a) En front par la rue Bourgogne et mesurant 26 pieds et plus ou moins dans cette ligne;

b) En arrière par une rue projetée étant la rue Galipeau et mesurant 90 pieds dans cette ligne, sauf et à distraire un lot de 45 pieds par 85 pieds environ, cette partie réservée aura front sur la rue Galipeau et longera le passage ci-dessus décrit;

c) D'un autre côté par le résidu dudit lot numéro quatre-vingt-dix appartenant à M. Aquilas Ménard;

d) D'un autre côté par le terrain de dame veuve Joseph Janelle étant une partie du lot numéro quatre-vingt-onze du même cadastre.

2° Un emplacement formant partie du lot de terrain connu et désigné sous le numéro quatre-

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **B** **E** **R** **T** **H** **E** **H** **U** **O** **T**,
 No. 440623. { **B** **E** **R** **T** **H** **E** **H** **U** **O** **T**,
 plaintiff, vs **G** **E** **R** **A** **R** **D** **M** **E** **N** **A** **R** **D**, defendant.

An emplacement formed of the part of the lots hereinafter described:

1. An emplacement situated in the village of the township of Chambly, on the south side of Bourgogne Street and forming part of lot number ninety (No. 90) on the official plan and in the book of reference for the township of Chambly and bounded as follows:

a) In front by Bourgogne Street and measuring 26 feet and more or less in this line;

b) In rear, by a projected street being Galipeau Street and measuring 90 feet in this line, save to withdraw a lot of 45 feet by 85 feet approximately this reserved part will have frontage on Galipeau Street and will run along the passage inabove described;

c) On one side by the residue of the said lot number ninety belonging to Mr. Aquilas Ménard;

d) On one side by the land of Dame widow Joseph Janelle being another part of lot number ninety-one of the same cadaster.

2. An emplacement forming part of lot of land known and designated under number ninety-

vingt-onze (No. 91) sur le plan et au livre de renvoi officiel du village de canton Chambly, mesurant 14 pieds de front par 50 pieds dans la ligne nord-ouest par 48 pieds dans la ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Bourgogne du côté nord-ouest, par le lot numéro 90 et de l'autre côté par le résidu dudit lot No. 91 avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint Cœur de Marie, Chambly Canton, le VINGT-CINQ JUILLET 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE,
Montréal, 13 juin 1958. 48035-25-2-0

one (No. 91) on the official plan and in the book of reference of the village of the township of Chambly, measuring 14 feet, in front by 50 feet in the northwest line by 48 feet in the southeast line, English measure and more or less, bounded in front by Bourgogne Street on the northwest side, by lot number 90 and on the other side by the residue of the said lot No. 91 with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint Cœur de Marie, township of Chambly, on JULY TWENTY-FIFTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,
Sheriff's Office,
Montreal, June 13, 1958. 48035-25-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { PAULINE RIQUIER, au-
N° 90,967. } trefois de la paroisse de
{ St-Basile, comté de Portneuf,
et maintenant des cité et district des Trois-
Rivières, épouse séparée de biens de Hervé
Marcotte, cultivateur de la paroisse de St-
Basile, dans le comté de Portneuf, contre HER-
VÉ MARCOTTE, cultivateur de St-Basile dans
le comté de Portneuf, district de Québec.

"Une terre à bois située en la quatrième Concession, de la partie sud-ouest de la Seigneurie de Bourglouis, mesurant un arpent de largeur sur quinze arpents de profondeur, le tout, plus ou moins et borné comme suit: au nord à Léon Fillion ou représentants; au sud à Adjudor Frenette ou représentants; au nord-est à Alfred Gauthier et au nord-ouest à Alizée Leclerc; cette terre est connue et désignée comme étant la partie sud-ouest du lot numéro sept cent quarante-huit (P. 748) du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf, circonstances et dépendances."

"Une terre située en la paroisse de St-Raymond, contenant un arpent de largeur sur environ dix-huit arpents de profondeur, connue et désignée comme étant le lot numéro sept cent soixante (N° 760) du cadastre officiel de la paroisse de St-Raymond, comté de Portneuf, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Raymond, comté de Portneuf, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR J. R. GOBEIL,
Québec, le 28 mai 1958. 47891-22-2-0
[Première insertion: le 31 mai 1958.]
[Deuxième insertion: le 21 juin 1958.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { E. W. CARON & CIE
N° 89,471. } E. W. CARON & CIE
{ LTÉE, corporation lé-
galement constituée ayant sa
principale place d'affaires en les cité et district de
Montréal, contre PAUL CAUCHON, du lac
Beauport, district de Québec.

"Moitié indivise d'un terrain formant partie du lot numéro deux mille deux cent vingt-sept (Ptie 2227) du cadastre officiel de St-Pierre, en la cité de Québec, contenant vingt pieds et six pouces (20' 6") au nord sur la côte de la Montagne, onze pieds (11') au sud à la profondeur, vingt-quatre pieds (24') à l'est et vingt-trois pieds et un pouce (23' 1") à l'ouest, le tout plus ou moins et un contenant superficielle de trois cent quatre

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { PAULINE RIQUIER, for-
No. 90,967. } merly of the parish of
{ St. Basile, county of Port-
neuf, and presently of the city and district of
Trois-Rivières, wife separate as to property of
Hervé Marcotte, farmer of the parish of St.
Basile, in the county of Portneuf, versus HER-
VÉ MARCOTTE, farmer of St. Basile in the
county of Portneuf, district of Québec.

"A piece of timber land situated in Concession four, in the southwesterly part of the Bourglouis Seigniory, measuring one arpent in width by fifteen arpents in depth, all of which more or less, bounded as follows: northerly by Léon Fillion or representatives; southerly by Adjudor Frenette or representatives; northeasterly by Alfred Gauthier and northwesterly by Alizée Leclerc; this land is known and designated as being the southwesterly part of lot number seven hundred and forty-eight (P. 748) of the official cadastre of the parish of St. Raymond, county of Portneuf, circumstances and dependencies."

"A farm situated in the parish of St. Raymond, containing one arpent in width by some eighteen arpents in depth, known and designated as being lot number seven hundred and sixty (No. 760) of the official cadastre of the parish of St. Raymond, county of Portneuf, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the parochial church of St. Raymond, county of Portneuf, the FOURTH day of JULY next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office,
Quebec, May 28, 1958. 47891-22-2
[First insertion: May 31, 1958.]
[Second insertion: June 21, 1958.]

Fieri Facias

Quebec, to wit: { E. W. CARON & CIE
No. 89,471. } E. W. CARON & CIE
{ LTÉE, a legally in-
corporated corporation hav-
ing its head office in the city and district of
Montreal, against PAUL CAUCHON, of Lake
Beauport, district of Québec.

"The undivided half of a lot of land forming part of lot number two thousand two hundred and twenty-seven (Pt. 2227) of the official cadaster of St-Pierre, in the city of Québec, containing twenty feet and six inches (20' 6") on the north of Mountain Hill, eleven feet (11') on the south along the depth, twenty-four feet (24') on the east and twenty-three feet and one inch (23' 1") on the west, the whole more or less of an area

vingt-deux pieds (382'). Avec la maison dessus construire portant les numéros civiques 58 et 60, de la Côte de la Montagne, en la cité de Québec, circonstances et dépendances; tel que le tout est actuellement et dont l'acquéreur se déclare content pour l'avoir vu et examiné.

Pour être vendu à mon Bureau en la cité de Québec, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Québec, le 28 mai 1958. DR J. R. GOBEIL.
 47892-22-2-0
 [Première insertion: le 31 mai 1958.]
 [Deuxième insertion: le 21 juin 1958.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { E. W. CARON & CIE
 N° 89,471. { E. LTÉE, corporation lé-
 galement constituée ayant sa
 principale place d'affaires en les cité et district
 de Montréal, contre PAUL CAUCHON, du
 Lac Beauport, district de Québec.

1° Les lots deux cent deux et deux cent trois (202 et 203) du cadastre de la paroisse de St-Dunstan du Lac Beauport.

2° Un morceau de terrain, de figure irrégulière, formé de parties des lots deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept et deux cent vingt-huit (224, 225, 226, 227 et 228); du cadastre de St-Dunstan du Lac Beauport, comté de Québec, chaque partie des lots 224 et 228 (deux cent vingt-quatre et deux cent vingt-huit) mesurant trois arpents de largeur sur dix arpents de profondeur; chaque partie des lots 225, 226 et 227 (deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six et deux cent vingt-sept) mesurant trois arpents de largeur sur quinze arpents de profondeur; l'ensemble de ce morceau de terrain formé des susdites parties des lots 224, 225, 226, 227 et 228 (deux cent vingt-quatre, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six, deux cent vingt-sept et deux cent vingt-huit) se bornait comme suit: au nord par une partie du lot 224 (deux cent vingt-quatre), appartenant à Jacques Bourques, par une partie des lots 225, 226, et 227, deux cent vingt-cinq, deux cent vingt-six et deux cent vingt-sept, appartenant à William Hamilton, et enfin, par une partie du lot 228 (deux cent vingt-huit) appartenant à Brown Corporation; au sud par une grande ligne de concession, à l'ouest par le lot 223 (deux cent vingt-trois) et par une partie du lot 224 (deux cent vingt-quatre) appartenant à Jacques Bourques, et à l'est par le lot 229 (deux cent vingt-neuf) et une partie du lot 228 (deux cent vingt-huit) appartenant à Brown Corporation.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement à Québec, le QUATRIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Québec, le 28 mai 1958. DR J. R. GOBEIL.
 47893-22-2-0
 [Première insertion: le 31 mai 1958.]
 [Deuxième insertion: le 21 juin 1958.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { J. AUGUSTE LEVESQUE,
 N° 90,248. { J. COURTIER en assurances,
 domicilié et résidant à Qué-
 bec, district de Québec, contre HENRI SIMARD,

containing three hundred and eighty-two feet (382'). With the house thereon erected bearing civic numbers 58 and 60, on Mountain Hill, in the city of Quebec, circumstances and dependencies; as the whole presently stands and with which the purchaser declares himself satisfied for having seen and examined it.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the FOURTH day of the JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, 'DR J. R. GOBEIL,
 Québec, May 28, 1958. Sheriff.
 47892-22-2
 [First insertion: May 31, 1958]
 [Second insertion: June 21, 1958]

Fieri Facias

Québec, to wit: { E. W. CARON & CIE
 No. 89,471. { E. LTÉE, a legally in-
 corporated corporation hav-
 ing its head office in the city and district of
 Montreal, against PAUL CAUCHON, of Lake
 Beauport, district of Québec.

1. Lots two hundred and two and two hundred and three (202 and 203) of the cadaster for the parish of St-Dunstan of Lake Beauport.

2. A piece of land, of irregular figure, formed by parts of lots two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven and two hundred and twenty-eight (224, 225, 226, 227 and 228); of the cadaster of St-Dunstan of Lake Beauport, county of Québec, each part of lots 224 and 228 (two hundred and twenty-four and two hundred and twenty-eight) measuring three arpents in width by ten arpents in depth; each part of lots 225, 226 and 227 (two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six and two hundred and twenty-seven) measuring three arpents in width by fifteen arpents in depth; the whole of this piece of land formed of the abovesaid parts of lots 224, 225, 226, 227 and 228 (two hundred and twenty-four, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six, two hundred and twenty-seven and two hundred and twenty-eight) bounded as follows: on the north, by a part of lot two hundred and twenty-four (two hundred and twenty-four), belonging to Jacques Bourques, by a part of lots 225, 226 and 227, two hundred and twenty-five, two hundred and twenty-six and two hundred and twenty-seven) belonging to William Hamilton, and finally, by a part of lot 228 (two hundred and twenty-eight) belonging to Brown Corporation; on the south, by a large concession line, on the west, by lot 223 (two hundred and twenty-three) and by a part of lot 224 (two hundred and twenty-four) belonging to Jacques Bourques and on the east, by lot 229 (two hundred and twenty-nine) and a part of lot 228 (two hundred and twenty-eight) belonging to Brown Corporation.

To be sold at the Registry Office in Quebec, on the FOURTH day of JULY, next at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, DR J. R. GOBEIL,
 Québec, May 28, 1958. Sheriff.
 47893-22-2
 [First insertion: May 31, 1958.]
 [Second insertion: June 21, 1958]

Fieri Facias

Québec, to wit: { J. AUGUSTE LEVESQUE,
 No. 90,248. { J. insurance broker, dom-
 iciled and residing at Québec,
 district of Québec, against HENRI SIMARD,

domicilié et résidant à Québec, district de Québec et actuellement aux Passes Dangereuses.

"Un terrain ou emplacement situé au lieu appelé Château Bigot, fief Grand-Pré, mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur, du nord au sud, soit, sur le sens de la rue N° 893-84, sur quatre-vingt-dix-huit pieds et trois pouces (98' 3") de profondeur du côté sud-est, et une profondeur de quelques pouces de moins du côté nord-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, cet emplacement étant la demi-sud-est du lot numéro cent vingt-huit (N° 128) des subdivisions du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-treize (P. 893-128) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, borné vers le nord-est par la rue numéro 893-84, vers le nord-ouest par la demi nord-ouest dudit lot numéro 893-128, appartenant à Dame Dominique Poulin, vers le sud-ouest par le lot numéro sept cent soixante-trois (No 763), appartenant à M. Fleury, et vers le sud-est par le lot numéro 893-127, avec en plus pour l'acquéreur, ses héritiers ayants-cause ou représentants, le droit de passer en tout temps à pieds et en voiture dans les rues désignées sous les numéros vingt-et-un, quatre-vingt-quatre, soixante-sept, quatre-vingt-six et quatre-vingt-deux, des subdivisions du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize (Nos 893-21, 893-84, 893-67, 893-86, 893-82) dudit cadastre de Charlesbourg, pour communiquer dudit terrain au chemin public de Charlesbourg, et vice-versa, à la charge d'entretenir et réparer à leurs frais la rue située au nord-est du terrain vendu, soit, la rue numéro 893-84, pour la moitié de la largeur de la rue faisant front audit terrain, et ce, sur toute la largeur dudit terrain, le tout avec bâtisses dessus construites, et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR. J. R. GOBEIL.
Québec, le 18 juin 1958. 48061-25-2-o
[Première insertion, le 21 juin 1958]
[Deuxième insertion: le 12 juillet 1958]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 20,698. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, deman-
deresse; vs EDMOND DIONNE, cultivateur,
St-Damase, comté de Matapédia, district de
Rimouski, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Ste-Damase, connue et désignée comme étant les lots numéros seize-B, seize-C et seize-D (16-B, 16-C, et seize-D) du cadastre officiel pour le rang sept (7) du canton McNider, de la contenance de cent cinquante acres en superficie environ, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendue en bloc à la porte de l'église de la paroisse de St-Damase le QUATRIÈME jour de JUILLET 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 26 mai 1958. 47858-22-2-o

domiciled and residing at Quebec, district of Quebec and presently at "Passes Dangereuses".

"A lot of land or emplacement situated in the place called Château Bigot, fief Grand-Pré, measuring seventy-five feet (75') in width, from North to South, along street No. 893-84, on ninety-eight feet and three inches (98' 3") in depth on the southeast side, and a depth of a few inches less on the northwest side, the whole English measure, and more or less, this emplacement being the southeast-half of lot number one hundred and twenty-eight (No. 128) of the sub-divisions of the original lot number eight hundred and ninety-three (Pt. 893-128) of the official cadaster for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the northeast by street number 893-84, on the northwest by the northwest-half of the said lot number 893-128, belonging to Dame Dominique Poulin, on the southwest by lot number seven hundred and sixty-three (763), belonging to Mr. Fleury, and on the southeast, by lot number 893-127, with, moreover, for the purchaser, his legal heirs or representatives, the right to pass at all times on foot and by carriage in the streets designated under numbers twenty-one, eighty-four, sixty-seven, eighty-six, eighty-two, of the subdivisions of lot number eight hundred and ninety-three (Nos. 893-21, 893-84, 893-67, 893-86, 893-82) of the said cadaster of Charlesbourg, to communicate from the said lot of land to the public road of Charlesbourg, and vice-versa, liable to the charge of maintaining and repairing at their own expense, the street situated on the northeast of the land sold, i.e., street number 893-84, for half of the width of the street forming frontage with the said lot of land, and such, along the whole width of the said lot of land, the whole with buildings thereon erected and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, June 18, 1958. 48061-25-2
[First insertion: June 21, 1958]
[Second insertion: July 12, 1958]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 20,698. { CREDIT BUREAU,
body politic and corporate
having its head office in Quebec, plaintiff; vs
EDMOND DIONNE, farmer, St. Damase,
county of Matapédia, district of Rimouski,
defendant.

A farm situated in the parish of St. Damase, known and designated as being lots number sixteen-B, sixteen-C and sixteen-D (16-B, 16-C and sixteen-D) of the official cadastre for range seven (7) of the township of McNider containing some one hundred and fifty acres in area, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, all of which as it actually stands.

To be sold "en bloc" at the door of the church of the parish of St. Damase, the FOURTH day of JULY 1958 at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, May 26, 1958. 47858-22-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, N° 17921. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur; vs **ARTHUR ISABELLE**, de Ste-Cécile de Whitton, comté de Frontenac, district de St-François, défendeur.

Les lots de terre numéros quarante-un et quarante-deux, rang un nord-est (41 & 42 R. 1, N.E.) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Whitton, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Avec réserve en faveur de Ernest Audet, marchand, de Ste-Cécile; de toute la coupe de bois mou, sapin, épinette et cèdre de qualité commerciale, pour une période de deux ans, à compter du huit juillet mil neuf-cent quarante-six (8 juillet 1946) avec droit de campement, de piler le bois aux endroits jugés nécessaires, et tous autres droits inhérents à l'exploitation de la dite coupe de bois, qui en font partie ou qui en sont la suite.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Cécile de Whitton, le VINGT-TROIS JUILLET, mil neuf cent cinquante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée)

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **JOSEPH LABRECQUE**.

Sherbrooke, district de St.-François,

ce 14 juin 1958. 48036-25-2-o

[Première insertion, le 21 juin 1958]

TÉMISCAMINGUE

De Terris

Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, N° 1078. **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant; vs **MARCEL BÉGIN**, de Fabre, dans le district de Témiscamingue, intimé.

"Une ferme à Saint-Édouard de Fabre, dans le comté de Témiscamingue, composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros six et sept du Troisième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Fabre (Nos 6 et 7, rang 3, Fabre) contenant respectivement cent sept acres et trois dixièmes et cent sept acres et deux dixièmes en superficie plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec maison et bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter."

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Édouard de Fabre, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1958, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **JULES GRENIER**.

Ville-Marie, ce 17 juin 1958. 48062-25-2-o

[Première insertion: samedi le 21 juin 1958]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour de Magistrat, N° 37001. **GASTON GRIMARD**, entrepreneur de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, district des Trois-Rivières, demandeur,

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 17921. **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its corporate seat in the city of Québec, district of Québec, plaintiff; vs **ARTHUR ISABELLE**, of Ste-Cécile de Whitton, county of Frontenac, district of St. Francis, defendant.

The lots of land numbers forty-one and forty-two, range one north-east, (41 & 42, R. 1, N.E.) upon the official plan and book of reference for the township of Whitton, with buildings thereon erected and dependences.

With reserve, in favour of Ernest Audet, merchant, of Ste-Cécile of all the cutting of soft wood, fir, spruce and cedar of commercial quality, for a period of two years, from the eight of July nineteen hundred and forty-six (8th July 1946) with right of camping, of piling the wood in places judged necessary and to all the other rights inherent to the working of the said wood-cutting which form part of it, or which are a result thereof.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Ste-Cécile de Whitton, the TWENTY-THREE of JULY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time).

JOSEPH LABRECQUE,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, district of St-François,

This 14th of June, 1958. 48036-25-2-o

[First insertion, June the 21st, 1958]

TÉMISCAMINGUE

De Terris

Canada — Province of Quebec
District of Témiscamingue

Superior Court: No. 1078. **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its head office in Québec, petitioner; vs **MARCEL BÉGIN**, of Fabre, in the district of Témiscamingue, respondent.

"A farm at Saint-Édouard de Fabre, in the county of Témiscamingue, composed of lots of land known and designated under number six and seven of the Third Range, on the official plan and in the book of reference of the township of Fabre (Nos. 6 and 7, range 3, Fabre), containing respectively one hundred and seven acres and three tenths and one hundred and seven acres and two tenths in area, more or less.

As the whole is to be found presently with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes by which same may be affected.

To be sold in block, at the church door of the parish of Saint-Édouard de Fabre, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of JULY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

JULES GRENIER,

Sheriff's Office,

Ville-Marie, this 17th June, 1958. 48062-25-2

[First insertion: Saturday, June 21, 1958]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Magistrate's Court, No. 37001. **GASTON GRIMARD**, contractor for the parish of Ste-Anne de la Pérade, district of Trois-Rivières, plaintiff; v

vs ROBERT ROMPRÉ, presseur de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, district des Trois-Rivières, défendeur.

"Un emplacement faisant partie du lot No. trois cent quatre-vingt-huit (P. 388) du cadastre de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, de figure irrégulière, borné en front, vers le nord, à la route nationale et au terrain des représentants de feu Joseph Godin, en profondeur, vers le sud, au lot No. trois cent quatre-vingt-seize, (396) dudit cadastre, d'un côté au nord-est aux représentants de Joseph et Louis Asselin et de l'autre côté, au sud-ouest, partie à Ulrias Chevalier et Arthur Lanouette, avec maison et autres dépendances y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-de-la-Pérade, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUILLET 1958 à TROIS heures de l'après-midi.

ROBERT ROMPRÉ, presser, of the parish of Ste-Anne de la Pérade, district of Trois-Rivières, defendant.

"An emplacement forming part of lot No. three hundred and eighty-eight (Pt. 388) of the cadaster of the parish of Ste-Anne de la Pérade, of irregular figure, bounded in front, on the North, by the national highway and by the land of the representatives of the late Joseph Godin, in depth, on the South, by lot No. three hundred and ninety-six (396) of the said cadaster, on one side, on the northeast, by the representatives of Joseph and Louis Asselin and on the other side, on the southwest, partly by Ulrias Chevalier and Arthur Lanouette, with house and other dependencies thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Anne de la Pérade, WEDNESDAY, on the TWENTY-THIRD day of the month of JULY, 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 14 juin 1958.

Le Shérif,

L. P. MERCIER.
48037-25-2-o

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, June 14, 1958.

L. P. MERCIER,

Sheriff.
48037-25-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 25

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

| | |
|--------------------------|------|
| Bernier vs Chagnon | 2213 |
| Giddings vs Brophy | 2213 |

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

| | |
|---|------|
| 564 — Concernant la loi des droits sur les successions | 2213 |
| 596 — Concernant certains amendements aux règlements provinciaux d'hygiène | 2214 |
| 588 — Concernant les règlements de la Commission d'Apprentissage des métiers de l'Industrie de l'automobile, district de Québec | 2215 |

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

| | |
|------------------------------|------|
| Réception des annonces | 2179 |
|------------------------------|------|

AVIS DIVERS:

| | |
|---|------|
| Caisse Populaire d'Alma (Nom changé). Chartered Investment Corporation (Directeurs) | 2217 |
| Comité Général de l'Année Samuel de Champlain (Directeurs) | 2216 |
| J. T. Wilson & Co. Limited (Directeurs) | 2216 |
| Le Rendez-Vous du Consommateur (Fondation) | 2215 |
| Montreal Volunteer Bureau — Service Bénévole de Montréal (Règlement) | 2216 |
| Société Saint-Jean-Baptiste Locale Notre-Dame (Corporation) | 2217 |
| Specialloid (Canada) Limited (Directeurs) | 2217 |

CHARTES — ABANDON DE:

| | |
|---|------|
| Associated Air Coach Services Inc. | 2218 |
| Beta Investment Corp. | 2218 |
| Les Pétroles d'Alma Ltée. | 2217 |
| Modern Thermo Crete Ltd. | 2218 |
| Télédistribution Inc. | 2218 |

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

| | |
|--------------------------|------|
| Bernier vs Chagnon | 2213 |
| Giddings vs Brophy | 2213 |

ORDERS IN COUNCIL:

| | |
|---|------|
| 564 — Concerning the Quebec Succession Duties Act | 2213 |
| 596 — Concerning amendments to Public Health Regulations | 2214 |
| 588 — Concerning the by-laws of the Apprenticeship Commission of the Automobile Trades, Quebec District | 2215 |

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

| | |
|-------------------------------------|------|
| Receipt of advertising copies | 2179 |
|-------------------------------------|------|

MISCELLANEOUS NOTICES:

| | |
|--|------|
| Caisse Populaire d'Alma (Name changed) | 2217 |
| Chartered Investment Corporation (Directors) | 2216 |
| Comité Général de l'Année Samuel de Champlain (Directors) | 2216 |
| J. T. Wilson & Co. Limited (Directors) | 2216 |
| Le Rendez-Vous du Consommateur (Foundation) | 2215 |
| Montreal Volunteer Bureau — Service Bénévole de Montréal (By-laws) | 2216 |
| Société Saint-Jean-Baptiste Locale Notre-Dame (Corporation) | 2217 |
| Specialloid (Canada) Limited (Directors) | 2217 |

CHARTERS — SURRENDER OF:

| | |
|---|------|
| Associated Air Coach Services Inc. | 2218 |
| Beta Investment Corp. | 2218 |
| Les Pétroles d'Alma Ltée. | 2217 |
| Modern Thermo Crete Ltd. | 2218 |
| Télédistribution Inc. | 2218 |

COMPAGNIES DISSOUTES:

Lazare, Sanft and Dermer Inc..... 2218
 Mont Gabriel Ski Tows Ltd..... 2219

COMPANIES DISSOLVED:

Lazare, Sanft and Dermer Inc..... 2218
 Mont Gabriel Ski Tows Ltd..... 2219

AFFAIRES MUNICIPALES:

Danville, ville (Érection)..... 2219

MUNICIPAL AFFAIRS:

Danville, ville (Erection)..... 2219

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 20-56-A — Région
 d'Asbestos..... 2221

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 20-56-A — Region of As-
 bestos..... 2221

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Boucherville..... 2221
 Chénéville..... 2222
 Huberdeau..... 2221
 Lawrenceville, village..... 2223
 Sacré-Cœur-de-Jésus, village..... 2223
 St-André de Sutton (Cath.)..... 2222
 Ste-Anne-de-la-Pérade..... 2222
 Ville Marie..... 2222

EDUCATION:

School Municipality of:

Boucherville..... 2221
 Chénéville..... 2222
 Huberdeau..... 2221
 Lawrenceville, village..... 2223
 Sacré-Cœur-de-Jésus, village..... 2223
 St-André de Sutton (Cath.)..... 2222
 Ste-Anne-de-la-Pérade..... 2222
 Ville Marie..... 2222

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Ditchfield, canton, village Agnès..... 2223
 D'Orford, canton..... 2223
 Ste-Flore, paroisse..... 2223
 St-Romuald d'Etchemin, paroisse..... 2224

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Ditchfield, township, village Agnès.... 2223
 Orford, township..... 2223
 Ste-Flore, parish..... 2223
 St-Romuald d'Etchemin, parish..... 2224

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbiers et coiffeurs de Rouyn et No-
 randa (Prélèvement)..... 2204
 Chapeaux en toile et des casquettes
 pour hommes, garçons et enfants,
 Province de Québec (Prélèvement).. 2205
 Confection pour dames, Province de
 Québec (Prélèvement)..... 2207
 Construction, comté de Roberval *et al*
 (Approbation)..... 2212
 Construction, district de Hull (Prélè-
 vement)..... 2210
 Employés de commerce et de bureau,
 cité d'Arvida *et al* (Modification).... 2203
 Vêtements d'hommes et garçons, Pro-
 vince de Québec (Prélèvement)..... 2208

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barbers and Hairdressers of Rouyn and
 Noranda (Levy)..... 2204
 Men's, Boys' and Children's Cloth
 Hat, Cap and Headwear, Province
 of Quebec (Levy)..... 2205
 Ladies Cloak and Suit, Province of
 Quebec (Levy)..... 2207
 Building, Roberval county *et al* (Ap-
 proval)..... 2212
 Building, district of Hull (Levy)..... 2210
 Trade and office employees, city of
 Arvida *et al* (Amendment)..... 2203
 Men's and Boys' Clothing, Province of
 Quebec (Levy)..... 2208

EXAMEN DU BARREAU:

Arthabaska, pratique..... 2224

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska, practice..... 2224

LETTRES PATENTES:

Alphonse Ouellet Ltée..... 2180
 Alumcraft Corp..... 2181
 Alva-Fashions Inc..... 2181
 Art & Photo Inc..... 2181
 Asbestos Excavations Ltée..... 2182
 Belleterre Construction Ltée..... 2182
 Bonicalzi Construction Ltée..... 2182
 Brosseau & Monette Construction Li-
 mitée..... 2183
 B.T.C. Importing Inc..... 2183
 Centre d'Achat Sylva Gagnon Ltée... 2183
 C. Marsolais Inc..... 2184
 Compagnie d'Utilités Publiques de l'Es-
 terel..... 2184
 Dechaux Inc..... 2184
 Dorion Automobiles Inc..... 2185

LETTERS PATENT:

Alphonse Ouellet Ltée..... 2180
 Alumcraft Corp..... 2181
 Alva-Fashions Inc..... 2181
 Art & Photo Inc..... 2181
 Asbestos Excavations Ltée..... 2182
 Belleterre Construction Ltée..... 2182
 Bonicalzi Construction Ltée..... 2182
 Brosseau & Monette Construction Li-
 mitée..... 2183
 B.T.C. Importing Inc..... 2183
 Centre d'Achat Sylva Gagnon Ltée... 2183
 C. Marsolais Inc..... 2184
 Compagnie d'Utilités Publiques de l'Es-
 terel..... 2184
 Dechaux Inc..... 2184
 Dorion Automobiles Inc..... 2185

| | | | |
|---|------|---|------|
| Durable Construction Corp. | 2185 | Durable Construction Corp. | 2185 |
| Elath Development Corporation | 2185 | Elath Development Corporation | 2185 |
| Featherock Inc. | 2186 | Featherock Inc. | 2186 |
| Fleurant et Frère Inc. | 2186 | Fleurant et Frère Inc. | 2186 |
| Flormac Development Company Limited | 2186 | Flormac Development Company Limited | 2186 |
| Frego Construction Inc. | 2187 | Frego Construction Inc. | 2187 |
| Galerie "L'art Français" Art Gallery | 2187 | Galerie "L'art Français" Art Gallery | 2187 |
| Gay-Lee Fashions Inc. | 2187 | Gay-Lee Fashions Inc. | 2187 |
| Gaz Propane du Nord Ltée — Northern Propane Gas Ltd. | 2188 | Gaz Propane du Nord Ltée — Northern Propane Gas Ltd. | 2188 |
| Jocardi Suits & Coats Ltd. | 2188 | Jocardi Suits & Coats Ltd. | 2188 |
| J. P. Dagenais Construction, Inc. | 2188 | J. P. Dagenais Construction, Inc. | 2188 |
| La Centrale d'Achat des Détaillants du Jouet Inc. | 2189 | La Centrale d'Achat des Détaillants du Jouet Inc. | 2189 |
| La Cie de Construction Safari Ltée — Safari Construction Co. Ltd. | 2189 | La Cie de Construction Safari Ltée — Safari Construction Co. Ltd. | 2189 |
| La Compagnie de Construction Laval Ste-Rose Ltée | 2189 | La Compagnie de Construction Laval Ste-Rose Ltée | 2189 |
| Lakeshore Funeral Home Inc. | 2190 | Lakeshore Funeral Home Inc. | 2190 |
| La Pépinière du Saguenay Inc. | 2190 | La Pépinière du Saguenay Inc. | 2190 |
| La Philatélie Laurentienne Inc. | 2190 | La Philatélie Laurentienne Inc. | 2190 |
| Laurent Hébert Incorporé | 2191 | Laurent Hébert Incorporé | 2191 |
| Lemay & Gagné Limitée | 2191 | Lemay & Gagné Limitée | 2191 |
| Les Agences Grenache Inc. — Grenache Agencies Inc. | 2191 | Les Agences Grenache Inc. — Grenache Agencies Inc. | 2191 |
| Le Salon Matignon Inc. | 2192 | Le Salon Matignon Inc. | 2192 |
| Les Immeubles Champlain Ltée | 2192 | Les Immeubles Champlain Ltée | 2192 |
| Les Pétroles de Matane Ltée | 2192 | Les Pétroles de Matane Ltée | 2192 |
| Les Soeurs de Namur | 2193 | Les Soeurs de Namur | 2193 |
| L'Origo Corporation | 2193 | L'Origo Corporation | 2193 |
| Louis & Genet Enterprises Inc. — Les Entreprises Louis & Genet Inc. | 2193 | Louis & Genet Enterprises Inc. — Les Entreprises Louis & Genet Inc. | 2193 |
| Macamor Holdings Limited | 2194 | Macamor Holdings Limited | 2194 |
| Maisonneuve Electric Inc. | 2194 | Maisonneuve Electric Inc. | 2194 |
| Patricia Ltd. | 2194 | Patricia Ltd. | 2194 |
| Paul Brunelle Ltée | 2195 | Paul Brunelle Ltée | 2195 |
| Piette Oil Carriers Co. Ltd. | 2195 | Piette Oil Carriers Co. Ltd. | 2195 |
| Pontiac Construction Company Inc. | 2195 | Pontiac Construction Company Inc. | 2195 |
| Roxanne Ltd. | 2196 | Roxanne Ltd. | 2196 |
| Sainte-Agathe Paysagistes, Limitée | 2196 | Sainte-Agathe Paysagistes, Limitée | 2196 |
| Service Auto Rental Inc. | 2196 | Service Auto Rental Inc. | 2196 |
| Sherbrooke Paint & Floor Co. Ltd. | 2197 | Sherbrooke Paint & Floor Co. Ltd. | 2197 |
| Société Michaud & Launier Ltée | 2197 | Société Michaud & Launier Ltée | 2197 |
| S.O.S. Electric Inc. | 2197 | S.O.S. Electric Inc. | 2197 |
| Ste. Agathe Wholesale, Ltd. | 2198 | Ste. Agathe Wholesale, Ltd. | 2198 |
| Steval Corporation | 2198 | Steval Corporation | 2198 |
| Sylsannia Realty Corp. | 2198 | Sylsannia Realty Corp. | 2198 |
| The Heathton Cemetery Corporation | 2199 | The Heathton Cemetery Corporation | 2199 |
| The Montreal Bid Depository — Dépositaire des Soumissions de Montréal | 2199 | The Montreal Bid Depository — Dépositaire des Soumissions de Montréal | 2199 |
| Wm. Marks Inc. | 2199 | Wm. Marks Inc. | 2199 |

LETTRÉS PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

| | |
|---|------|
| Atlas Refuse Collectors Inc. | 2200 |
| Benco Construction Co. Ltd. | 2200 |
| Centre d'Achats Repentigny Inc. — Repentigny Shopping Center Inc. | 2200 |
| Champoux Automobiles Inc. | 2201 |
| Flamidor Corporation | 2201 |
| F. X. Gagné, Limitée | 2201 |
| G. Gauthier Transport Inc. | 2201 |
| Good Luck Realities Inc. | 2201 |
| H. C. Farber & Co. Ltd. | 2202 |
| L. P. Bergeron Limitée | 2202 |
| Namur Development Ltd. | 2202 |
| Produits Caillette Inc. | 2202 |
| St. Vincent Lumber Ltd. | 2203 |
| Telvent Corporation | 2203 |
| T.V. Drummond Inc. | 2203 |

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

| | |
|--------------------------------|------|
| Affiliated Underwriters | 2225 |
| American Exchange Underwriters | 2225 |
| American Reciprocal Insurers | 2224 |

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

| | |
|---|------|
| Atlas Refuse Collectors Inc. | 2200 |
| Benco Construction Co. Ltd. | 2200 |
| Centre d'Achats Repentigny Inc. — Repentigny Shopping Center Inc. | 2200 |
| Champoux Automobiles Inc. | 2201 |
| Flamidor Corporation | 2201 |
| F. X. Gagné, Limitée | 2201 |
| G. Gauthier Transport Inc. | 2201 |
| Good Luck Realities Inc. | 2201 |
| H. C. Farber & Co. Ltd. | 2202 |
| L. P. Bergeron Limitée | 2202 |
| Namur Development Ltd. | 2202 |
| Produits Caillette Inc. | 2202 |
| St. Vincent Lumber Ltd. | 2203 |
| Telvent Corporation | 2203 |
| T.V. Drummond Inc. | 2203 |

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

| | |
|--------------------------------|------|
| Affiliated Underwriters | 2225 |
| American Exchange Underwriters | 2225 |
| American Reciprocal Insurers | 2224 |

| | | | |
|--|------|--|------|
| Fireproof-Sprinklered Underwriters | 2225 | Fireproof-Sprinklered Underwriters | 2225 |
| Individual Underwriters | 2226 | Individual Underwriters | 2226 |
| Metropolitan Inter-Insurers | 2226 | Metropolitan Inter-Insurers | 2226 |
| New York Reciprocal Underwriters | 2226 | New York Reciprocal Underwriters | 2226 |
| Underwriters Exchange | 2227 | Underwriters Exchange | 2227 |

NOMINATIONS:

| | |
|------------------|------|
| Divers | 2227 |
|------------------|------|

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché:

| | |
|---|------|
| L'Office des Producteurs de Tabac Jaune du Québec | 2227 |
|---|------|

SIÈGES SOCIAUX:

| | |
|---|------|
| Belleterre Construction Ltée | 2231 |
| Brosseau & Monette Construction Ltée | 2231 |
| Broughton Construction Co. Ltd. | 2233 |
| Canadore Mining & Development Corp. | 2232 |
| C. Marsolais Inc. | 2231 |
| Dorion Automobiles Inc. | 2231 |
| Gare d'Autobus de Sherbrooke Ltée | 2233 |
| Lagacé Enterprises Limited — Les Entreprises Lagacé Limitée | 2231 |
| Patricia Ltd. | 2232 |
| Roxanne Ltd. | 2232 |
| Sherbrooke Coach Mfg. Co. | 2233 |
| Super Electric Supply Co. Ltd. | 2233 |

SOUSSIONS:

| | |
|--|------|
| Bourlamaque, ville | 2236 |
| Papineauville, comm. scolaire | 2238 |
| Ste-Agathe-des-Monts, comm. écoles cath. | 2233 |
| Ste-Foy, cité | 2235 |
| St-Joseph-de-Coleraine, comm. scolaire | 2237 |

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

| | |
|---|------|
| Seiberling Rubber Co. of Canada Ltd vs Lavallée | 2240 |
|---|------|

BEAUHARNOIS:

| | |
|---|------|
| Dyno Flame (Québec) Inc. vs Fuchs | 2240 |
|---|------|

GASPÉ:

| | |
|---|------|
| Gaspé Automobile Inc., vs Deschênes | 2242 |
|---|------|

JOLIETTE:

| | |
|--|------|
| La Ville de Berthierville vs Sauvageau | 2242 |
|--|------|

MONTMAGNY:

| | |
|----------------------------|------|
| Caron vs Denault | 2242 |
|----------------------------|------|

MONTREAL:

| | |
|-----------------------------------|------|
| Huot vs Ménard | 2243 |
| Lortie et al vs Poirier | 2243 |

QUÉBEC:

| | |
|---|------|
| E. W. Caron & Cie Ltée vs Cauchon | 2245 |
| E. W. Caron & Cie Ltée vs Cauchon | 2244 |
| Levesque vs Simard | 2245 |
| Réquier vs Marcotte | 2244 |

APPOINTMENTS:

| | |
|-------------------------|------|
| Miscellaneous | 2227 |
|-------------------------|------|

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of sanction of joint marketing plan:

| | |
|--|------|
| The Quebec Flue-Cured Tobacco Producers' Board | 2227 |
|--|------|

HEAD OFFICES:

| | |
|---|------|
| Belleterre Construction Ltée | 2231 |
| Brosseau & Monette Construction Ltée | 2231 |
| Broughton Construction Co. Ltd. | 2233 |
| Canadore Mining & Development Corp. | 2232 |
| C. Marsolais Inc. | 2231 |
| Dorion Automobiles Inc. | 2231 |
| Gare d'Autobus de Sherbrooke Ltée | 2233 |
| Lagacé Enterprises Limited — Les Entreprises Lagacé Limitée | 2231 |
| Patricia Ltd. | 2232 |
| Roxanne Ltd. | 2232 |
| Sherbrooke Coach Mfg. Co. | 2233 |
| Super Electric Supply Co. Ltd. | 2233 |

TENDERS:

| | |
|--|------|
| Bourlamaque, town | 2236 |
| Papineauville, school comm. | 2238 |
| Ste-Agathe-des-Monts, Cath. school comm. | 2233 |
| Ste-Foy, city | 2235 |
| St-Joseph-de-Coleraine, school comm. | 2237 |

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

| | |
|---|------|
| Seiberling Rubber Co. of Canada Ltd vs Lavallée | 2240 |
|---|------|

BEAUHARNOIS:

| | |
|---|------|
| Dyno Flame (Québec) Inc. vs Fuchs | 2240 |
|---|------|

GASPÉ:

| | |
|--|------|
| Gaspé Automobile Inc. vs Deschênes | 2242 |
|--|------|

JOLIETTE:

| | |
|--|------|
| La Ville de Berthierville vs Sauvageau | 2242 |
|--|------|

MONTMAGNY:

| | |
|----------------------------|------|
| Caron vs Denault | 2242 |
|----------------------------|------|

MONTREAL:

| | |
|-----------------------------------|------|
| Huot vs Ménard | 2243 |
| Lortie et al vs Poirier | 2243 |

QUÉBEC:

| | |
|---|------|
| E. W. Caron & Cie Ltée vs Cauchon | 2245 |
| E. W. Caron & Cie Ltée vs Cauchon | 2244 |
| Levesque vs Simard | 2245 |
| Réquier vs Marcotte | 2244 |

RIMOUSKI:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Dionne..... 2246

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Isabelle..... 2247

TÉMISCAMINGUE:

L'Office du Crédit Agricole du Québec
vs Bégin..... 2247

TROIS-RIVIÈRES:

Grimard vs Rompré..... 2247

RIMOUSKI:

Quebec Farm Credit Bureau vs Dionne. 2246

ST. FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Isa-
belle..... 2247

TÉMISCAMINGUE:

Quebec Farm Credit Bureau vs Bégin.. 2247

TROIS-RIVIÈRES:

Grimard vs Rompré..... 2247